

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°253

AVRIL 2006

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **L'IRAK SE DOTE D'UN EXÉCUTIF : JALAL TALABANI, PRÉSIDENT, NOURI AL-MALIKI PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'IRAK.**
- **SADDAM HUSSEIN ET SON COUSIN « ALI LE CHIMIQUE » SERONT JUGÉS POUR GÉNOCIDE CONTRE LES KURDES.**
- **DÉPLOIEMENT MASSIF DE L'ARMÉE TURQUE À LA FRONTIÈRE AVEC LE KURDISTAN IRAKIEN MENACÉ ÉGALEMENT PAR LES MANŒUVRES MILITAIRES IRANNIENNES SOUS PRETEXTE DE LUTTE CONTRE LE PKK.**
- **IRAK : LE BILAN MENSUEL DES PERTES AMÉRICAINES EN BAISSÉ ALORS QUE LA TENSION INTER-CONFESSIONNELLE EST DE PLUS EN PLUS VIVE.**
- **DIYARBAKIR : LES KURDES DÉNONCENT L'USAGE EXCESSIF DE LA FORCE LORS DES RÉCENTES ÉMEUTES KURDES ALORS QUE LES AUTORITÉS TURQUES REFUSENT TOUTE DISCUSSION POLITIQUE.**
- **DAMAS : LE RÉGIME BAASISTE CONTINUE SA POLITIQUE DE RÉPRESSION ET TENTE D'ÉTOUFFER TOUTE ACTIVITÉ POLITIQUE.**
- **AINSI QUE...**

---

**L'IRAK SE DOTE D'UN EXÉCUTIF : JALAL TALABANI,  
PRÉSIDENT, NOURI AL-MALIKI PREMIER MINISTRE DE LA  
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'IRAK**

**J**alal Talabani, premier président kurde de l'histoire moderne de l'Irak, a été, le 22 avril, réélu le pour un mandat de quatre ans. Sa réélection a été l'occasion de réjouissances au Kurdistan et notamment dans son bastion de Souleimaniyeh. M. Talabani avait été élu en avril 2005 Président de la République, après avoir consacré une grande partie de sa vie à lutter contre le régime baasiste de Saddam Hussein. Au cours de son mandat, le dirigeant kurde s'est voulu apaisant avec les Etats voisins, dont la Syrie et l'Iran,

honnis par les Etats-Unis qui les accusent d'alimenter le terrorisme en Irak. Mais il a aussi jugé « *catastrophique* » tout départ prématuré des GI's. Celui que ses camarades surnomment affectueusement « *Oncle Jalal* » a rejoint très jeune la politique, par admiration pour la figure légendaire du combat nationaliste kurde, Moustafa Barzani. Elève à Kirkouk, il rêve à 15 ans de devenir médecin mais opte finalement pour le droit afin de se consacrer à la politique. Sa participation en 1952 à une manifestation anticolonialiste à

Bagdad l'oblige à interrompre ses études, avant de les reprendre après la chute de la royauté en 1958. Il effectue entre-temps son service militaire dans l'artillerie et les blindés et rejoint le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), fondé en août 1946, puis combat dans les montagnes pendant la première grande révolte kurde de 1961. Exilé en Iran en 1964 puis en Syrie dans les années 70 où il fonde sa formation, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani est le premier président non arabe d'un pays composé à majorité d'une population arabe. Jalal Talabani et Massoud Barzani, devenu en 2005 président du Kurdistan autonome, ont fait liste commune pour les élections de

---

janvier et de décembre 2005. Au cours d'une conférence de presse à Erbil, le président irakien a, le 23 avril, affirmé que les peshmergas n'étaient pas une milice mais une « force régulière », en présence de l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay Khalilzad, retransmise sur la télévision publique *Iraqiya*. Les peshmergas assurent la sécurité dans les trois provinces du Kurdistan irakien (Souleimaniyeh, Dohouk et Erbil), depuis l'établissement de l'autonomie de la région en 1991, après la première guerre du Golfe.

Le Parlement irakien a également élu le même jour un Conseil de présidence dirigé par Jalal Talabani avec Adel Abdel Mehdi et Tarek al-Hachémi choisis comme adjoints au président. Jalal Talabani a aussitôt chargé le chiite Jawad al-Maliki, numéro deux du parti conservateur chiite Dawa, de former le prochain gouvernement. Le trio a obtenu 198 voix (255 députés se sont exprimés sur 266 présents), soit la majorité des deux tiers requise au Parlement de 275 membres, selon le résultat du vote proclamé par le nouveau président du Parlement, le sunnite Mahmoud Machhadani. Ce dernier, choisi pour présider le Parlement élu le 15 décembre dernier, est un médecin aux convictions islamistes affirmées, ancien opposant au régime de Saddam Hussein qui l'a emprisonné à deux reprises. Seul candidat conformément à un arrangement négocié par les différents groupes politiques, il a

obtenu 159 voix, à l'issue du vote des 266 élus présents, sur les 275 députés du Parlement. Elu sur la liste sunnite du Front de la Concorde, M. Machhadani succède à Hajim al-Hassani, un autre Arabe sunnite. A l'issue du vote pour désigner les deux adjoints du président du Parlement, le chiite cheikh Khaled al-Attiya et le Kurde Aref Tayfour ont été élus avec respectivement 202 et 159 voix.

Né en 1945 à Souleimaniyeh, Aref Tayfour a étudié à Kirkouk, où il a été obtenu sa licence en Droit en 1970. Militant dans les jeunesses du PDK, il participe à l'insurrection kurde contre les troupes de Saddam Hussein. Réfugié en Iran en 1973, il s'exile en Autriche en 1997 et rentre au Kurdistan en 2000.

Le cheikh Khaled al-Attiya est un dirigeant du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), présidé par Abdel Aziz Hakim, qui présente un profil d'universitaire. Il a enseigné la religion pendant 25 ans à l'étranger, en Egypte, au Liban, en Iran et en Grande-Bretagne, à l'université d'Oxford dont il a été diplômé en études islamiques en 2003.

Plus de quatre mois après les élections législatives du 15 décembre 2005, la situation politique s'est ainsi débloquée en Irak avec la nomination au poste de Premier ministre du chiite Maliki, qui a aussitôt ouvert des négociations avec les formations politiques représentées au Parlement. Le Premier ministre

désigné Jawad al-Maliki s'est donné deux semaines pour former le nouveau gouvernement en Irak. « *Les accords conclus avec tous les groupes sur le programme du gouvernement et un Conseil de sécurité nationale ont facilité notre travail* », a affirmé M. Maliki. Qualifié par le président américain George W. Bush « *d'homme à poigne* », M. Maliki, qui a succédé à Ibrahim Jaafari, contesté par les Kurdes et les Arabes sunnites, dispose de 30 jours depuis sa nomination pour présenter son gouvernement.

Pour M. Bush, l'accord en Irak sur un nouveau gouvernement représente « *un développement majeur dans la guerre contre le terrorisme* », « *après des mois de négociations patientes* ». « *Nous tablons sur un gouvernement comprenant 30 ministères. Au vu de notre représentation au Parlement, nous revendiquons 6 ministères, dont un ayant trait à la souveraineté de l'Etat* », a affirmé de son côté le député kurde Mahmoud Osmane. « *Nous ne sommes pas intéressés par les ministères liés à la sécurité, mais nous souhaitons conserver les Affaires étrangères. Sinon, nous espérons le portefeuille du Pétrole ou celui des Finances* », a-t-il ajouté. Jawad al-Maliki, a, quant à lui, annoncé le 26 avril qu'il avait l'intention d'attribuer les portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur à des indépendants. Les coalitions sunnites et chiites comprennent des élus affiliés à des partis, mais aussi des indépendants.

## SADDAM HUSSEIN ET SON COUSIN « ALI LE CHIMIQUE » SERONT JUGÉS POUR GÉNOCIDE CONTRE LES KURDES

**L**e Haut tribunal pénal irakien, a, le 4 avril, annoncé que Saddam Hussein et six de ses coaccusés, dont son cousin Ali Hassan al-Majid, dit « *Ali le chimique* », seront jugés pour génocide dans l'affaire Anfal. « *L'instruction a été bouclée dans l'affaire Anfal et les sept personnes, accusées de génocide, ont été déférées au tribunal* », a déclaré à la presse le chef des juges d'instruction Raed al-Jouhi, sans donner de date pour l'ouverture du procès. M. Jouhi a fait cette déclaration à la veille de la reprise du procès du dictateur déchu et de sept coaccusés dans l'affaire de Doujail, le massacre de 148 villageois chiites après une attaque en 1982 contre le convoi de Saddam Hussein dans ce village au nord de Bagdad. Outre Saddam Hussein et son cousin Ali Hassan al-Majid, les autres accusés sont Sultan Hachem Ahmed, ancien ministre de la Défense, Saber Abdel Aziz, un haut dirigeant du parti Baas dissous et ex-chef de renseignement, Hussein Rachid Takriti, ancien membre du bureau militaire du Baas, Taher Mohammed Al-Ani, ex-dirigeant du Baas et ex-ministre de l'Industrie et Farhane Moutlaq Al-Joubouri, ancien cadre du Baas. Le président irakien Jalal Talabani a déclaré que Saddam Hussein serait jugé pour « *tous ses crimes* », avant l'exécution des jugements prononcés contre lui, contredisant des propos du procureur général Jaafar Moussaoui, selon lequel l'ex-dictateur serait exécuté sans attendre les autres procès s'il était condamné à mort dans l'affaire de Doujail.

« *C'était en mai 1988 et on se préparait à célébrer le Fitr, la fin du*

*jeûne de Ramadan, lorsque l'armée de Saddam a envahi notre village dans la région d'Erbil, détruisant tout sur son passage et poussant les habitants à fuir* ». Adalat Omer, du Centre d'Anfal pour Erbil, une ONG kurde, a recueilli ce témoignage auprès d'une survivante de la campagne de répression qui a fait plus de 182.000 morts dans le Kurdistan d'Irak et pour laquelle Saddam Hussein et six coaccusés doivent être jugés pour « *génocide* » dans un nouveau procès. Anfal a été une opération soigneusement planifiée et exécutée. Elle a été systématique, ce qui vaut à ceux qui l'ont menée d'être poursuivis pour génocide. La campagne a consisté en huit opérations de deux semaines chacune qui se sont étalées de février à septembre 1988, selon un scénario identique. « *A chaque fois que l'armée investit un village, elle regroupe les familles, sépare enfants, mères et pères et les évacue dans des grands camps, où ils meurent souvent de froid ou de brutalités* », raconte Adalat. Une fois vidées de leurs habitants, les « *zones interdites* » sont bombardées. Certains villages ont été pilonnés et bombardés à l'arme chimique. Des témoignages évoquent des pillages à grande échelle, des exécutions massives et des villages rayés de la carte. Le gazage de la ville d'Halabja, qui a fait 5.000 morts le 16 mars 1988 est considéré comme un cas à part et ne fait pas partie de la campagne d'Anfal intitulé « *Génocide in Iraq* ». Une version française de ce document essentiel sur Anfal a été publiée en 2003 par les éditions Karthala en collaboration avec l'Institut kurde sous le titre « *Génocide en Irak. La campagne d'Anfal contre les Kurdes* », 405 pages.

Anfal, du nom d'une sourate du Coran signifiant « *butin* », a été planifiée en 1987, deux semaines après la nomination par Saddam Hussein de son cousin Ali Hassan al-Majid comme chef du bureau des affaires du nord, au sein du conseil du commandement de la révolution (CCR, instance dirigeante de l'ancien régime). Ali Hassan al-Majid, dit « *Ali le chimique* », chargé par Saddam Hussein de ramener la région sous son contrôle, a alors délimité des « *zones interdites* » dans le Kurdistan, où tous les habitants étaient considérés comme des insurgés. Le responsable du département de la Coopération de l'administration de la province de Souleimaniyeh, Jamal Aziz, qui se base sur des documents des services de renseignements de Saddam Hussein sur cette campagne de répression saisis après 1991, avance le chiffre de 182.000 disparus kurdes. « *Nous avons mis la main sur des tonnes de documents que nous avons jalousement cachés et ils nous permettent aujourd'hui de retracer l'histoire de ce régime cruel* », assure-t-il. Ce sont ces documents qui ont servi à l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW), basée aux Etats-Unis, pour élaborer en 1993 un rapport détaillé sur la campagne Anfal. De plus, le bureau de presse de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a, le 6 avril, annoncé la découverte de huit fosses communes renfermant les restes d'environ 1.000 corps à Kirkouk. « *Nous avons découvert huit fosses communes dans les villages de al-Asri et Toubazawa, à 25 km à l'ouest de la ville de Kirkouk* », a précisé le bureau de presse dans un communiqué. « *Ces fosses communes renferment les restes d'environ 1.000 corps* », a-t-il ajouté. « *Le bureau des droits de l'Homme de*

*l'UPK a pris contact avec les forces américaines pour assurer la protection de ces fosses communes », a-t-il ajouté. Selon le communiqué, « la plupart des victimes étaient kurdes, en plus de quelques Chrétiens et Turcomans, qui habitaient ces villages*

*qui étaient majoritairement kurdes ». Le communiqué indique, par ailleurs, que parmi les victimes figureraient aussi des chiïtes tués lors de la violente répression du sud en 1991 par l'ancien régime de Saddam Hussein.*

#### DÉPLOIEMENT MASSIF DE L'ARMÉE TURQUE À LA FRONTIÈRE AVEC LE KURDISTAN IRAKIEN MENACÉ ÉGALEMENT PAR LES MANŒUVRES MILITAIRES IRANNIENNES SOUS PRETEXTE DE LUTTE CONTRE LE PKK

**L**a secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, arrivée le 25 avril en Turquie, a exhorté la Turquie à ne pas s'engager dans une action militaire unilatérale contre le PKK basé dans le Kurdistan irakien, appelant plutôt à une coopération trilatérale pour lutter contre cette menace. « *Nous sommes d'accord sur le fait qu'il est de notre intérêt de faire en sorte que les frontières de l'Irak soient le plus sûres possible (...) d'assurer que le territoire irakien ne soit pas utilisé comme une base pour le terrorisme* », a-t-elle déclaré devant la presse au terme d'une rencontre avec son homologue turc Abdullah Gül. « *Nous partageons des informations et nous continuerons d'être actifs dans l'avenir au sujet du PKK, mais évidemment nous souhaitons que tout ce que nous faisons contribue à la stabilité de l'Irak et (...) ne rende encore plus difficile la situation* » actuelle, a-t-elle indiqué. Reçue par le président turc Ahmet Necdet Sezer et par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, Mme Rice, s'est entretenue avec les dirigeants turcs de la demande pour une coopération contre le PKK et de la crise nucléaire en Iran. « *Ce qu'il faut pour traiter le problème du PKK, c'est s'assurer que la sécurité est stable dans le nord (Kurdistan irakien) et amener le nouveau gouvernement irakien à travailler avec les Turcs et avec les Etats-Unis* », a

déclaré Mme Rice. Abdullah Gül a déclaré après son entretien avec la Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, que la Turquie ne prévoyait pas d'opérations transfrontalières, tout en exprimant l'inconfort d'Ankara face au manque d'empressement de Washington et de Bagdad dans la lutte contre le PKK.

Les autorités turques avaient cependant demandé le 24 avril aux Etats-Unis un soutien « opérationnel » contre le PKK estimant que le partage des informations de leurs services de renseignement était insuffisant pour lutter contre le « terrorisme ». « *Nous avons eu une coopération sincère et fructueuse (contre le PKK) dans le passé. Aujourd'hui, cette coopération nécessite d'aller plus loin* », avait déclaré le ministre de la Justice Cemil Cicek, qui est également le porte-parole du gouvernement, à l'issue d'une réunion du cabinet. « *Une coopération opérationnelle est nécessaire dans la lutte contre le terrorisme et d'autres types de crime organisé (...) La Turquie souhaite ne pas seulement partager les activités de renseignement (avec les Etats-Unis) mais également une coopération qui va au-delà* », avait indiqué M. Cicek.

La Turquie a récemment envoyé d'importants renforts militaires à la frontière avec le Kurdistan irakien mais le ministère turc des Affaires étrangères a, le 26 avril,

démenti des informations des médias turcs selon lesquelles des forces turques avaient fait des incursions en territoire du Kurdistan irakien pour mener des opérations contre le PKK. Le 27 avril, des diplomates ont indiqué que l'ambassadeur d'Irak à Ankara avait transmis une note demandant des informations sur les renforts de l'armée turque à la frontière irakienne, tout en démentant qu'il s'agisse d'une note de protestation. La chaîne d'information NTV a rapporté quant à elle que la note irakienne comprenait une protestation contre « *des opérations coup de poing de faible ampleur* » menées par les commandos turcs contre le PKK en territoire irakien. La Turquie a affirmé pour sa part que son voisin irakien devrait se réjouir de voir l'armée turque renforcer ses effectifs à la frontière commune dès lors que les Irakiens ne sont pas capables de lutter contre les combattants kurdes de Turquie installés sur leur territoire. « *S'ils n'ont pas les forces adéquates, si leurs forces n'ont pas la capacité adéquate pour combattre le terrorisme, ils devraient être satisfaits des mesures que nous prenons* », a déclaré, le 27 avril, Abdullah Gül à Edirne. Les Irakiens « *n'ont aucune raison d'hésiter* », au contraire, ils « *devraient même nous aider* » car les opérations de l'armée turque « *n'ont qu'un but, celui de prévenir l'infiltration en Turquie d'une organisation terroriste* », a expliqué le ministre dont l'allocution était retransmise par plusieurs télévisions.

Le chef de l'armée turque, le général Hilmi Özkök, avait, le 23 avril, confirmé l'envoi récent d'importants renforts militaires déployés le long des frontières avec l'Irak et l'Iran. « *Les soldats vont partout où cela est nécessaire. Ce sont des renforts normaux comme*

nous en envoyons régulièrement dans la région », avait déclaré le général Ozkok à des journalistes au cours d'une réception officielle à Ankara. Avec les récents renforts, le nombre total des militaires déployés dans la zone atteindrait 50.000, selon certains quotidiens turcs et même 250.000, selon d'autres. Le général Ozkok a refusé de chiffrer l'importance des renforts et a critiqué la presse pour l'avoir fait. La Turquie estime que quelque 5.000 hommes du PKK se sont réfugiés dans le Kurdistan irakien en 1999 lorsque l'organisation a décrété le cessez-le-feu après la capture de son leader Abdullah Öcalan. Le PKK a, le 22 avril, mis en garde Ankara contre les risques d'une opération. « Nous pensons que ces préparatifs visent une opération de l'autre côté de la frontière, dans le nord de l'Irak », a déclaré Zubeyir Aydar, le leader de l'aile politique du PKK, le KONGRA-GEL, dans une interview donnée à l'AFP de Bruxelles. « La guérilla compte seulement quelques milliers d'hommes dans le sud-est de la Turquie. Cela n'aurait aucun sens de déplacer autant de troupes dans la région pour eux », a-t-il ajouté. M. Aydar a souligné que le PKK était bien préparé et allait « continuer son combat sur la base de la légitime défense » contre une éventuelle opération hors de Turquie.

Par ailleurs, Téhéran et Ankara ont passé un accord appelant l'Iran à combattre le PKK et la Turquie à lutter contre les Moujahidine du peuple, un groupe armé d'opposition iranien basé en Irak. Selon le chef de la police de la province d'Azerbaïdjan occidentale, Hassan Karami, cité le 10 avril par le quotidien *Khorasan*, la police iranienne a arrêté sept membres présumés du groupe kurde Pejak. Des membres du Pejak avaient tué,

selon lui, un policier et deux membres de la milice islamiste des Bassidjis à la fin mars, dans cette province du nord-ouest de l'Iran. L'agence estudiantine *Isna* avait fait état le 29 mars, sans citer ses sources, de l'assassinat par le Pejak de trois membres de la force iranienne des Gardiens de la révolution. En 2005, des responsables locaux d'Azerbaïdjan occidental avaient fait état d'au moins 120 policiers iraniens tués et de dizaines de blessés, principalement dans des attaques du Pejak. De plus, Saadi Pira, un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a, le 21 avril déclaré que les forces iraniennes ont pilonné des positions de combattants kurdes iraniens dans les montagnes du Kurdistan irakien pour repousser une attaque, blessant au moins quatre civils. « Ce matin, des combattants kurdes iraniens ont franchi la frontière iranienne et l'armée iranienne a bombardé la zone et les a repoussés. Les pilonnages ont frappé des terres irakiennes à Sidakan (ndlr : Sidakan se trouve à une dizaine de kilomètres à l'intérieur de l'Irak, à 80 km de la ville d'Erbil) », a déclaré M. Pira. Selon le gouverneur de la région d'Erbil, Nawzad Hadi, quatre civils ont été blessés au cours de cette attaque mais on ne dispose d'aucun bilan officiel sur d'éventuelles victimes dans les rangs des combattants kurdes iraniens du Parti de la Vie libre du Kurdistan (PJAK, une ramification du PKK en Iran). Le site Internet *Firat* a rapporté que six soldats iraniens et cinq combattants kurdes avaient péri dans les affrontements. Des membres du PKK ont, le 29 avril, affirmé qu'une de leurs positions avait été pilonnée par les Iraniens le 20 avril, faisant deux morts et 10 blessés dans ses rangs. Le 30 avril,

les autorités irakiennes ont à nouveau accusé l'Iran d'avoir bombardé des positions du PKK, à 5 km à l'intérieur du territoire irakien, au Kurdistan. Selon un communiqué du ministère de la Défense, « les forces iraniennes ont bombardé au cours des dernières 24 heures les positions du PKK près de Haj Omran, dans la province d'Erbil ». « Plus de 180 obus d'artillerie lourde ont touché le territoire irakien », a précisé le ministère de la Défense. « Des unités iraniennes ont pénétré de 5 km à l'intérieur du territoire irakien à l'occasion de ces attaques », a-t-il ajouté. Quatre soldats iraniens ont été tués dans la région de Mahabad, à la frontière avec l'Irak et la Turquie, lors d'affrontements avec des « forces contre-révolutionnaires », a indiqué le 30 avril le quotidien iranien *Kayhan*.

Au Kurdistan de Turquie, les affrontements entre l'armée et le PKK se sont multipliés ces derniers mois. Ces violences ont mis un terme à une période de calme relatif dans la région où, selon des analystes, le PKK tente de reprendre pied après avoir décrété en juin 2004 la fin d'un cessez-le-feu unilatéral de cinq ans. Le 26 avril, deux militaires turcs ont été tués et un autre a été blessé lors d'une attaque des combattants du PKK, selon la sécurité locale à Diyarbakir. L'assaut a visé un poste de gendarmerie du village de Karsilar, dans la province de Tunceli. Trois combattants kurdes et un soldat ont été tués dans des accrochages survenus le 23 avril près de la localité de Besta-Dereler de la province de Sirnak, selon un communiqué du gouvernorat de cette province. Les sources de sécurité locales avaient, le 11 avril, annoncé dans la même localité de Besta-Dereler la mort de douze combattants kurdes et deux soldats

turcs dans des combats survenus alors que la veille un soldat turc a été tué, un autre blessé et six adolescents blessés dans l'explosion de deux mines. Le premier incident s'était produit le 10 avril sur une route reliant Silvan à Batman. Dans le deuxième incident, ce sont six garçons de 12 à 14 ans qui ont été blessés en marchant sur une mine alors qu'ils se promenaient autour de chez eux à la périphérie de la ville de Sirnak. D'autre part, six combattants kurdes impliqués dans la mort de soldats turcs ont, le 7 avril, été abattus par une unité de commandos dans la province de Sirnak. Les commandos turcs, assistés par des hélicoptères d'assaut, ont attaqué un groupe de huit militants du PKK à deux kilomètres du lieu où deux soldats avaient perdu la vie le 4 avril dans l'explosion d'une mine et où trois autres avaient été tués par les membres du PKK. Un septième combattant kurde a été abattu dans la province de Batman, au cours d'une opération des forces de sécurité, précisant que 25 kilos d'explosifs avaient été retrouvés

sur les lieux des combats. Deux gendarmes, dont un lieutenant-colonel, ont par ailleurs été tués et deux autres blessés le 8 avril par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans la province d'Elazig. Le colonel commandant les forces de gendarmerie pour la province figurait au nombre des blessés, a indiqué la chaîne d'information CNN-Türk.

De plus, un groupe armé a, le 25 avril, revendiqué un attentat à la bombe commis le 16 avril à Istanbul par l'explosion d'une bombe dans une rue commerçante du quartier résidentiel de Bakirköy, qui avait fait une trentaine de blessés, et a promis une intensification de ses opérations. « Nous allons continuer d'accroître l'ampleur des violences, sans obéir à aucune règle », ont affirmé les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) dans un communiqué publié sur leur site internet. Les autorités turques estiment que les Faucons de la liberté du Kurdistan sont une émanation du PKK, qui, pour sa part, dément tout lien avec les TAK. La dirigeante des Verts allemands a appelé le 14 avril à Diyarbakir le

PKK à mettre un terme à leurs affrontements avec les forces de sécurité turques. « J'appelle le PKK à déposer les armes, à cesser les combats dans un premier temps », a déclaré Claudia Roth à la presse après un entretien avec des représentants des autorités locales. Mme Roth a ajouté qu'en retour le gouvernement d'Ankara devait contribuer à établir une « feuille de route » et devait investir dans la région. « Il n'y a pas de solution militaire pour la région », a-t-elle souligné. « Il est important de reconnaître l'identité et la langue kurdes, de reconstruire la région kurde, mais cela ne peut arriver qu'à travers le dialogue, quand les armes se taisent ». Mme Roth a souligné que la fin de la violence renforcerait la position de la Turquie dans ses négociations d'adhésion avec l'Union européenne, débutées en octobre. Pendant ce temps, un soldat turc blessé dans des combats avec le PKK durant une opération de l'armée à la frontière des provinces de Mardin et de Sirnak, est, le 14 avril, mort des suites de ses blessures dans un hôpital de Diyarbakir.

#### IRAK : LE BILAN MENSUEL DES PERTES AMÉRICAINES EN BAISSÉ ALORS QUE LA TENSION INTER-CONFESSIONNELLE EST DE PLUS EN PLUS VIVE

**L**e conseiller irakien à la sécurité nationale Mouaffak al-Roubaïe, a, le 27 avril, annoncé que l'Irak a mis au point un projet d'accord avec le gouvernement américain qui va permettre une « large baisse » du nombre des GI's d'ici à la fin de l'année en cours. « Nous avons mis au point un plan pour un accord entre les gouvernements irakien et américain, qui vise à donner progressivement davantage de responsabilités aux forces de sécurité

irakiennes », a-t-il indiqué lors d'un séminaire à Bagdad, en présence du secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld qui n'a pas commenté ses propos. Depuis l'intervention en Irak en mars 2003, 2395 soldats américains ont été tués, selon un décompte de l'AFP basé sur des chiffres du Pentagone. Cependant, le Pentagone a, le 1er avril, annoncé que les pertes militaires américaines en Irak ont chuté en mars pour le cinquième mois consécutif même si les experts attribuent en partie cette

baisse à un changement de nature du conflit irakien. Depuis le début de la guerre en mars 2003, le bilan mensuel des pertes américaines a constamment baissé depuis le mois d'octobre, qui, avec 96 décès, a été le quatrième mois le plus meurtrier pour les forces américaines en Irak. Les pertes américaines se sont élevées à au moins 29 en mars, d'après l'armée. Ce bilan est le plus faible de toute la guerre, à l'exception des 20 morts enregistrés en février 2004. Pour l'état-major américain en Irak, plusieurs facteurs expliquent cette évolution, notamment l'implication croissante des forces de sécurité irakiennes - environ 242.000

membres- dans la stabilité de leur pays, mais aussi le fait que les terroristes prennent désormais davantage pour cibles des civils et des policiers ou militaires irakiens. La tension inter-confessionnelle s'avive dans le pays depuis la destruction d'un mausolée chiite en février à Samarra. Début avril, on comptait plus de 450 Irakiens tués dans les violences qui ont suivi la destruction du mausolée. Des dizaines de mosquées sunnites ont été attaquées alors que les découvertes de corps de personnes, enlevées et exécutées par balle, sont devenues quotidiennes. Le 13 avril, 15 personnes ont péri dans un attentat anti-chiite près de Bagdad. L'attentat est survenu au lendemain d'une attaque anti-chiite, à la voiture piégée, au nord de Bagdad, faisant 26 morts et 70 blessés. Le 7 avril, un triple attentat suicide contre une mosquée chiite de Bagdad avait coûté la vie à 90 personnes, l'attaque la plus sanglante cette année contre la

communauté chiite majoritaire en Irak. La résurgence des violences à caractère confessionnel a contraint les familles irakiennes à quitter leurs foyers. Adel Abdoul Mahdi, l'un des trois vice-présidents irakiens, a, le 28 février, estimé à 100000 le nombre de familles irakiennes qui vivent comme des réfugiés en raison des violences entre communautés sunnite et chiite, soit un demi-million de personnes peut-être. Il n'a pas précisé la source de son estimation, bien supérieure à celle de 11.000 familles - soit environ 60.000 personnes - avancée il y a deux semaines par le ministère des Migrations, pour le nombre de personnes ayant fui leurs foyers depuis la fin du mois de février. Selon le ministère des Migrations, un quart au moins des réfugiés ont gagné des secteurs à dominante sunnite au Kurdistan ou dans l'ouest du pays.

D'autre part, un dirigeant sunnite irakien, Salah Motlaq, a accusé, le

13 avril, des services de sécurité non déterminés d'avoir arrêté récemment 400 personnes dans le sud de Bagdad et d'avoir tué 68 d'entre elles. Le ministre irakien de l'Intérieur Bayan Jabr avait reconnu sur la BBC lors d'un entretien réalisé le 11 avril à Bagdad que des escadrons de la mort étaient derrière certaines des attaques qui ont secoué l'Irak récemment, mais a affirmé que les forces de sécurité gouvernementales n'étaient pas infiltrées. Selon lui, ces brigades seraient liées à des entreprises de sécurité privées chargées de la surveillance de certains bâtiments officiels ou privés. Bayan Jabr a notamment pointé du doigt les Forces de protection des sites (FPS), une unité mise en place sous l'administration américaine en 2003 pour surveiller les bâtiments officiels ou les immeubles de sociétés privées. Il a répété que cette force de 150.000 hommes n'était « *pas sous les ordres* » du gouvernement.

#### DIYARBAKIR : LES KURDES DÉNONCENT L'USAGE EXCESSIF DE LA FORCE LORS DES RÉCENTES ÉMEUTES KURDES ALORS QUE LES AUTORITÉS TURQUES REFUSENT TOUTE DISCUSSION POLITIQUE.

**A**près une semaine d'émeutes kurdes débutées à Diyarbakir le 28 mars lors de funérailles de combattants du PKK abattus par l'armée puis étendues à d'autres villes de la région, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a, le 4 avril, affirmé qu'il ne céderait pas à la violence, tout en promettant de poursuivre sur la voie de la démocratie. « *Personne ne devrait contester le pouvoir de l'Etat ou de la nation* », a déclaré Erdogan lors d'un discours devant les membres de son parti de la Justice et du Développement. « *Le*

*gouvernement ne reculera pas sur la voie de la démocratie, des lois et de la liberté d'expression* », a-t-il ajouté. Recep Tayyip Erdogan a promis que son gouvernement traiterait le « *problème kurde* » par plus de démocratie, et une plus grande prospérité, refusant au PKK de pouvoir tirer parti de la pauvreté des régions kurdes. « *Les bandes masquées de la terreur et de la violence qui se cachent derrière nos enfants innocents n'auront plus de terrain. Ils savent que si les régions du sud-est et de l'est anatolien se redressent, le chômage chutera et ils diront: de qui allons-nous tirer profit désormais ?* ». « *Aucune démocratie au monde ne*

*peut se montrer tolérante envers la violence* », a ajouté M. Erdogan. « *Que ceux qui veulent parler parlent. Mais la légitimité de la terreur ne sera jamais reconnue* ». « *Nous n'envisageons pas de faire des distinctions en fonction de l'origine ethnique* », a ajouté le Premier ministre, réaffirmant qu'il ne considérerait pas les Kurdes comme une minorité spécifique.

Le Premier ministre turc s'est refusé en outre à tout dialogue avec le principal parti pro-kurde, Parti pour une société démocratique (DTP), tant que celui-ci ne reconnaîtra pas le PKK comme une organisation terroriste. Lors de son discours au Parlement, Recep Tayyip Erdogan a clairement fait savoir qu'il refuserait de rencontrer les dirigeants du DTP tant que ceux-ci ne reconnaîtraient

pas le PKK comme une organisation terroriste. « *D'abord vous devez déclarer que le PKK est une organisation terroriste. On se parlera après* », a-t-il martelé. Ahmet Türk, co-président du DTP, s'est dit consterné par cette fin de non-recevoir du Premier ministre « *qui a invité (le groupe radical palestinien) Hamas en Turquie mais refuse de rencontrer un parti légal* ». « *Dans un Etat fondé sur l'Etat de droit, aucune arme ne peut être utilisée contre des manifestants désarmés* », a déclaré pour sa part le coprésident du DTP, Aysel Tugluk. « *Ce sont le gouvernement et le Premier ministre qui sont responsables de tout ce qui s'est produit* », a-t-elle ajouté au cours d'une conférence de presse à Ankara.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a, le 6 avril, fermement rejeté les critiques sur un usage excessif de la police turque lors de ces émeutes et l'armée turque s'est dans le même temps déclarée déterminée à éradiquer le « *séparatisme* » du PKK. « *Nos forces de sécurité ont fait preuve d'une attitude de tolérance jamais vue dans les autres pays, au risque d'être tuées ou blessées* », a déclaré M. Erdogan aux journalistes. « *Personne ne peut les accuser de cette manière et nous ne sommes pas obligés de répondre à chaque fois à ces accusations* », a-t-il ajouté. M. Erdogan était invité par les journalistes à commenter des informations selon lesquelles des membres du Parlement européen lui ont adressé une lettre condamnant la réponse jugée disproportionnée de la police lors de ces incidents. La lettre menace en outre la Turquie d'une suspension des négociations d'adhésion entamées en octobre par Ankara avec l'Union européenne, au cas où elle ne respecterait pas les droits de sa

communauté kurde. Le général commandant les forces terrestres Yasar Büyükanit a pour sa part promis que l'armée continuerait de combattre le PKK jusqu'à l'éradication du groupe. « *Nous continuerons notre combat avec détermination (...) Nous allons mettre un terme à ces souffrances* », a déclaré l'officier. « *Ces traîtres se verront administrer la punition adéquate* ».

A Diyarbakir avec le décès de deux personnes le 3 avril à l'hôpital, le bilan global des émeutes s'est porté dans la région et à Istanbul à 15 morts, selon les autorités turques. Selon le gouvernorat de Diyarbakir, parmi les manifestants, « *80% sont des enfants* », c'est-à-dire des mineurs âgés de moins de 18 ans. Au total 12 personnes sont mortes à Diyarbakir et les provinces voisines dans des heurts opposant de jeunes émeutiers kurdes aux forces de sécurité, et trois à Istanbul. Les émeutes se sont propagées le 2 avril à Istanbul avec la mort de trois personnes dans l'incendie d'un bus à la suite d'une attaque au cocktail Molotov dans un quartier populaire. La situation était revenue au calme à Diyarbakir alors que des incidents sporadiques étaient signalés à Kiziltepe et Nusaybin. Il s'agit des affrontements les plus graves depuis une dizaine d'années dans cette région où les violences connaissent une escalade depuis juin 2004.

A Ankara, le ministre de l'Intérieur Abdülkadir Aksu a expliqué que 716 manifestants avaient été interpellés dont plus de 400 écroués. Il a estimé que les émeutiers ont visé « *l'unité et la prospérité* » de la Turquie. Le chef de l'opposition, Deniz Baykal, a accusé pour sa part le gouvernement de laxisme et de manque de stratégie face à une «

*tentative de soulèvement du PKK* ». Les Etats-Unis ont fermement condamné les émeutes et appelé, comme l'a fait le 4 avril la Commission européenne, toutes les parties à la retenue. Le Commissaire européen à l'Elargissement, Olli Rehn, a déclaré à Strasbourg que la situation inquiétait fortement l'UE et qu'il espérait que les autorités turques s'abstiendraient d'un « *recours excessif à la force* ». Observateurs politiques et diplomates estiment que ces violences traduisent les frustrations de la population kurde face au niveau élevé du chômage et de la pauvreté et du refus d'Ankara d'accorder davantage d'autonomie à la région kurde. Des procureurs de Diyarbakir ont, le 28 avril, inculpé 175 nouvelles personnes pour leur participation présumée aux émeutes. Le nombre des inculpations pour ces émeutes s'élève ainsi à 265 personnes, dont 80 mineurs qui risquent entre neuf ans et demi et 24 ans de prison. Une procédure judiciaire est encore en cours à l'encontre de 171 personnes, dont 135 sont actuellement écrouées.

Par ailleurs, une cour de Diyarbakir a, le 25 avril, condamné trois étudiants à plus de six ans de prison pour avoir recueilli des signatures en faveur d'Abdullah Öcalan. La Cour a rejeté les arguments des accusés qui ont affirmé avoir usé de leur liberté d'expression et les a trouvés « *coupables d'appartenance au Parti des Travailleurs du Kurdistan* ». Les juges ont dans un premier temps prononcé un verdict de sept ans et demi d'emprisonnement pour chacun des trois accusés avant de réduire la sentence à six ans et trois mois pour leur bonne conduite lors du procès. Les étudiants ont été arrêtés en janvier alors qu'ils collectaient des signatures dans le

cadre d'une campagne de pétition déclarant que A. Öcalan représentait la « *volonté politique* » du peuple kurde. Le chef du PKK a été condamné à mort pour « trahison » en 1999 par la justice turque. Sa peine a été commuée à la réclusion à vie en 2002 après l'abolition de la peine de mort dans le cadre de réformes visant à aligner la Turquie sur les normes européennes. Le 5 avril, des procureurs turcs d'une cour d'assises d'Ankara ont rejeté une demande de rejurer Abdullah Öcalan affirmant que les lois en vigueur ne permettent pas un nouveau procès. Le chef du PKK avait demandé en janvier à être rejugé conformément à un arrêt en ce sens de la Cour européenne des

droits de l'Homme (CEDH), mais ses avocats avaient fait état d'obstacles judiciaires. C'est la cour dont dépendent les deux procureurs et qui traite notamment des délits terroristes qui doit trancher sur l'affaire. La CEDH a recommandé en mai 2005 d'organiser un nouveau procès contre A. Öcalan, ayant jugé que celui en 1999 était « *inéquitable* ». La Turquie a indiqué qu'elle respectera la recommandation de la CEDH, mais elle doit au préalable amender une loi qui permet de nouveaux procès pour les détenus dont le jugement a été condamné par la CEDH, mais qui exclut A. Öcalan et environ une centaine d'autres personnes. Aucune initiative n'est actuellement en cours pour un tel amendement.

démocratique, formation kurde interdite, a été condamné à deux ans et demi de prison « *pour appartenance à une organisation secrète dont l'objectif est d'annexer une partie du territoire syrien à un pays étranger* ». Le même tribunal a condamné Ali Karamane, chauffeur de taxi à Alep, à la même peine « *pour insultes et diffamation du président* » syrien Bachar al-Assad, selon Me Bounni. Par ailleurs, les services de sécurité ont arrêté le 8 avril l'écrivain et activiste des droits de l'Homme, Abdallah Hallak, à son domicile dans la ville de Salamieh dans le gouvernorat de Hama (nord ouest), ont indiqué Me Bounni et l'Organisation syrienne des droits de l'Homme (OSDH). L'OSDH a exprimé dans un communiqué sa « *profonde inquiétude de la multiplication des arrestations à caractère politique* » et estimé que « *la libération de tous les détenus politiques est un prélude nécessaire aux réformes en Syrie* ». Me Bounni, directeur du Centre syrien pour les études judiciaires, a condamné de son côté « *la poursuite de la répression, des menaces et des tentatives de contenir toute activité politique* » en appelant « *tout le monde à ne pas se soumettre aux menaces ni à la campagne de répression* ».

De plus, un Syrien accusé d'être membre des Frères musulmans, une formation interdite, avait été condamné le 2 avril par la Cour de sûreté de l'Etat à la peine capitale ensuite commuée en douze ans de prison. Un autre Syrien, un activiste des droits de l'Homme, avait été condamné par cette même cour à cinq ans de prison notamment pour « *appartenance à une organisation secrète* ». Abdel Sattar Qattane a été condamné à la peine capitale en vertu de la loi 49 juillet 1980 qui punit de mort les membres des Frères musulmans.

#### DAMAS : LE RÉGIME BAASISTE CONTINUE SA POLITIQUE DE RÉPRESSION ET TENTE D'ÉTOUFFER TOUTE ACTIVITÉ POLITIQUE.

**N**euf organisations non gouvernementales en Syrie, dont des organisations kurdes, ont exprimé le 10 avril leur « *extrême inquiétude* » vis à vis des convocations de leurs membres par les services de sécurité et ont appelé à la libération de tous les détenus politiques en Syrie. « *Nous exprimons notre extrême inquiétude face à la poursuite des convocations de militants et défenseurs des droits de l'Homme par les services de sécurité, qui viennent de convoquer des membres d'organisations récemment créées* », ont indiqué ces mouvements dans un communiqué. Le texte cite les « *convocations* » de membres de l'Organisation nationale des droits de l'Homme, dont son président Ammar Qourabi, ainsi que de membres du Programme de soutien aux victimes de la violence, Oussama Nayssé et Elias Haliani. Le communiqué appelle le

gouvernement syrien à « *respecter les accords internationaux sur les droits de l'Homme et à prendre immédiatement les mesures visant à renforcer les principes des droits de l'Homme au sein de la société syrienne* ». Il appelle le gouvernement à « *libérer tous les détenus politiques et de conscience* ». Parmi les signataires du communiqué figurent les Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'Homme en Syrie, l'Organisation syrienne des droits de l'Homme (OSDH), l'Organisation kurde des droits de l'Homme et des libertés publiques en Syrie et le Centre syrien des études judiciaires.

De son côté, l'avocat des droits de l'Homme Anouar Bounni a indiqué que la Cour de sûreté de l'Etat syrien, un tribunal d'exception, a, le 9 avril, condamné le deux Syriens, dont un Kurde, à deux ans et demi de prison. Samir Masto, membre du Parti de l'Union

Sa peine a été commuée ensuite en 12 ans de prison. En outre, Riad Darrar, un activiste des droits de l'Homme, a été condamné à cinq ans de prison pour avoir « incité aux confessionnalisme, propagé de fausses informations et pour appartenance à une organisation secrète », a affirmé Ammar Qorabi, membre de l'Organisation nationale des droits de l'Homme en Syrie dans un communiqué. Selon le texte, Riad Darrar a été arrêté en juin 2005 à Deir Ezzor (nord-est) après avoir prononcé une allocution lors d'une cérémonie à la mémoire d'un cheikh enlevé en mai et retrouvé assassiné peu après par une « bande de criminels », selon les autorités syriennes (ndlr : le Cheikh kurde Maachouk Khaznawî, a été enlevé, torturé et assassiné par les services syriens. Cf. bulletin IKP n°242) « Faire usage de la loi 49 est contraire aux principes de la justice et montre que toutes les déclarations (officielles) sur une ouverture (politique) ne sont que mensonges », a ajouté Me Bounni. Par ailleurs, un tribunal militaire syrien a inculpé l'ancien vice-président Abdul-Halim Khaddam

pour avoir encouragé une attaque étrangère contre la Syrie et pour conspiration en vue de prendre le pouvoir, a déclaré le 9 avril un responsable proche du tribunal. Khaddam, qui vit à Paris avec sa famille depuis qu'il a démissionné de son poste et quitté la Syrie l'année dernière, avait provoqué un tollé en décembre parmi l'élite syrienne lorsqu'il a accusé le président syrien Bachar el-Assad d'avoir menacé l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri quelques mois avant l'assassinat de ce dernier, en février 2005. Khaddam avait également appelé au renversement du régime syrien, dont il a fait partie durant presque 30 ans. Parmi les sept chefs d'accusation retenus contre lui, plusieurs sont passibles d'une peine de prison à perpétuité. Les accusations contre Khaddam interviennent moins d'un mois après l'assignation pour corruption de l'ancien vice-président par un tribunal civil syrien, lui ordonnant de se produire devant la cour de Baniyas (nord de la Syrie) le 23 avril prochain, en compagnie de sa femme et de 23 autres membres de sa famille.

courageux pour la démocratie pour la reconnaissance des aspirations du peuple kurde et pour les droits des femmes.

#### • ZAKHO : DÉCOUVERTE DU PREMIER CHAMP PÉTROLIER.

Les autorités irakiennes ont, le 8 avril, annoncé la découverte d'un champ pétrolier dans la région de Zakho, le premier dans la province fédérée du Kurdistan irakien. Le vice-ministre irakien du Pétrole, Moatassam Akram, a annoncé lors d'une conférence de presse à Erbil, « la découverte du premier champ pétrolier à Zakho », à 470 km au nord de Bagdad, ajoutant que des puits ont été forés par la compagnie norvégienne DNO. Le vice-ministre qui s'exprimait en présence de Sarbaz Horami, responsable de la compagnie de pétrole et de pétrochimie dans le Kurdistan irakien et d'un dirigeant de DNO, a indiqué que des quantités commercialisables ont été découvertes lors du forage, ajoutant que la capacité réelle de production de ce champ sera connue « prochainement ».

Les autorités kurdes irakiennes avaient annoncé début mars que des négociations étaient en cours avec la compagnie pétrolière canadienne Western Oil Sands pour la conclusion d'un contrat d'exploration dans la région de Garmiane, à 120 km au sud de Soulaïmaniyeh. La majorité des réserves connues de pétrole irakien se trouvent actuellement dans les régions méridionales chiites du sud et la quasi-totalité des exportations transitent par les deux terminaux du sud. Cependant d'importants champs pétroliers se trouvent également dans le Kurdistan irakien notamment les gisements de Kirkouk exploités depuis 1929. L'industrie pétrolière irakienne a déploré en 2005 un manque à gagner de 6,25 milliards

#### AINSI QUE...

• **LEYLA ZANA EN VISITE AU KURDISTAN IRAKIEN.** Première femme kurde à être élue au Parlement turc, Leyla Zana, s'est, le 24 avril, rendue au Kurdistan irakien pour évoquer avec les dirigeants kurdes les moyens d'obtenir une solution négociée de la question kurde en Turquie. Lors de sa visite de quatre jours à l'invitation de Jalal Talabani, président de l'Irak, et de Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, l'ex-députée kurde a évoqué la recrudescence des affrontements dans le Kurdistan de Turquie.

La lauréate du Prix Sakharov des droits de l'Homme du Parlement européen en 1995, emprisonnée de 1994 à 2004 avec trois autres parlementaires kurdes pour « liens » supposés avec le PKK, a procédé à un échange de vues avec les leaders kurdes sur la possibilité d'une « nouvelle période d'arrêt des hostilités », en l'occurrence une trêve du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), précise le quotidien turc *Hürriyet*. Les autorités et les organisations de la société civiles kurdes ont réservé un accueil très chaleureux à Mme Zana et loué son combat

de dollars à cause des sabotages des infrastructures par des insurgés sunnites.

• **TURQUERIE : UN ÉLU ÉCROUÉ POUR AVOIR MACHÉ UN CHEWING-GUM DEVANT ATATURK TANDIS QUE DES SOLDATS CHERCHENT LE MARTYRE DANS UN BURGER KING POUR LA TURQUIE, ETC...**

Un responsable du parti islamiste AKP au pouvoir en Turquie a, le 24 avril, été arrêté pour avoir mâché du chewing-gum tout en déposant une gerbe de fleurs sur un monument à la mémoire de Mustafa Kemal Atatürk, le 23 avril, jour de la fête nationale turque. Veysel Dalci, chef de la branche de l'AKP à Fatsa, sur la mer Noire, a été écroué pour « insulte au père de la Turquie moderne et laïque » sur plainte du commandant de la garnison de Fatsa, choqué par la scène. Le coupable, Veysel Dalci, a déclaré à sa décharge qu'il avait pris du chewing-gum pour faire passer l'odeur d'ail persistante que son haleine dégageait depuis son dîner de la veille. Le prévenu risque une peine allant jusqu'à trois ans de prison pour ce délit aux termes d'une loi votée en 1951 pour protéger l'image du fondateur de la république turque. Les personnes reconnues coupables d'outrage à Atatürk, le « père des Turcs », sont en général condamnées à des amendes ou purgent des peines de courte durée. Il s'agit pour la plupart d'islamistes.

Par ailleurs, deux personnes armées qui avaient pris en otage un employé et un client le 8 avril dans un Burger King du quartier de Taksim, au coeur d'Istanbul, se sont rendues à la police. Les deux hommes, âgés d'environ 25 ans, armés de pistolets à air comprimé, et vêtus de T-Shirts identiques,

barrés du mot «Turquie» et aux couleurs du drapeau turc, ont crié : «*Nous sommes Turcs*», avant de libérer leurs otages et de se rendre aux forces de l'ordre, déployées en nombre autour du restaurant. « *Ils tuent nos soldats* », ont-ils également crié.

Selon le chef de la police d'Istanbul Celalettin Cerrah, les deux hommes sont deux militaires en absence irrégulière. Ils ont affirmé qu'ils voulaient ainsi réagir aux violents affrontements entre Kurdes et l'armée turque dans le Kurdistan de Turquie qui ont fait 33 morts au cours des derniers jours, 17 soldats et 16 civils. L'un des preneurs d'otages avait brandi une arme -chargée à blanc-empoigné son T-shirt et crié « *Je veux être un martyr!* ».

D'autre part, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est, le 12 avril, réjoui du choix, annoncé la veille par un jury de sept experts européens, d'Istanbul comme capitale européenne de la culture 2010, aux côtés d'Essen (Allemagne) et Pecs (Hongrie). « *Je pense que la proclamation d'Istanbul comme capitale européenne de la culture 2010 aura des retombées importantes sur la promotion de notre riche héritage culturel* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Istanbul. « *Dans le même temps, elle influera positivement sur le processus des négociations d'adhésion à l'Union européenne* » entamé en octobre, a-t-il ajouté.

M. Erdogan a fixé comme objectif pour Istanbul en 2010 l'accueil de 10 millions de touristes étrangers et annoncé la mise en oeuvre de divers projets de mise en valeur du patrimoine historique de la ville. La décision du comité d'experts doit encore être examinée par le Parlement européen et la Commission européenne avant d'être validée en novembre par les

ministres de la Culture des pays membres de l'UE réunis en conseil. L'agence de presse semi-officielle *Anatolie*, a, le 1er avril, pour sa part annoncé qu'un tribunal a bloqué une circulaire limitant les ventes d'alcool en Turquie qui avait valu au gouvernement d'être accusé de chercher à vouloir accroître le rôle de l'islam dans le pays. La principale juridiction administrative turque a ordonné la suspension de ce texte gouvernemental, en attendant qu'une décision définitive soit prise dans le cadre de cette affaire. « *La circulaire n'est pas conforme aux plus hautes normes légales* », a tranché le tribunal, selon lequel « *les restrictions qu'elle entraîne pourraient avoir pour conséquence que les lieux où est servi l'alcool soient repoussés hors de la vie urbaine, dans une sorte d'isolement* ». La circulaire accorde aux autorités locales, dont beaucoup sont aux mains du Parti de la Justice et du Développement (AKP), le droit de prohiber dans les bars et restaurants de quartiers entiers la consommation de vin et autres boissons alcoolisées. De nombreuses municipalités dirigées par le parti AKP ont décidé de bannir l'alcool, officiellement pour protéger les valeurs familiales, mais la généralisation des interdictions suscite des critiques dans un pays qui souhaite entrer dans l'Union européenne.

D'autre part, une nouvelle émission de télé-réalité dans laquelle huit hommes doivent se travestir en femme et faire illusion pour empocher un prix risque de provoquer la controverse en Turquie musulmane, rapporte le 27 avril la presse turque. L'émission qui doit être diffusée sur la chaîne privée *Kanal 1* est inspirée de l'émission américaine *He's a Lady*, précisent les journaux. Sur les 13 candidats âgés de 19 à 39 ans qui

se sont présentés dans un studio d'Istanbul, maquillés et déguisés en femmes, huit ont été sélectionnés et doivent passer trois semaines dans un appartement de la métropole criblé de caméras. Pour la plupart du temps, ils porteront des habits de femme et seront tour à tour évincés par le vote des téléspectateurs jusqu'à ce que le dernier remporte le prix de la «meilleure dame», récompensé de 50 000 livres turques (environ 38 000 dollars). L'organisme turc de contrôle des médias, le RTUK, s'était opposé il y a deux ans à la diffusion de cette émission, la jugeant « *offensante* ».

Pour finir, Mehmet Ali Agca, qui a tenté d'assassiner le pape Jean Paul II en 1981, a demandé le 13 avril à un tribunal d'Istanbul de le libérer afin qu'il puisse se consacrer entre autres à la littérature. « *Même si je ne suis pas libéré, donnez-moi au moins six mois ou un an. Le monde a besoin de moi* », a déclaré Agca à la Cour, et de continuer: « *Je devrais plutôt rédiger des livres, faire des programmes à la télévision et filmer des documentaires* ». La Cour, qui s'était réunie en audience dans le cadre d'une procédure judiciaire complexe visant à déterminer le temps que passera encore Agca en prison, s'est déclarée incompétente

sur la demande de l'ancien militant ultra-nationaliste. Agca a bénéficié le 12 janvier d'une libération anticipée après 25 ans passés derrière les barreaux en Italie et en Turquie, mais il a été remis en prison huit jours plus tard, la Cour de cassation estimant que les réductions de peines appliquées avaient été mal calculées. Selon les derniers comptes refaits par la justice, Agca ne pourra pas sortir de prison avant le 18 janvier 2010. Toutefois, d'autres calculs avancent la date de 2014, pour tenir compte des peines qu'il doit encore purger pour deux vols à main armée commis dans les années 70.

---

Samedi 1<sup>er</sup> avril 2006

Le Monde

## Un lourd climat de guerre civile sur fond de terreur s'installe en Irak

Certains, comme l'ancien premier ministre Iyad Allaoui, prétendent que la guerre civile entre Arabes chiites et sunnites d'Irak a déjà commencé. D'autres, comme George W. Bush, estiment que les hommes politiques irakiens ont perçu le danger à temps. Qu'elle soit sémantique. Plus de trois mois après les élections, les partis politiques chiites et sunnites ne se sont toujours pas mis d'accord sur la composition d'un nouveau gouvernement.

Comment débute une guerre civile ? A quels signes tangibles la reconnaît-on ? Sur le terrain, une sorte de « nettoyage ethnique » a commencé et des milliers de familles fuient les zones mixtes. Depuis le dynamitage de la « mosquée d'or » de Samarra, l'un des sites les plus sacrés du chiisme, le fossé s'est

considérablement creusé entre les deux grandes traditions islamiques. Plusieurs dizaines d'Irakiens sont retrouvés morts, chaque jour ou presque, à Bagdad et ailleurs. Le plus souvent, les tués sont jeunes. Ils ont les mains liées dans le dos, une balle dans la nuque ou un garrot autour du cou. Leurs corps, dans l'immense majorité des cas, portent des marques de torture.

Qui est responsable de ces horreurs ? Dans la majorité chiite qui « gouverne » aujourd'hui le pays, on accuse les

takfiris, autrement dit les extrémistes sunnites du fanatique jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, d'assassiner leurs coreligionnaires pour rendre les chiites responsables du déclenchement d'une guerre civile.



La plupart des sunnites, eux, sont convaincus que les différentes milices chiites qui écument aujourd'hui le pays et se sont infiltrées dans toutes les forces de sécurité, ont décidé de les frapper collectivement pour qu'ils se replient dans « leurs » zones traditionnelles, à l'ouest du pays. ■

LE FIGARO

3 avril 2006

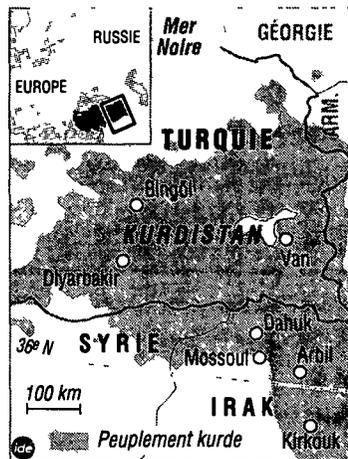
## L'agitation kurde reprend en Anatolie

ASIE MINEURE

De violents affrontements, qui ont fait neuf morts, opposent des manifestants kurdes aux forces de sécurité turques.

LES HEURTS entre forces de sécurité et manifestants kurdes se sont poursuivis ce week-end dans le sud-est de la Turquie. Les affrontements se sont soldés par deux morts dans la ville de Kiziltepe, ce qui porte à neuf décès le bilan d'une semaine d'émeutes. Ces nouveaux troubles ont fait suite à un clash vendredi entre l'armée et un groupe armé issu des rangs du Parti des travailleurs kurdes (PKK), dans une zone montagneuse aux confins des frontières irakiennes et syriennes. L'incident a mis le feu aux poudres dans les localités des environs, où vivent les proches des clandestins.

A Kiziltepe, la foule a saccagé des magasins ainsi que les locaux du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir à Ankara. Le Premier ministre et chef de file de l'AKP Recep Tayyip Erdogan venait de mettre en garde les émeutiers en les accusant d'utiliser leurs enfants comme « pions du terrorisme ». « Si demain vous pleurez, cela ne servira à rien », a-t-il lancé aux parents. Erdogan commentait la mort à Diyarbakir d'un manifestant de 8 ans, victime, selon des respon-



sables politiques kurdes, d'un tir à balles réelles. Un autre enfant, de 3 ans, a été tué à Batman. Le bébé se trouvait sur la terrasse de sa maison lorsqu'il a été atteint à la gorge par une balle. Le projectile venait vraisemblablement de l'arme d'un policier, qui a tiré en l'air pour disperser des manifestants.

Climat d'état d'urgence

Le cycle des violences fonctionne selon un scénario bien rodé : des combats opposent le PKK aux gendarmes qui ratissent les campagnes. Les obsèques des militants abattus par les représentants du pouvoir central virent au pugilat. Les commerces ferment, la foule des sympathisants se rassemble, des barricades sont dressées. Les forces de l'ordre inter-

viennent sans ménagement et quadrillent les quartiers. Diyarbakir, la capitale de la région où s'entassent des centaines de milliers de réfugiés chassés de leurs villages dans les années quatre-vingt-dix par la politique de la terre brûlée d'Ankara, est l'épicentre du conflit. L'ancien centre de la guérilla du PKK a replongé dans le climat d'état d'urgence qui régnait avant la trêve décrétée en 1999 par les partisans d'Abdullah Ocalan, dit Apo. Les habitants sont à nouveau pris entre le marteau du PKK et l'enclume des militaires. Frustrés, beaucoup s'estiment toujours discriminés par les autorités turques. Ils ne comprennent pas pourquoi l'impasse politique perdure, sept ans après la fin théorique d'un conflit qui a tué plus de 37 000 personnes.

Défenseur d'une solution négociée, le maire kurde de Diyarbakir, Osman Baydemir, a appelé ses concitoyens « à arrêter les actions et à rentrer chez eux ». Le principal parti kurde de Turquie a demandé à la population locale de « ne pas agir avec une mentalité agressive ». Mais la presse nationale exige du gouvernement qu'il ne baisse pas les bras devant les « provocations » du PKK. Ces clivages de plus en plus nets entre l'opinion publique turque et la minorité kurde se sont traduits hier à Istanbul par des débordements. Des manifestants kurdes ont attaqué

la police antiémeutes avec des pierres, des bouteilles et des cocktails Molotov, avant d'être pris à partie et battus par des passants ultranationalistes.

Concessions aux Kurdes

De tendance marxiste-léniniste, le PKK est peu porté sur la culture du compromis. Critiqué pour ses méthodes staliniennes par ses dissidents, son chef historique, Abdullah Ocalan, a été capturé en 1999 au Kenya. Il est depuis détenu dans une forteresse sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara, d'où il continue à diriger en sous-main une organisation considérée comme terroriste par les États-Unis et l'Union européenne.

Soucieuses de se rapprocher des normes européennes, les autorités turques ont accepté quelques concessions. Ankara a desserré les mailles de son dispositif de contrôle du sud-est anatolien. Depuis peu, il autorise la diffusion de programmes en langue kurde par les télévisions et les radios. Mais ces émissions sont très limitées. Ainsi, les Kurdes de Turquie préfèrent se brancher, via les paraboles, sur les télévisions par satellite du Kurdistan irakien. Ils se tournent aussi vers Roj TV, l'organe de propagande du PKK basé au Danemark qui appelle, jour après jour, ses téléspectateurs à descendre dans la rue.

THIERRY OBERLÉ

# Le réveil de la colère kurde secoue la Turquie

Cinq jours de violentes émeutes lancées par le PKK ont fait neuf morts.

Istanbul de notre correspondant

**L**es émeutes qui, pendant cinq jours, ont enflammé Diyarbakir et d'autres villes du Sud-Est anatolien, faisant au moins 9 morts et plus de 100 blessés, rappellent l'urgence du problème kurde, alors qu'Ankara a entamé, en octobre, les négociations d'adhésion à l'Union européenne. *«C'est l'explosion d'une rage accumulée où se mêlent le désespoir politique face au blocage institutionnel et une immense frustration sociale»*, explique Umit Firat, intellectuel kurde indépendant.

**Organisation terroriste.** Les assaillants étaient, pour la plupart, des jeunes de 13 ans à 18 ans. A coups de pierres, ils ont attaqué les véhicules blindés de la police, les bâtiments officiels et les magasins, aux cris de *«libération pour Abdullah Öcalan»*, le leader des rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), arrêté au Kenya en février 1999, puis condamné à la prison à vie. Ces heurts sont les plus violents depuis la reprise des combats par le PKK qui a mis fin, en juin 2004, au *«cessez-le-feu unilatéral»* proclamé cinq ans plus tôt. Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par l'UE et les États-Unis.

Entre 1984 et 1999, la *«sale guerre»* entre les rebelles kurdes et l'armée a fait 37 000 morts et plus de 3 millions de personnes déplacées. Les opérations de la guérilla kurde – embuscades le long des routes ou attentats à la bombe dans les villes – ont fait, l'an dernier, quelque 84 morts parmi les forces de l'ordre.

Là, pour la première fois depuis une dé-



cennie, il s'agit de violences urbaines de masse dans une région peuplée en majorité de Kurdes, qui représentent quelque 13 % de la population du pays. Les troubles se sont étendus et, samedi, un millier de manifestants ont incendié à Kiziltepe, près de la frontière syrienne, une permanence de l'AKP (Parti de la justice et du développement, au pouvoir), issu du mouvement islamiste. *«Nos forces de sécurité feront ce qu'elles ont à faire, quelles que soient les personnes servant d'instrument au terrorisme, fusent-elles des enfants ou des femmes»*, a martelé vendredi le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, usant d'un ton d'autant plus ferme qu'il avait été très durement critiqué, les mois précédents, par les secteurs les plus sécuritaires de l'appareil d'Etat.

Sous pression de l'Union européenne, le gouvernement avait en effet lancé des réformes permettant l'usage de la langue kurde, notamment dans les médias. Mais ces avancées restent bien timides. En août, Erdogan s'était rendu à Diyarbakir pour rappeler que *«la question kurde se résoudrait seulement avec plus de démocratie»*. Mais le PKK, dirigé par Öcalan du fond de sa prison, continue d'attiser le conflit afin de s'imposer comme interlocuteur incontournable.

Les violences ont commencé lundi dernier à Diyarbakir, lors des funérailles de 4 des 14 combattants de la guérilla tués dans un accrochage avec les forces de

l'ordre. Les militants du PKK se sont activés pour mobiliser la population de la ville (environ 1 million d'habitants). Des tracts ont été diffusés appelant à la désobéissance civile et ces informations reprises par la chaîne satellitaire kurde Roj TV, basée au Danemark et accusée par Ankara d'être pro-PKK.

**«Réfugiés de l'intérieur».** Rapidement, les violences se sont étendues. Le terrain est fertile: des centaines de milliers de *«réfugiés de l'intérieur»*, chassés de leurs villages pendant la *«sale guerre»*, n'ont toujours pas pu revenir sur leurs terres. *«Il n'y a pas de travail, pas d'école, pas assez de logements et ces jeunes déracinés n'ont rien à perdre»*, reconnaît un conseiller de la municipalité membre du DTP (Parti de la société démocratique), le parti kurde créé l'an dernier par Leyla Zana et Orhan Dogan, les ex-députés kurdes emprisonnés pendant dix ans pour complicité avec la guérilla.

**«C'est l'explosion d'une rage accumulée où se mêlent le désespoir politique face au blocage institutionnel et une immense frustration sociale.»**

Umit Firat, intellectuel kurde indépendant.

Mais leur marge de manœuvre est étroite. Proche du DTP, le maire de Diyarbakir, Osman Baydemir, avait multiplié les efforts pour calmer les jeunes manifestants tout en saluant *«leur courage»*. La justice a aussitôt ouvert une information pour apologie du terrorisme. Comme nombre d'intellectuels kurdes, Umit Firat est amer et inquiet: *«l'Etat turc n'a toujours pas compris l'essence historique, politique et sociale de la question kurde, pour ne la considérer que comme un problème de sécurité, et c'est pourquoi elle dure toujours.»* ◆

RAGIP DURAN



A Istanbul, hier, des policiers antiémeutes entraînent un manifestant kurde pour lui éviter d'être lynché par la foule turque.

**Libération**

3 AVRIL 2006

# Iraqis flee mixed areas as civilian killings rise

## In changed war, 'everything' is sectarian

By Edward Wong and Kirk Semple

**BAGHDAD:** The war in Iraq has entered a bloodier phase, with the killings of Iraqi civilians rising significantly in daily sectarian violence while American casualties have steadily declined. The increased violence is spurring tens of thousands of Iraqis to flee from mixed Shiite-Sunni areas.

The new pattern, detailed in casualty and migration statistics from the past six months and in interviews with American commanders and Iraqi officials, has led to further separation of Shiite and Sunni Arabs, moving the country toward a de facto partitioning along sectarian and ethnic lines — an outcome that the Bush administration has worked to avoid in the past three years.

The nature of the Iraq war has been changing since at least the late autumn, when political friction between Sunni and Shiite Arabs rose even as U.S. troops began carrying out a long-term plan to decrease their street presence. But the killings accelerated after the bombing on Feb. 22 of a revered Shiite shrine.

About 900 Iraqi civilians died violently in March, up from about 700 the month before, according to military statistics and the Iraq Coalition Casualty, an independent group that tracks deaths. Meanwhile, at least 29 U.S. troops were killed in March, the second-lowest monthly total since the war began.

The White House says little violence occurs in most of Iraq's 18 provinces. But those four or five provinces where the majority of the killings and migrations take place are major population centers, generally mixed regions that include Baghdad, and contain much of the country's infrastructure — crucial factors in Iraq's prospects for stability.

Since the shrine bombing, 30,000 to 36,000 Iraqis have fled their homes because of sectarian violence or fear of reprisals, say officials at the International Organization for Migration in Geneva. The Iraqi Ministry of Displacement and Migration estimated that at least 5,500 families had moved, with the biggest group being 1,250 families settling in the Shiite holy city of Najaf after leaving Baghdad and Sunni-dominated towns in central Iraq. The families are living with relatives or in abandoned buildings, and a crisis of food and water shortages is starting to build, officials say.

"We lived in Latifiya for 30 years," said Abu Hussein al-Ramahi, a Shiite farmer with a family of seven, referring to a village south of Baghdad that is a stronghold of the Sunni Arab insurgency. "But a month ago, two armed people with masks on their faces said if I stayed in this area, my family and I would no longer remain alive. They shot bullets near my feet. I went back home immediately and we left the area early next morning for Najaf." Ramahi's family and other migrants are now squatting in a derelict hotel in the holy city.

"It's almost a creeping polarization of Iraq along ethnic and sectarian lines," said Anthony Cordesman, a military expert at the Center for Strategic and International Studies in Washington. In the chaos, he said, "We see a slow, steady loss of confidence, a growing process of distrust."

"Everything has become sectarian and ethnic," Cordesman said. Commanders in Iraq say the insurgent groups, particularly Al Qaeda in Mesopotamia, have shifted the focus of their attacks in an effort to foment civil war and undermine negotiations to form a four-year government.

"What we are seeing him do now," said Major General Rick Lynch, a senior spokesman for the U.S. command, referring to the enemy, "is shift his target from the coalition forces to Iraqi civilians and Iraqi security forces. The enemy is trying to stop the formation of this national unity government; he's trying to inflame sectarian violence."

Dozens of bodies, garroted or executed with gunshots to the head, are turning up almost daily in Baghdad alone. The gruesome work is usually attributed to death squads or Shiite militias, some in Iraqi police or army uniforms. Meanwhile, bombings, a favorite tactic of the Sunni Arab-led insurgency, continue to devastate civilian areas and Iraqi bases or recruitment centers.

It is not clear whether this change in the nature of the war is permanent. A wider anti-American offensive by the Sunni Arab insurgents or a Shiite rebellion could suddenly shift the brunt of violence back against the foreign forces. But after the shrine bombing, the militia of the Shiite cleric Moktada al-Sadr is focusing its wrath on Sunni Arabs; the militiamen are accused of killing hundreds in late February alone.

The results of the December elections showed that the religious Shiite coalition, backed by Iran, will almost certainly control the new government, and that the Sunni Arabs will face Shiite rule for years. That Sunni-Shiite tension sharpened when insurgents destroyed the golden dome of the Askariya shrine in Samarra in February and vengeful Shiite militiamen rampaged through Baghdad and other cities.

At the same time, U.S. commanders have decreased the number of patrols to try to push the Iraqi security forces into a more visible role. That, along with improved armor and bomb detection, may partly explain the drop in American casualties. Last October, 96 U.S. troops died. That number has decreased every month since then, but it plummeted most sharply between February and March — to 29 in March from 55 in February.

In the same period, Iraqi civilian deaths generally increased, from 465 in October, according to the Iraq Coalition Casualty Count, which tallies deaths from a wide range of news reports, a methodology believed to give rough though under-reported estimates.

The broad trend is also supported by statistics on the number of attacks. A senior Pentagon official said the number of attacks on Americans, Iraqi forces and Iraqi civilians had remained at about 600 a week since last September.

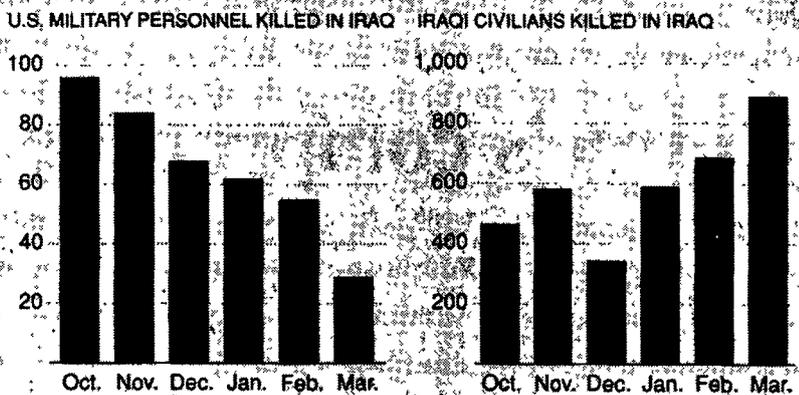
But the focus of the attacks has shifted — in September, 82 percent of attacks were against U.S.-led forces and 18 percent against Iraqis; in February, 65 percent were against the foreigners and 35 percent against Iraqis.

The New York Times

Herald Tribune April 3, 2006

### Shifting targets

In the past six months, the number of U.S. military personnel killed in Iraq has been declining, while the number of Iraqi civilians killed has gone up.



TIME

APRIL 3, 2006

Charles Krauthammer

# Today Tehran, Tomorrow the World

What's at stake in the dispute over Iranian nukes? Ultimately, human survival

**L**IKE MANY PHYSICISTS WHO WORKED ON THE MANHATTAN Project, Richard Feynman could not get the Bomb out of his mind after the war. "I would see people building a bridge," he wrote. "And I thought, they're crazy, they just don't understand, they don't understand. Why are they making new things? It's so useless."

Feynman was convinced man had finally invented something that he could not control and that would ultimately destroy him. For six decades we have suppressed that thought and built enough history to believe Feynman's pessimism was unwarranted. After all, soon afterward, the most aggressive world power, Stalin's Soviet Union, acquired the Bomb, yet never used it. Seven more countries have acquired it since and never used it either.

Even North Korea, which huffs and puffs and threatens every once in a while, dares not use it. Even Kim Jong Il is not suicidal.

But that's the point. We're now at the dawn of an era in which an extreme and fanatical religious ideology, undeterred by the usual calculations of prudence and self-preservation, is wielding state power and will soon be wielding nuclear power.

We have difficulty understanding the mentality of Iran's newest rulers. Then again, we don't understand the mentality of the men who flew into the World Trade Center or the mobs in Damascus and Tehran who chant "Death to America"—and Denmark(!)—and embrace the glory and romance of martyrdom.

This atavistic love of blood and death and, indeed, self-immolation in the name of God may not be new—medieval Europe had an abundance of millennial Christian sects—but until now it has never had the means to carry out its apocalyptic ends.

That is why Iran's arriving at the threshold of nuclear weaponry is such a signal historical moment. It is not just that its President says crazy things about the Holocaust. It is that he is a fervent believer in the imminent reappearance of the 12th Imam, Shi'ism's version of the Messiah. President Mahmoud Ahmadinejad has been reported as saying in official meetings that the end of history is only two or three years away. He reportedly told an associate that on the podium of the General Assembly last September, he felt a halo around him and for "those 27 or 28 minutes, the leaders of the world did not blink ... as if a hand was holding them there and it opened their eyes to receive" his mes-

sage. He believes that the Islamic revolution's *raison d'être* is to prepare the way for the messianic redemption, which in his eschatology is preceded by worldwide upheaval and chaos. How better to light the fuse for eternal bliss than with a nuclear flame?

Depending on your own beliefs, Ahmadinejad is either mystical or deranged. In either case, he is exceedingly dangerous. And Iran is just the first. With infinitely accelerated exchanges of information helping develop whole new generations of scientists, extremist countries led by similarly extreme men will be in a position to acquire nuclear weaponry. If nothing is done, we face not proliferation but hyperproliferation. Not just one but many radical states will get weapons of mass extinction, and then so will the fanatical and suicidal terrorists who are their brothers and clients.

That will present the world with two futures. The first is Feynman's vision of human destruction on a scale never seen. The second, perhaps after one or two cities are lost with millions killed in a single day, is a radical abolition of liberal democracy as the species tries to maintain itself by reverting to strict authoritarianism—a self-imposed expulsion



DEFIANCE: Ahmadinejad's supporters show their colors at a Tehran rally

from the Eden of post-Enlightenment freedom.

Can there be a third future? That will depend on whether we succeed in holding proliferation at bay. Iran is the test case. It is the most dangerous political entity on the planet, and yet the world response has been catastrophically slow and reluctant. Years of knowingly useless negotiations, followed by hesitant international resolutions, have brought us to only the most tentative of steps—referral to a Security Council that lacks unity and resolve. Iran knows this and therefore defiantly and openly resumes its headlong march to nuclear status. If we fail to prevent an Iranian regime run by apocalyptic fanatics from going nuclear, we will have reached a point of no return. It is not just that Iran might be the source of a great conflagration but that we will have demonstrated to the world that for those similarly inclined there is no serious impediment.

Our planet is 4,500,000,000 years old, and we've had nukes for exactly 61. No one knows the precise prospects for human extinction, but Feynman was a mathematical genius who knew how to calculate odds. If he were to watch us today about to let loose the agents of extinction, he'd call a halt to all bridge building. ■

# Will This Man Get The Bomb?

TIME

APRIL 3, 2006

ATTA KENARE—AFP/GETTY

Iran's President  
Mahmoud  
Ahmadinejad



**As the world weighs how to contain Iran and its fiery President, Mahmoud Ahmadinejad, TIME assesses the potential threat of a nuclear Iran** By Johanna McGeary

**Let's start with a simple proposition:** no one wants Iran to have the Bomb. The country doesn't actually possess nukes yet, but much of the world suspects that it is hell-bent on building them under the cover of its nuclear-energy program—and the loose-cannon bluster of President Mahmoud Ahmadinejad only reinforces that conviction. That's why diplomats and nuclear watchdogs in the U.S., Europe and other parts of the world have spent so much time trying to stop Iran's nuclear program in its tracks.

So far, however, the joint diplomatic offensive hasn't produced much in the way of results. The Bush Administration's National Security Strategy, issued this month, names Iran the most challenging "single country" to U.S. interests, leaving open the possibility of pre-emptive strikes against Iran's nuclear program. The U.S. and

Europe have persuaded Russia and China to join them in reporting Iran's failure to cooperate with international demands to the U.N. Security Council, but both countries oppose punitive action such as economic sanctions. The U.S. spent last week pushing the five permanent members of the Security Council to sign on to a British-drafted statement urging Iran to open its books and lab doors to intrusive international inspections. But the plan met resistance from Russia, which wants to avoid Security Council involvement altogether. "It's a fundamental problem," says a senior U.S. official. U.S. Secretary of State Condoleezza Rice telephoned Russian Foreign Minister Sergei Lavrov but made little headway. She plans to visit Berlin, Paris and Britain this week in an effort to hammer out a statement that can win unanimous backing in the Security Council. Meanwhile, Tehran has sped up research work on the uranium enrichment that lies at the heart of the dispute. Diplomats who have been briefed on Iran's program by international inspectors say the country has developed the ability to enrich uranium, the first step on the pathway to the Bomb. "They're progressing much faster than we thought they would," says a knowledgeable U.S. official. "They seem to know what they're doing."

There lies the deadlock. The U.S. and Iran have shown a faint willingness to lower the temperature, by agreeing to hold talks over Iranian interference in Iraq. But it's unclear whether Tehran hopes to use the talks over Iraq as a way to open the subject of nukes—or to distract the West's attention from it. Ali Larijani, Iran's top nuclear negotiator, told TIME that the regime may be open to compromise on the nuclear issue. "If there is a proposal that the rights of Iran can be secured to some extent for the present time and the other rights through negotiations, we are open to that." Yet the Bush Administration doesn't expect the Iraq discussions will lead to a breakthrough on the nuclear front. National Security Adviser Stephen Hadley dismisses Iran's overture as "simply a device by the Iranians to divert pressure that they are feeling in New York."

The willingness of the U.S. and Europe to make a deal has always been compromised by Iran's unpredictability. At this point, there are few outside Tehran who consider its behavior anything but destabilizing, if not sinister. The West is operating on the assumption that the Iranians are trying to develop the technology and expertise required for building a bomb as rapidly as possible—and that given the regime's support for terrorism, its stated desire to destroy Israel and the prospect of a new arms race in

the Middle East, the world can't afford to let them succeed. Yet there is still nothing close to unanimity on what that means in practice. History has already shown how difficult it is to curb the nuclear ambitions of a state that is determined to get the Bomb. Witness the examples of India, Pakistan and North Korea, all of which have openly defied international strictures against acquiring nuclear weapons. With so much bluster on all sides, here is a breakdown of the issues at the heart of Iran's showdown with the West—and what is at stake for the world in the outcome.

## What Does Iran Want?

THAT DEPENDS ON WHOM YOU ASK. WHAT IS clear is that Iran has pursued a nuclear program for decades, ever since the U.S. first fed the Shah's appetite for reactors. Experts generally believe that Tehran has coveted the Bomb as well. Under the Nuclear Nonproliferation Treaty, signed by Iran in 1968, the country is legally entitled to build reactors and make enriched uranium fuel as a source of energy, as long as it abides by treaty rules and allows the International Atomic Energy Agency (IAEA) to monitor what it is doing. Iran has consistently denied that it intends to scale up fuel-grade enriched uranium into the purer weapons-grade component of a bomb. Iranians say they have the same rights as other countries to technology and are just looking out for their long-term energy future.

The trouble is, almost no one believes that's all Iran is after. Iran had concealed clandestine efforts to make enriched uranium from IAEA inspectors for two decades, until its secret lab at Natanz was exposed by an exile opposition group in 2002. Iran eventually owned up to the deception, telling the IAEA that since the West had denied Iran reactors for decades, it had to go underground to become self-sufficient in fuel. The revelations led the IAEA to put seals on Iran's test centrifuges while Britain, France and Germany tried to negotiate guarantees that Iran's nuclear program could never be shifted to weapons production—an effort that the U.S. backed after initial hesitation. But those talks collapsed in January when Iran refused to abandon its insistence that it retain the rights to proceed with enrichment. The Iranians broke the seals on their most sensitive equipment and vowed to press ahead. According to diplomats and U.S. officials, experts from the IAEA have reported that Iran is on the verge of assembling and operating a 164-

centrifuge cascade, machinery that has peaceful applications but can also eventually be used to make fuel for a bomb.

To this day, Iranian officials assert that their uranium-enrichment activities are purely for energy or research purposes rather than military ones. "There's no place for nuclear weapons in our national security doctrine," Larijani told TIME. He points out that Supreme Leader Ayatullah Ali Khamenei has issued a fatwa forbidding the use of nuclear weapons. But such claims were undermined again in January when the IAEA reported an administrative link between a uranium-conversion program known as Green Salt and efforts to



NEWSHA TAOKLIAN-POLARIS

weaponize missiles that, for the first time, appeared to show an attempt to harness the nuclear program for military purposes.

## Is Iran Close To Getting the Bomb?

NOT NECESSARILY. UNDERPINNING THE current air of crisis is uncertainty about how soon Iran could manage bomb production. Western intelligence on the intentions and capabilities of nuclear aspirants is notoriously unreliable. Thus far, the IAEA says, Iran has the knowledge but not the capacity to make weapons. Some experts say that if Iran's enrichment facilities became fully operational, they could churn out enough material to construct two bombs a year. John Negroponte, Director of National Intelligence, said recently that "Iran, if it continues on its current path, will likely have the capability to produce a nuclear weapon within the next decade." What is already worrisome is that once Iran has the fissile material to make a bomb, it would have ready ways to threaten to use it. In 2004 Iran unveiled the Shahab-3 missile, with a range long enough to reach Israel and southern Europe. At the military parade in which it was first shown, one of the missiles carried the scrawl WIPE ISRAEL OFF THE MAP!



ENEMIES AND FRIENDS. At a Feb. Russian workers, left, lend a hand inside a reactor

For years Iran alternately hid its activities and negotiated with the West over their scope. Over the past three years, both sides have focused on rebuilding confidence rather than provoking confrontation, but those overtures have lately all but vanished amid Iran's increasingly provocative behavior.

## Why Is Iran Picking a Fight?

MANY IRANIANS POINT TO THE POLITICAL ambitions of Ahmadinejad. The hard-line President who just squeezed past more experienced candidates to take office has seized on the nuclear issue to cement his claim to power, according to some top government advisers. He can bypass the ruling clerics by appealing to the street, framing the right to nuclear energy as a populist cause and the centerpiece of his campaign to restore revolutionary ideals—and solidify his base in the military and revolutionary apparatus. That requires a return to the 1980s atmosphere of siege, rallying Iranians by whipping up animosity toward a common enemy, the West. To a generation forged in the heat of revolution and war, diplomacy is akin to slow surrender. "He's using the nuclear issue," says a Tehran political science professor, "to send a message



January rally, Iranians denounce the U.S. and Israel; building at Iran's Bushehr nuclear plant

to the Iranian people that he's tough, capable of standing up for Iran and fundamentally different from his soft predecessors."

Ahmadinejad's confrontational approach is reportedly causing consternation within Iran's clerical establishment, especially at the Supreme National Security Council, in which ultimately the decisions on the nuclear issue are made. In a recent *TIME* interview in Tehran, Larijani extended an olive branch of sorts to the Bush Administration, saying Iran could agree to direct talks with Washington on nuclear and other issues. "You have differences of views with us. Having differences of view does not mean animosity," he said. "We have no problems negotiating ... provided that Mr. Bush does not harangue us." The U.S. has ruled out direct nuclear talks.

Despite such conciliatory rhetoric from some Iranian officials, it is likely that many of the mullahs still dream of a robust nuclear program—if Iran had the capacity to make a bomb, it would get the respect it deserves. That conforms with Iran's self-image as a nation whose glorious past and potential greatness are undermined by implacable enemies such as the U.S. According to experts inside and outside the country, the regime sees bargaining over its nuclear rights as a way to recast the strategic balance in the region in Iran's fa-

vor, to gain stature and recognition of the Islamic Republic as a powerful geopolitical player. A history of invasions has left Iran wary of its neighbors, especially now that it is encircled by countries that possess atom bombs—Russia, Pakistan and India as well as Israel. Now that U.S. troops occupy two next-door states, Iran's leaders see the nuclear card as a way to buy security guarantees for the country and survival for the regime. It wants Washington to stop pushing "regime change" and accept the existence of an Iranian Islamic Republic. But even as Iranian officials deny that they plan to build a bomb, they point out that once North Korea tested a nuclear device, Western threats against Pyongyang ceased.

One reason Iran is acting up may be that its leaders see this as a moment when the game of brinkmanship is tilted in its favor. The country is in a nationalist mood; for the man in the street, more concerned with economic issues, the appeal is simple: If other countries can have nuclear power and atom bombs, why can't we? High oil prices and an overstretched U.S. military combine to lessen the West's capacity to react. So too, Iran's leaders think, does Iran's influence with the Shi'ite majority in Iraq and the newly elected Hamas leaders in the Palestinian territories. Getting loud and ugly about Israel earns Iran credibility and support in the Muslim world. And the regime may have decided that thumbing its

nose at the nonproliferation treaty and at IAEA inspections is worth the international disapprobation, gambling that its extensive commercial ties with Russia and China will insulate it from punitive Security Council measures.

What Iran seems to be playing for, above all, is time. The longer it can string out the diplomatic process, the further it can proceed down the road toward completing the fuel cycle. It is possible that Iran may even agree to suspend uranium enrichment at some point in the near future, knowing that it has already created new facts on the ground. If the regime were then to change its mind again, says Mark Fitzpatrick, a longtime veteran of the U.S. State Department who is now at London's International Institute for Strategic Studies, "it would resume from a new starting point, with uranium conversion up and running and the enrichment process under way."

## What Are the U.S.'s Options?

MISTRUST OF IRAN'S INTENTIONS HAS soured the Bush Administration and the Europeans on any deal that would allow Tehran to retain enrichment capacities. U.S. attitudes have hardened in response to Ahmadinejad, and Washington seems to have little interest in any grand bargain that would offer the theocratic regime security guarantees. Thus diplomacy for the moment is centered on the U.N. But even if Iran fails to accept demands that it submit to involuntary inspections, the challenge of reaching consensus on sanctions with real teeth could take months, if it can be achieved at all. The search is already on for selective embargoes that might stand a chance of passage. "It's not going to be oil for food," says a Bush Administration official. "I don't have a clue as to what they are, but fine minds are working on trying to sort out what could get support." Still, Washington's allies know that it's tough to design economic restrictions that will hurt the regime without hurting the Iranian people and realize how effectively Iran's leaders could use blunderbuss penalties to unify the nation behind them.

The bleak outlook for diplomacy fuels speculation that the U.S. and Israel might use military force to destroy Iran's nuclear facilities. While the military option is "never off the table," officials in both capitals say contingency plans for an air strike "are not under active consideration as an option now." Most experts say only that the U.S.

LYNSEY ADDARIO—CORBIS FOR TIME

has the air power and long-range fueling capability to carry out the multiple attacks that would be required to inflict serious damage on Iran's nuclear facilities—but they acknowledge that the U.S. military already has its hands full in Iraq and Afghanistan. Although some in the Middle East fear that Israel might attempt to repeat its 1981 solo raid on Iraq's incipient nuclear bomb, a senior Israeli intelligence officer says, "We won't act alone. Why should we? It's a global problem."

The costs of a military strike would well outweigh the benefits. That would be no simple raid but a major military operation taking several weeks, akin to the opening onslaught on Iraq in 2003. Not just the nuclear sites but Iran's air defenses and retaliatory machinery as well would have to be destroyed. The collateral damage in

Iranian casualties from the attacks or radioactive fallout could be severe, as could the political backlash against moderates and opponents of the existing regime. And then, how much would Iran's nuclear ambitions be set back? "You can't bomb know-how," says IAEA chief Mohamed ElBaradei. A U.S. analyst guesses "at best, two to four years." And, he adds, "while we went to war, Iran would not sit idle. It would strike back at a time and place of its own choosing"—including sponsoring attacks on U.S. and British troops in Iraq and perhaps even terrorist strikes inside the U.S. and Europe.

Is there a way out? The most encouraging fact about the standoff is that neither side has much to gain from precipitating a military confrontation. At the same time, it is unlikely that the major differences over Iran's nuclear intentions can

be resolved in a way that is wholly satisfying to both Iran and the West. The most realistic hope for Washington and its allies may lie in using diplomatic measures to delay Tehran's nuclear development long enough to allow for the emergence of a more moderate Iranian leadership that could be persuaded to abandon its nuclear dreams. But if those efforts fail, this U.S. President, or the next one, may confront a sobering choice: live with the reality of a nuclear Iran, or take the risk of attacking it. All of which leads to another, simple proposition: get ready for the world to become a more dangerous place.

—Reported by Matthew Cooper and Elaine Shannon/Washington, Helen Gibson/London, Scott MacLeod and Azadeh Moaveni/Tehran, Andrew Purvis/Berlin and Aaron J. Klein and Simon Robinson/Jerusalem



INSPIRED Iranians bask in the sun at Shemshak ski resort

Many Iranians attribute their changed views to the realities of a changed Middle East. The late 1990s—when former President Mohammed Khatami led Iran with promises of tolerance and democracy—was a stable time when young Iranians clamored for more social and political freedom. But now with neighboring Iraq in turmoil, Iranians seem more concerned with bolstering their place in the region than with freedom of expression. A growing sense of vulnerability is why many find it easy to ignore Ahmadinejad's fundamentalist outlook and provocative remarks and concentrate on his nationalist defiance. "I don't like this regime, but I don't think Iran should be weak either, or else we'll end up like Iraq," says Nazanin Arafin, 33, a teacher. "In the end, I'd rather be oppressed by an Iranian than a foreign occupier."

While he rallies supporters to back a more confrontational stance with the West, Ahmadinejad has soothed the anxieties of young Iranians, who initially feared he would crush their personal freedoms. Instead government meddling has been limited to blocking thousands of news and cultural websites. Some believe the regime will impose harsher social restrictions with time, but others argue Ahmadinejad will refrain altogether, to avoid alienating the majority of young people, among whom he is now popular. Young Iranians are excited to find a leader who lets them wear baggy jeans and pink veils, and

still stands up to what they consider a belligerent U.S. "Our civilization is far superior," says Vahid Mobaraki, 28, a gold merchant in the Tehran bazaar. "We don't need to be bossed around by a country with only 200 years of history."

By focusing public attention on the country's external adversaries, Ahmadinejad has sidestepped criticism for not addressing the country's internal social problems. Despite \$60-per-bbl. oil prices, 16% of Iranians remain unemployed. Zahra Rassai, 46, a mother of four teenage sons, voted for Ahmadinejad, hoping he would reduce college tuition. "Nothing has improved in my daily life, but that doesn't matter," she says. "If we Iranians rallied together and boycotted Western products, they wouldn't have the right to dictate to us." It's just as likely, though, that the nuclear dispute will produce pain for Iran, by discouraging foreign investment and pushing the country deeper into isolation. The few critics of Ahmadinejad's who are willing to speak openly say incendiary remarks have already slowed the Iranian economy, and fear that his hostile tactics will elicit economic sanctions and the world's condemnation rather than its respect. "In principle, what Ahmadinejad says is beautiful. It's too bad it's him saying it," says Kamyar Sharifi, 41, a radiator manufacturer. "And the disturbing thing is that it's all a show, because nothing here is improving." Unfortunately for regime opponents at home and abroad, few Iranians seem to have noticed.

—By Azadeh Moaveni/Tehran

## How to Love a Hard-Liner

**T**he ski resort of Shemshak, just outside Tehran, is the last place you would expect to hear expressions of nationalist ardor. The slopes are filled with wealthy Iranians who sip hot chocolate in the shadow of a dazzling sun and spend most of their time gabbing about designer skiwear and which party to attend that evening. But when the subject of President Mahmoud Ahmadinejad comes up between runs, the skiers get excited. "I couldn't be happier with him," says Mehdi, 19, an architecture major. "We just want our rights, and he defends them." His sister Anahita, 24, says she changed her mind about the President when he refused to abandon the country's nuclear-energy program. "He stood behind

his world like a man," she says.

That an Islamic hard-liner has inspired such pride among even secular, Westernized Iranians says everything about the political climate in Iran today and shows how Ahmadinejad has transformed himself from a lightly regarded ideologue to a national hero. In recent months the President has used the escalating standoff over Iran's nuclear program as a platform for broadening his appeal at home, framing the West as an enemy bent on weakening Iran by denying it legitimate access to technology. Indeed, many observers believe that Ahmadinejad is reacting to the masses' increasingly assertive mood as much as he is stoking it. "Before, you had people vs. the regime," says a Western diplomat in Tehran. "Now you have Iran vs. the West."

# Diyarbakir sees worst rioting in decades

By Vanessa Able  
Globe Correspondent in  
Istanbul

**S**even people have been killed and hundreds more injured in a week of protests and street fighting in the predominantly Kurdish area of southeast Turkey.

The violence has been dubbed the worst in a decade.

Up to 3,000 demonstrators took to the streets in the city of Diyarbakir last Wednesday, and by the weekend the violence had spread to the nearby town of Batman.

The unrest was initially sparked by the funerals of 4 men who were among 14 killed by Turkish armed forces in a clash in the province of Mus, which ended the previous weekend.

The dead men were said to be members of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), which is classed as a terrorist organisation by the Turkish

government, the US and the European Union.

Protestors lobbed Molotov cocktails and stones at police, damaged government offices, private businesses and banks, as well as throwing firebombs at armoured police vehicles and attacking police stations.

Police reportedly responded with warning gunfire from AK47s and the use of tear gas.

Of the 7 people killed so far, at least 2 were children: one three year old died after being shot in the throat. Another man was reportedly crushed to death by an armoured police vehicle while trying to escape.

Shops and businesses in Diyarbakir closed their doors on Thursday in the midst of the violence, while roads were blocked by barricades constructed from burning tyres. The army also deployed armoured vehicles in the suburbs to discourage protestors.



In a related incident, a bomb exploded in a rubbish bin near a bus stop in Istanbul on Friday, killing a street vendor and injuring 5 other people. The

Kurdish Freedom Falcons are thought to be responsible for this attack.

More than 200 people have been detained and 79

arrested since the start of the troubles.

In a public statement, Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan,

assured those present that the government and security forces had the situation under control.

He also sent a warning to parents not to use their children as "pawns of terrorism", in the wake of the deaths of children in the fighting.

## PKK's political discourse and Kurdish demands

Behrooz Shojai  
Globe Political Desk

**I**t was the death of fourteen guerillas in Mush, who were allegedly killed by chemical weapons – and who, according to the Turkish Human Rights organization IHD, lacked traces of bullets in their bodies – that sparked the weeklong protests in Diyarbakir, Wan and other major cities and towns in Northern Kurdistan.

It is not the first time that a considerable number of Kurdish guerillas has been killed in clashes with the Turkish army. The interest-

ing, and perhaps decisive, aspect of this event was the mass mobilization of the people in Kurdistan in response to the harsh policy of the Turkish Republic towards its Kurdish population. The Kurdish people will not accept that their sons and daughters are

slaughtered every day. The event may be considered a setback for democracy and Turkey's efforts to become an EU member, but it also called attention to the Kurdish people's determination in demanding their national rights. It is also a proof of the political maturity of the Kurds

in North. Political maturity that surprised even the PKK leadership. Clearly, it was not PKK's intention – or rather, it was beyond its ability, to mobilize protest marches in such great magnitudes. The protests were nationalist in nature, beyond the scope of PKK's political discourse, which has since 2000 assumed a more pragmatic political course and has, as the famous Turkish sociologist Ismail Besikci put it, adjusted itself to the official ideology of the Turkish state – an ideology that is based on Kemalist principals of statehood i.e. one nation, one culture, one

language. The most conspicuous evidence of this political adjustment is PKK's constant assurance that it recognizes Turkish borders. Maintaining the sovereignty and territorial integrity of Turkey is not impossible and probably is what the PKK means by its commitment to the unitary state of Turkey. I would like to believe that it is just a misconception on the part of the PKK, as the very essence of the unitary state in Turkey amounts to the denial of Kurdish national identity. An important feature of the Turkish state is that the central government is sov-

ereign. This is another fact that deprives Kurds from sharing power, or rather sovereignty with the Turkish population.

What the Kurds in north are demanding should be obvious for all parts of Kurdistan, including its political parties. Constitutional recognition of Kurdish national identity and the sharing of sovereignty with the central power should be interconnected. Neither a democratic republic nor the classical notions of democracy are enough to ensure the realization or even

the existence of the two above structural changes in Turkey.

The Kurds' demands for a sovereign state cannot be reduced to some diffuse notion of democracy and cultural rights. Hence, there is a disequilibrium between the political objectives of the major political parties, i.e. the PKK and its political wing DTP, and what the Kurdish population are calling for. A similar scenario occurred in the early 90s, when the PKK opportunistically changed its political literature from leftist to nationalist.

The important issue is that PKK's political discourse should correspond to the people's actual demands. As long as there is an imbalance between the two, the organization, which claims to represent the majority of Kurds in the north, cannot receive international recognition and support. Without support and pressure from the international community, the Kurds will face the dilemma of having no Kurdish party to negotiate with the Turkish government. As a result, the government, founded on its ultranationalist Kemalist

notions of statehood, will always be able to dismiss Kurds as the other party. For the Turkish republic, the time is overdue for the revision of its ideological basis, including the Kemalist principal of a unitary state and the development of a liberal democratic and federal political system. Our Turkish neighbors should realize that the country is a bi-national. Denying this fact will dash their hopes for democracy and eventual membership in the European Union.

## TURQUIE PLUS DE 10 MORTS DEPUIS LES HEURTS DU 28 MARS À DIYARBAKIR

# Au Kurdistan, les émeutes provoquées par les partisans du PKK se poursuivent depuis six jours

Le Monde  
Mardi 4 avril 2006

ISTANBUL

CORRESPONDANCE

Les violentes manifestations organisées par des partisans du PKK – le parti des travailleurs du Kurdistan qui a annoncé, en 2004, la reprise de sa lutte armée contre l'Etat turc – se poursuivaient, dimanche 2 avril, pour le sixième jour consécutif, avec un bilan de 10 morts, la plupart atteints par des balles tirées par les forces de l'ordre. Dimanche soir, trois personnes ont été tuées dans l'incendie d'un bus à Istanbul à la suite d'une attaque au cocktail molotov, portant ce bilan à 13 morts.

Ces émeutes, les plus graves depuis plus d'une décennie, se sont étendues à

plusieurs villes kurdes du sud-est du pays. Elles sont aussi devenues plus brutales, mais moins massives, après des appels au calme lancés par des chefs du parti politique kurde légal, le DTP (Parti du mouvement démocratique). Des observateurs turcs ont voulu voir dans ces appels l'émergence d'un courant modéré au sein du DTP, par ailleurs inféodé – non officiellement – au PKK, organisation inscrite sur les listes des organisations terroristes aux Etats-Unis et en Europe.

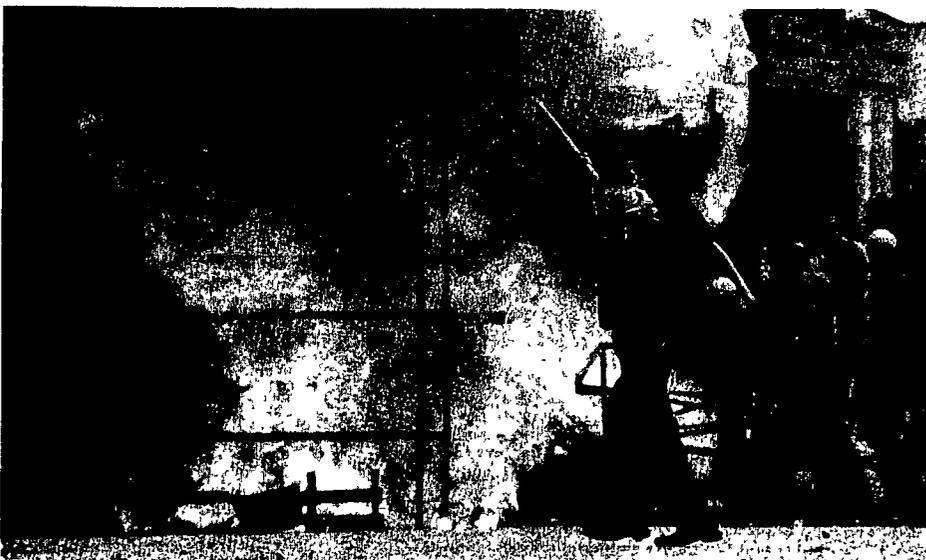
Les heurts avaient éclaté, mardi 28 mars, à Diyarbakir, principale ville du Kurdistan turque, après l'enterrement de guérilleros du PKK, suivi par des milliers

de personnes. Les magasins restés ouverts furent attaqués, de même que des banques, des bâtiments publics et les forces de l'ordre. Les jours suivants, ce sont les enterrements des victimes civiles – dont trois enfants – qui entraînent des manifestations.

Vendredi, une bombe placée dans une poubelle à Fatih, quartier populaire d'Istanbul, a fait un mort et 13 blessés : les « Faucons de la liberté », considérés comme une émanation du PKK, ont affirmé avoir ainsi voulu venger les nouvelles victimes kurdes et ont promis d'attaquer des « cibles touristiques ». Samedi soir, à Istanbul, trois bus ont été brûlés et, dimanche à Taksim, en plein centre-ville, plus d'une centaine de jeunes masqués ont lancé des cocktails molotov sur la police anti-émeute, qui a répliqué avec des gaz lacrymogènes. Une dizaine de ces manifestants ont été interpellés et plusieurs « sévèrement battus par des habitants qui brandissaient couteaux et bâtons et criaient des slogans nationalistes », selon un photographe de l'AFP.

L'opposition nationaliste et kémaliste accuse le pouvoir de faiblesse, alors que les milieux libéraux l'enjoignent d'accélérer les réformes en matière de droits culturels accordés aux Kurdes. ■

SOPHIE SHIHAB



Un jeune émeutier kurde, vendredi 31 mars, à Diyarbakir, la principale ville du Kurdistan turc. Les heurts avaient éclaté, mardi 28 mars, à Diyarbakir, après l'enterrement de guérilleros du PKK, suivi par des milliers de personnes. MUSTAFA OZER/AFP

## Le bilan s'alourdit en Turquie

5 avril 2006 metro



**DIYARBAKIR** Deux manifestants kurdes sont morts hier des suites de leurs blessures. Cela porte à 15 le bilan des violents affrontements de la semaine dernière entre Kurdes et forces de l'ordre turques. L'une des deux personnes décédées, âgée de 17 ans, avait été blessée lors des manifestations violentes qui secouent Diyarbakir, la plus grande ville du sud-est anatolien, depuis mardi dernier. Ce sont les pires violences depuis dix ans dans la région, les émeutes ayant débuté après les « inévitables » de quatre combattants du PKK tués dans des affrontements avec l'armée. « J'ai deux inquiétudes profondes: que les affrontements s'aggravent et que la volonté des Turcs et Kurdes de vivre ensemble en soit atteinte », a commenté le maire de Diyarbakir.

## L'UE appelle la Turquie à la retenue

**STRASBOURG** Le commissaire européen à l'élargissement, Olli Rehn, a appelé hier la Turquie à faire preuve de retenue face aux mouvements de protestations dans le sud-est kurde du pays, où des violences ont causé la mort de 15 personnes dans les derniers jours. M. Rehn a indiqué que la Commission n'envisageait pas de suspendre les négociations d'adhésion avec Ankara, mais a demandé que la Turquie ne fasse pas usage d'une violence excessive face à la rébellion kurde. Après une semaine d'émeutes kurdes qui ont fait au moins 15 morts, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a pour sa part affirmé hier qu'il ne céderait pas à la violence. Il a également promis que son gouvernement traiterait le « problème kurde » par plus de démocratie, et une plus grande prospérité, refusant au PKK de pouvoir tirer parti de la pauvreté des régions kurdes.

### TURQUIE LES ÉMEUTES AU KURDISTAN

## Les Kurdes « modérés » tentent d'enrayer les violences

ISTANBUL

CORRESPONDANCE

La journée du lundi 3 avril fut la première, depuis une semaine, sans décès signalé dans les affrontements entre émeutiers kurdes et forces de l'ordre turques, même si une nouvelle localité – Viranşehir (proche de la frontière syrienne) – a connu, ce jour-là, des heurts violents. Mais, nul ne parie, en Turquie, sur un apaisement rapide des tensions.

Le calme semblait pourtant revenu dans les villes kurdes du sud-est anatolien, et notamment à Diyarbakir où les troubles ont commencé le 28 mars. Mais le retour de l'armée et de ses blindés dans leurs rues a fait ressurgir le spectre des années où la rébellion du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, alors marxiste et séparatiste) battait son plein. Défait militairement et réfugié avec le gros de ses troupes dans le nord de l'Irak voisin, le PKK maintient une emprise sur les Kurdes de Turquie, malgré l'emprisonnement,

depuis 1999, de son « grand leader », Abdullah Öcalan.

C'est aux cris de « vive Öcalan » que les émeutiers, souvent de jeunes adolescents, jetaient pierres et cocktails Molotov sur les forces de l'ordre, incendiaient magasins et bâtiments officiels. Une violence devenue autodestructrice, dimanche soir à Bağlar, une des banlieues kurdes d'Istanbul : un bus y a été incendié, provoquant la mort de deux passagers et d'une passante du quartier, vraisemblablement kurdes...

Les avis divergent sur l'origine de ces violences. Pour les autorités et les médias turcs, il ne fait aucun doute que le PKK les a organisées, « en réaction à l'érosion de sa popularité suite aux réformes démocratiques menées par Ankara », comme l'a affirmé Efkân Ala, le gouverneur de Diyarbakir.

Ce serait aussi pour justifier sa raison d'être que le PKK, considéré comme une organisation terroriste par les États-Unis et l'Union européenne (UE), a mis fin, en

2004, à sa trêve décrétée en 1999. Elle avait mis un terme au climat de terreur dans le sud-est du pays. Mais le PKK, qualifiant de « cosmétiques » les quelques réformes introduites ensuite par Ankara, a repris ses attaques et ses attentats en Turquie. Il y infiltre à nouveau des combattants qui sont pourchassés sans merci par l'armée. Quatorze d'entre eux ont ainsi été tués le 25 mars. Les émeutes ont commencé lors de leur enterrement.

Mais les partisans du PKK sont loin d'être seuls à dénoncer le marasme qui règne toujours dans le sud-est du pays, dont les campagnes sont désertées depuis la guerre alors que ses villes regorgent de chômeurs.

### Montée du nationalisme

« Ces gens n'ont ni éducation, ni services de santé, ils sont affamés, déshérités... Comment voulez-vous contrôler de telles masses ? », demandait, dimanche, Ahmed Türk, un coprésident, modéré, du Parti pour une société démocratique (DTP, vitrine légale du PKK). Il aura fallu six jours d'émeutes et quinze morts pour qu'une télévision privée du pays donne la parole à ce dirigeant qui cherche à se

démarrer du PKK, et lui permette d'appeler sa communauté au calme. Le maire élu de Diyarbakir, Osman Baydemir (DTP), l'avait fait mercredi dans la rue. Les médias en ont surtout retenu des propos qui ont entraîné son inculpation pour « apologie du terrorisme ». Les deux dirigeants ont affirmé avoir appelé, en vain, au dialogue avec Ankara pour enrayer les violences.

Des intellectuels expliquent ce blocage par une connivence de fait entre le PKK et les éléments durs de l'armée turque, qui auraient besoin d'un danger terroriste pour maintenir leur poids dans le pays, menacé par le processus d'adhésion à l'UE. D'autres soulignent qu'un dialogue est impossible tant que le DTP n'aura pas condamné le PKK, ou tant que ce dernier n'aura pas déposé les armes, à l'image des Irlandais de l'IRA ou des Basques de l'ETA. La montée du nationalisme en Turquie ne laisse guère entrevoir cette perspective, même si le gouvernement, qui devait s'en expliquer mardi au Parlement, semble encore résister aux appels à durcir la répression. ■

SOPHIE SHIRAZ

## La Turquie réfrène son envie d'intervenir en Irak

ISTANBUL  
CORRESPONDANCE

Il y a moins d'un an encore, les autorités turques n'hésitaient pas à rappeler « leur droit » à intervenir militairement en Irak pour y « liquider les terroristes du PKK » chaque fois qu'un attentat en Turquie leur était imputé. Ces menaces ont désormais cessé. Alors que les émeutes kurdes faisaient tâche d'huile dans le pays, le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, s'est borné à assurer que « la police, la gendarmerie et l'armée feront leur travail » en Turquie, mais que « l'important est de ne pas créer

*l'atmosphère que souhaitent les terroristes ».*

C'est tout juste s'il a précisé que parmi les quatorze tués du PKK dont l'enterrement déclencha les émeutes, « six étaient étrangers : trois Syriens, deux Irakiens et un Irakien » – ressortissants des trois autres pays où vivent des Kurdes, qui forment « le plus nombreux des peuples sans Etat » (25 à 40 millions de personnes). Ce qui fut une façon modérée de suggérer que la Turquie était victime d'un « terrorisme international » et non de sa propre incapacité à régler ses problèmes de minorité. Plusieurs rai-

sons ont été données au changement d'attitude turque.

Il y a eu l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne le 3 octobre 2005, qu'une aventure militaire aurait sans conteste empêchée. Ankara a aussi cessé de nourrir des illusions – entretenues par les militaires turcs – sur l'importance de la communauté turkmène au Kurdistan d'Irak. Elle n'a recueilli qu'un nombre de voix marginal, notamment dans la ville pétrolière de Kirkouk, lors des dernières élections irakiennes. En outre, Ankara doit tenir compte du refus des Etats-Unis de toute intervention turque en Irak, les Kurdes étant leurs moins mauvais alliés dans la région.

Mais il y a encore un facteur qui pousse Ankara à réprimer

l'expression de sa hantise de voir un quasi-Etat kurde se dessiner au-delà de sa frontière avec l'Irak, une perspective susceptible d'attiser le séparatisme de ses propres Kurdes. Il s'agit de l'importance des intérêts économiques turcs dans le Kurdistan irakien, dont la reconstruction est avant tout l'affaire d'entrepreneurs de Turquie. Le trafic transfrontalier est aussi l'une des rares soupapes économiques qui fait survivre le sud-est anatolien. Qu'elle vienne à se bloquer et la région exploserait plus sûrement encore qu'à l'instigation du PKK. ■

S. SH.

Le Monde 5 avril 2006

## Le premier ministre Al-Jaafari pressé de se retirer

Une « guerre civile de basse intensité », comme la qualifie désormais l'ancien premier ministre Iyad Allaoui, fait rage en Irak. Les attaques et les attentats de la guérilla se multiplient. Seize Irakiens au moins ont été tués au cours du week-end ainsi que quatre soldats américains, dont deux dans un hélicoptère qui a été abattu. Alors que les violences redoublent, l'Irak n'a toujours pas de gouvernement, trois mois et demi après les élections du 15 décembre. Dimanche 2 avril, la pression s'est cependant fortement accentuée sur le premier ministre intérimaire, Ibrahim Al-Jaafari, pour qu'il retire sa candidature et renonce à former le « gouvernement d'unité nationale » exigé par Londres et Washington.

En visite impromptue, dimanche, à Bagdad, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, accompagnée de son homologue du Royaume-Uni, Jack Straw, n'a pas fait mystère de l'« impatience » qui monte « en Irak, comme à l'extérieur du pays ». Les élections ont concrétisé la domination des partis chiïtes religieux sur la nouvelle arène politique irakienne, mais, avec 130 élus sur 275, la coalition connue sous le nom d'Alliance irakienne unifiée (AIU) n'a pas atteint la majorité absolue et doit composer avec les autres partis pour former le « gouvernement d'unité » dont ils ont récemment accepté le principe.

Reprochant à M. Al-Jaafari un bilan inexistant en dix mois de pouvoir, et surtout une propension à laisser infiltrer les différentes forces de sécurité par toutes sortes de milices plus ou moins alliées de la coalition à laquelle il appartient, les par-

tis kurdes et les formations arabes sunnites s'opposent à sa reconduction. Or M. Jaafari a été démocratiquement choisi, à une seule voix de majorité il est vrai, par ses partenaires de la coalition chiïte, et refuse de se retirer.

Nul doute pourtant que M. Straw et M<sup>me</sup> Rice lui aient clairement signifié leur impatience. Rejetant l'idée que Washington puisse essayer « d'interférer » dans le processus politique irakien, « il y a, a dit M<sup>me</sup> Rice devant la presse, deux volets à ce processus : d'abord on nomme quelqu'un, ensuite ce quelqu'un doit être capable de former un gouvernement d'unité nationale ». « Jusqu'ici, M. Jaafari n'a pas pu le faire », a ajouté la secrétaire d'Etat.

Une semaine exactement avant cette déclaration, Zalmay Khalilzad, l'ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, qui tient

l'essentiel des cordons de la bourse, avait fait connaître aux partis chiïtes de l'AIU et aux autres le contenu d'une lettre du président George Bush disant clairement son souhait de voir M. Jaafari renoncer.

Problème pour l'intéressé, dimanche, deux parlementaires de l'AIU, dont l'un, Cheikh Jalal Eddine Al-Saghir, est un personnage important de l'Alliance, ont publiquement appelé M. Jaafari à se retirer du jeu : « Le pays est en crise à cause de cette candidature non conforme à la règle du consen-



sus et qui n'est pas totalement acceptée. Ni en Irak, ni dans la région, ni dans le reste du monde. » Membre de l'organisation Badr, sans doute la plus puissante des milices chiïtes – elle a été créée à Téhéran en 1980, puis entraînée et financée par l'Iran jusqu'à la chute de Saddam Hussein en avril 2003 –, Al-Saghir a ajouté que « l'insistance de M. Jaafari provoque une crispation des

autres blocs parlementaires et nuit à l'AIU ». Bien entendu, a pris soin de préciser le cheikh, sa prise de position « n'est en aucun cas en rapport avec la visite de M<sup>me</sup> Rice et M. Straw ».

Beaucoup parmi les partisans de M. Jaafari, à commencer par le jeune et puissant prêcheur radical Moqtada Al-Sadr, qui dispose, lui aussi, d'une milice nombreuse et armée, n'en croiront pas un mot. Allergique à l'occupation américaine comme aux « interférences » de Téhéran à Bagdad, Al-Sadr demeure la grande inconnue de la partie en cours. Pour le convaincre d'abandonner M. Jaafari, qui dirige le Dawa, troisième force seulement derrière le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) et ses alliés de l'Organisation Badr parmi les sept partis qui composent l'AIU, l'Alliance va probablement devoir lui céder un certain nombre de ministères. ■

PATRICE CLAUDE

# Saddam Hussein sera jugé pour l'extermination des Kurdes en 1988

## IRAK

Alors que son procès reprend aujourd'hui, Saddam Hussein va être soumis à une deuxième procédure, pour un massacre de Kurdes à l'arme chimique.

SADDAM HUSSEIN devra répondre du crime de génocide dans un second procès, qui sera consacré aux massacres perpétrés contre les Kurdes. Alors que le verdict du premier procès de l'ancien dictateur, concernant un massacre de chiïtes, n'a pas encore été prononcé, le Haut Tribunal pénal Irakien a, hier, annoncé la fin de l'instruction du dossier de la campagne Anfal, une opération militaire qui avait fait plusieurs milliers de morts civils kurdes à la fin des années 1980. Sans donner de date précise pour l'ouverture de ce deuxième procès, Raed al-Jouhi, le chef des

juges d'instruction, a expliqué que l'ancien *raïs* et six coaccusés seraient déférés devant une nouvelle chambre formée pour la circonstance.

Parmi les coaccusés figure un cousin de Saddam Hussein, Ali Hassan al-Majid, à qui son rôle dans le gazage des Kurdes de la ville de Halabja, en 1988, avait valu le surnom d'« *Ali le Chimique* ». L'ancien ministre de la Défense, Sultan Hachem Ahmed, qui avait supervisé les opérations, et quatre autres officiers et dignitaires basistes, doivent comparaître avec eux. Tous sont passibles de la peine de mort. Le crime de génocide est le plus grave du droit international. Mais c'est aussi le plus difficile à prouver, puisque « *l'intention de détruire un groupe ethnique, national ou religieux* » doit être établie. Le juge Raed al-Jouhi a reconnu que cette nouvelle affaire était « *très compliquée* ».

Le premier procès de l'ancien

chef d'Etat irakien, en cours depuis l'an dernier, porte sur un massacre perpétré en 1982 dans une seule localité, le village chiïte de Dujail, avec 143 victimes identifiées.

## Fosses communes exhumées

L'opération Anfal, elle, avait une dimension beaucoup plus large. Nommée d'après une sourate du Coran, (Anfal, les dépouilles) elle a consisté en une série d'opérations militaires lancées à la fin de la guerre avec l'Iran, en 1988. Pendant le conflit, les liens des mouvements de guérilla kurde avec les Iraniens avaient ravivé la traditionnelle hostilité de Bagdad contre cette ethnie persophone vivant dans les provinces montagneuses et séparatistes du Kurdistan. Doté par Saddam Hussein des pleins pouvoirs dans le nord de l'Irak, Ali Hassan al-Majid avait entrepris de « *résoudre le problème kurde et de massacrer les saboteurs* ». Des exécutions sommaires, des bombardements aux gaz chimiques et le déplacement forcé de populations avaient fait, de février à septembre 1988, entre 50 000 et 100 000 morts, selon les estimations. Le massacre de Halabja est le plus connu de cette série d'atrocités.

Pour instruire ce dossier, des milliers de témoins ont été interrogés, des centaines de plaintes ont été enregistrées, des masses de documents officiels ont été compulsés, et des dizaines de fosses communes exhumées. Le juge Jouhi n'a pas exclu que le procès Anfal se déroule au Kurdistan, indiquant que si le Tribunal pénal avait son siège à Bagdad, il lui était tout à fait possible de transférer ses audiences dans n'importe quel endroit en Irak. Une telle mesure permettrait aux témoins d'éviter un dangereux voyage jusqu'à Bagdad, et leur éviterait les menaces qui pèsent sur les participants au procès de Saddam Hussein depuis son début, le 19 octobre 2005. Interrogé sur le déroulement du procès de Doujail, dont les ajournements successifs ont ralenti le déroulement, le juge Jouhi a affirmé qu'il progressait.



## De 50 000 à 100 000 victimes

La campagne Anfal (dépouilles) se déroule de février à septembre 1988 au Kurdistan irakien

## Menée par Ali Hassan al-Majid, cousin de Saddam Hussein,

une série d'opérations allant d'Anfal 1 à Anfal 7 sont lancées contre les civils kurdes, faisant entre 50 000 et 100 000 victimes

Le bombardement de la ville d'Halabja à l'arme chimique le 16 mars 1988 a fait entre 3 500 et 5 000 morts

D'autres accusations continuent de peser contre Saddam Hussein, notamment pour son rôle dans le déclenchement de la guerre contre l'Iran en 1980 et l'invasion du Koweït en 1990. Ces dossiers, encore en cours d'instruction, devraient être « *prochainement bouclés* », a dit le juge Jouhi. Afin que Saddam Hussein compare à tous ses procès, le président irakien Jalal Talabani (qui est kurde) a déclaré que l'ancien dictateur serait jugé « *pour tous ses crimes* », avant l'exécution des jugements portés contre lui.

A. J. (AVEC AFP ET REUTERS)



Le tristement célèbre massacre de Halabja, en mars 1988, avait fait entre 3 500 et 5 000 morts kurdes. O. Ramazan/Sipa.

LE FIGARO

5 avril 2006

# Hussein Charged With Genocide in the Massacre of 50,000 Kurds in 1988

By Edward Wong

**BAGHDAD:** The special court that is trying Saddam Hussein announced Tuesday that it had charged the former Iraqi president and six others with attempting to annihilate the Kurdish people through military operations in 1988 that killed at least 50,000 civilians and destroyed thousands of villages.

The case is the first against Saddam to address the large-scale human rights violations committed during his decades in power, the same crimes the Bush administration has been publicizing to justify its costly invasion of Iraq. Saddam is already being tried for the torture and killings of 148 men and boys in the Shiite village of Dujail.

The most serious of the three charges brought against Saddam in the Kurdish case is genocide, marking the first time that a Middle Eastern ruler is being brought to trial for that crime. Only a handful of world leaders or government officials have ever faced the charge.

"It was during this campaign that thousands of women, children and men were buried in mass graves in many locations," Raid Juhi, chief judge of the Iraqi High Tribunal's investigative court, said at a news conference. "The natives of Kurdistan suffered very hard living conditions, forced relocation and illegal detention for a large number of people."

Juhi said it would be up to other

## Court says he tried to annihilate Kurds

judges to decide when the trial would start, and whether it would overlap with the Dujail case. It can begin no sooner than 45 days from now, because that is the minimum amount of time allotted to defense lawyers to review the case files.

The court defined Saddam's anti-Kurd campaign — called Anfal, which means "the spoils," from one of his favorite Koranic verses — as eight military operations in 1988 in the mountainous region of northern Iraq.

At least 2,000 Kurdish villages were razed, the court said, and families who escaped death squads or were allowed to live were forced to relocate into the hinterlands or in neighboring countries. The Kurds, estimated to make up a fifth of Iraq, tried to fight back with their militiamen, but the court said Saddam was merciless in his use of chemical weapons, including mustard gas and nerve agents.

Juhi said the court had gathered enough evidence, ranging from documents to mass graves, to prosecute the defendants for the deaths of at least 50,000 people. Kurdish officials and human rights advocates have put the death toll much higher and often say the Anfal campaign actually began years earlier,

with other massacres and forced migrations. All parties agree that at the very least, hundreds of thousands were arrested, tortured, relocated or killed.

All seven defendants are charged with crimes against humanity and war crimes related to an internal armed conflict. Saddam and one other defendant, Ali Hassan al-Majid, known as Chemical Ali, face additional charges of genocide, which legal experts say is difficult to prove. Majid was one of Saddam's most feared aides and had complete oversight over the north during the Anfal campaign.

The other defendants include military commanders and senior intelligence officials.

President Jalal Talabani, a Kurd who for years led militiamen in the north, praised the court's decision to bring the Anfal charges, and promised that he and other government officials would not try to influence the trial. "We see that it is necessary not to interfere in the affairs of justice," he said at a news conference, "and we want it to become a model for all the countries in our region, for the sake of a federal and democratic Iraq."

The Dujail trial was expected to resume Wednesday with a cross-examination of Saddam. It is entering its final phase, in which the court will review formal charges and hear arguments from the defense lawyers.

The New York Times

The New York Times  
APRIL 5, 2006



Christoph Bangert/Polaris, for The New York Times

Judge Raid Juhi announced a genocide charge against Saddam Hussein yesterday in Baghdad.

ÉDITORIAL

Les crimes Saddam

6 AVRIL 2006

Le Monde

**L**e chef des juges d'instruction du Haut Tribunal irakien, Raed Al-Jouhi, a annoncé, mardi 4 avril, que Saddam Hussein sera jugé pour génocide et crimes contre l'humanité pour l'opération « Anfal », la campagne menée contre les Kurdes. Il devrait comparaître avec six coaccusés, dont son cousin Ali Hassan Al-Majid, dit « Ali le Chimique », alors responsable des opérations militaires dans le nord de l'Irak et notamment de l'utilisation de gaz chimiques contre la population kurde.

« Anfal » fut l'un des pires crimes de l'ère Saddam. Du nom d'une sourate du Coran signifiant « butin », la campagne a consisté, en 1987-1988, à la fin de la guerre entre l'Irak et l'Iran, en une série de huit opérations militaires lancées contre les Kurdes du nord du pays, accusés par Bagdad à la fois de liens avec l'Iran et de volonté séparatiste. L'armée irakienne a tué plus de 100 000 personnes et détruit plus de 3 000 villages. Le cas de gazage le plus célèbre, celui du village d'Halabja, en 1988, qui a fait 5 000 morts, ne fait toutefois pas formellement partie d'« Anfal » et sera jugé séparément.

L'inculpation pour génocide constitue un tournant dans le processus judiciaire contre l'ex-dictateur irakien, même si des incertitudes demeurent sur le sort de

l'accusé. Depuis l'ouverture de son premier procès, le 19 octobre 2005, Saddam Hussein n'est poursuivi « que » pour l'affaire de Doujail, un village chiite où 148 personnes ont été assassinées. Les affaires plus importantes étaient jugées politiquement sensibles parce qu'impliquant des puissances étrangères (Qui a soutenu Saddam Hussein ? Qui a livré armes et gaz ?).

Un débat divise désormais le pouvoir de Bagdad. Pour l'affaire de Doujail, Saddam Hussein est passible de la peine de mort, et le procureur général, Jaafar Moussaoui, souhaite que l'accusé, s'il est reconnu coupable, soit pendu sans attendre les autres procès. Le président de la République, Jalal Talabani, préfère pour sa part que Saddam Hussein soit jugé pour « tous ses crimes » avant exécution des jugements.

Les partisans d'une exécution rapide de Saddam Hussein songent à la situation actuelle en Irak, notamment à la lutte antiguérilla et au souhait de mettre fin au climat d'impunité pour les crimes commis dans le pays en guerre. Ils veulent tourner une page. Les autres songent d'abord à la justice : d'une part, que tous les crimes soient jugés et, d'autre part, que les droits de la défense, à commencer par celui de faire comparaître un accusé en vie, soient respectés.

Cette seconde option est préférable. Pour la justice internationale, comme l'a démontré l'arrêt brutal du procès Milosevic suite au décès de l'accusé, il ne saurait être question d'organiser, concernant des accusations aussi graves que celle de génocide, des parodies de procès à l'encontre d'un homme déjà pendu. ■

Oil found in Zakho

April 11, 2006 - No. 52

Oil

**T**he discovery of oil in Zakho was announced in a press conference last Saturday. Deputy Iraqi oil minister, Muhtasam Akram, stated that oil had been discovered in Zakho.

In a joint press conference, Sarbaz Hawrami, head of the oil and petrochemical agency of the

Kurdistan Region described the discovery of oil as a great achievement of the Kurdish people as it is oil that will play a key role in developing the infrastructure of Iraq, destroyed by the former Iraqi regime.

"We are continually making efforts to establish portable refineries for this project, as establishing a

stable refinery will take over three years," Hawrami said.

He also said that the ministry is working on four portable refineries, two for each Irbil and Suleimaniya, with 10,000 liter capacity.

This has been described as a step towards ridding the Kurdistan region from the current fuel crises. At the press conference, Makni

Norman, acting director of the Norwegian Oil group also hailed the striking of

oil as a great achievement for the Kurdistan Region.

The project to extract oils in conjunction with the Norwegian company DNO has been criticized by the central Iraqi government several times stating that no oil project in the country should be dealt with outside their authority. Ahmed Al-Chalabi, the Iraqi Deputy minister, had earlier this year described the Kurdish regional Government's agreement with DNO Company as unofficial.

Kurdistan Regional officials have refuted criticisms from Baghdad.

"The project is legal and it is not out of Iraqi constitution," Akram insisted.

The Globe



Press Conference of Akram, deputy Minister of Oil Ministry of Iraq, Munga Norman deputy Manager of the (D.N.O) Norwegian Oil Company, and Sarbaz Hawrami, head of the oil and petrochemical agency of the Kurdistan Region in Irbil 8 April 2006  
Photo/Safin Hamed

## Dialogue with Barzani about PKK

Details from a critical and secretive dialogue between Turkish authorities and the Kurdish leader of Northern Iraq, Mesud Barzani, have emerged. The focus of the talks was the presence of PKK fighters in the Kandil Mountains in Northern Iraq. Carried in part in the the Hurriyet today, a portion of the dialogue as follows:

(Turkish authority) There are around 3,500 PKK militants sheltered in Northern Iraq. They come and go easily, making logistical arrangements with no problem. You could take action against them. But you don't:

(Barzani) Right now it is not possible to do anything. They have large cadres in the mountains. And also, since the war, everything here has changed. Syrian and Iranian Kurds are also here. There is a coming together. Which is why, even if I were to give orders, Kurds will not fire on other Kurds.

(Turkish authority) But if you were to set up a network of pressure on them, the problem would be, from our perspective, solved.

(Barzani) Alright, but why does Turkey not accept me on the level I wish to be accepted at?

(Turkish authority) What kind of level?

(Barzani) In Iraq's new constitution, we achieved the status of federation. Turkey does not want to accept this. It is not behaving like it believes this. It has to accept this reality though.

(Turkish authority) You know that Turkey cannot accept the Northern Iraq aspirations to becoming its own country.

(Barzani) I know. But I am saying with my heart, that though I wish to form a state, I know and respect the realities. And so you, Turkey, have to accept the reality of a federation. Look, after all these years of not accepting the existance of Kurds, what happened? You said there were no Kurds. And now look at the point you are at. And so now if you don't accept us as a federation, the result will be the same.

Source: Hurriyet Thu, 6 Apr 2006

---

## Iranian Ambassador: US Looking To Carve Kurdish State From Turkey, Iran And Syria



ISTANBUL: AP- April 5, 2006- The Iranian ambassador to Ankara urged Turkey, Iran and Syria to form a joint policy on the Kurdish issue, saying in an interview published on Tuesday that if they did not, "the US will carve pieces from us for a Kurdish state."

Turkey, Syria and Iran share borders and have large Kurdish populations that separatist militants would like to see as part of an independent Kurdish state. Turkey in particular fears such a scenario, and has been roiled in the past week by anti-state Kurdish riots that have left 15 dead and hundreds injured.

The remarks by Ambassador Firouz Dowlatabadi were published in an interview with Turkey's Milliyet daily and confirmed by the Iranian Embassy in Ankara. "Turkey, Iran and Syria need to form a joint policy on the Kurd and Iraq issues. If there is a void between Turkey, Iran and Syria on this subject, the US will enter the void and fill the space," he said. "The US will carve pieces out of us for a Kurdish state."

Dowlatabadi said the United States was trying to create friction between Iran and Turkey, despite what he called their more than 1,100-year-old friendship, because the US preferred the region to be full of small ethnic states that it could control. "The US is trying to prevent the development and strengthening of relations between Turkey and Iran. It's trying to bring the two countries into conflict," he said.

US officials, including the chief US representative at the International Atomic Energy Agency, have called on Turkey to help persuade Iran to abandon any ambitions of developing nuclear weapons. Iran denies that it has such ambitions.

Dowlatabadi said the United States, which recently announced publicly that it was pouring money into supporting regime change in Iran, was following the same principles it was after the Iranian Revolution, which kicked out the US-backed shah and led to the establishment of a conservative Islamic republic.

But, Dowlatabadi said, "the US is in a much weaker position than it was in the first years of the revolution. As for Iran, it's much more powerful."

---

## Turquie: cinq soldats, un policier tués dans des opérations du PKK



**DIYARBAKIR (Turquie), 5 avr 2006 (AFP) - 12h58** - Cinq soldats turcs et un policier ont été tués lors de l'explosion d'une mine et de combats avec des rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le Sud-Est anatolien, ont affirmé mercredi des sources locales

Deux soldats ont péri mardi dans l'explosion d'une mine posée par les rebelles dans les monts Gabar, dans la province de Sirnak, voisine de l'Irak, a indiqué le gouvernorat de Sirnak dans un communiqué cité par l'agence de presse Anatolie.

Lors des opérations menées par l'armée pour capturer les auteurs de l'attentat, trois autres militaires ont été abattus par les rebelles qui leur avaient tendu un "piège", a affirmé le gouvernorat, ajoutant que deux membres du PKK ont été arrêtés et que l'armée poursuivait ses manoeuvres de ratissage.

Un précédent bilan fourni par Anatolie faisait état de trois soldats morts et quatre autres blessés. La chaîne d'information CNN-Turk a mentionné six blessés.

Un policier grièvement blessé mardi lors d'une attaque à l'arme automatique des rebelles contre un commissariat de Genç, une bourgade de la province de Bingol, à environ 200 kilomètres au nord-ouest de Sirnak, a par ailleurs succombé à ses blessures dans la nuit de mardi à mercredi, ont affirmé à l'AFP des sources locales

Le Sud-Est anatolien à majorité kurde a connu plusieurs jours de graves émeutes la semaine dernière après l'enterrement de rebelles abattus par les forces de sécurité turques

Douze personnes ont trouvé la mort dans la région au cours de ces heurts et trois passagères d'un bus ont péri dans une attaque au cocktail molotov menée dimanche soir par des sympathisants du PKK à Istanbul

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, a multiplié ses opérations dans le Sud-Est depuis juin 2004, date à laquelle il a mis fin à un cessez-le-feu unilatéral de cinq ans

Plus de 37.000 personnes ont trouvé la mort dans les combats opposant les forces de sécurité turques et le PKK depuis le début de son soulèvement, en 1984

---

## Des partisans du PKK manifestent en Irak en soutien aux Kurdes de Turquie

**ERBIL (Irak), 6 avr 2006 (AFP) - 15h52** - Des partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes de Turquie) ont manifesté jeudi à Erbil, dans le nord de l'Irak, dénonçant les autorités d'Ankara après les émeutes kurdes qui ont fait 15 morts en Turquie la semaine dernière

Des centaines de sympathisants du Parti de la solution kurde, une petite formation kurde irakienne proche du PKK, se sont rassemblés dans la ville d'Erbil, à 350 km au nord de Bagdad, demandant dans des banderoles au Parlement kurde irakien de prendre position contre les agissements des autorités turques contre les Kurdes.

Ils ont également dénoncé "le régime turc" et les "assassinats d'enfants"

"Nous appelons les Kurdes d'Irak à apporter leur soutien à leurs frères en Turquie et à soutenir leur soulèvement", a dit à l'AFP un dirigeant du Parti de la solution kurde, Faiq Kawlabi, qui participait à la manifestation.

Les émeutes de la semaine dernière dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde, ont éclaté après les obsèques de membres du PKK tués par les forces de sécurité turques. Il s'agissait des plus violentes dans la région depuis au moins une décennie

## Un groupe kurde armé menace de s'attaquer au tourisme turc



**ANKARA, 3 avr 2006 (AFP) - 08h20** - Un groupe armé kurde, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), qui a revendiqué plusieurs attentats meurtriers, a menacé lundi de s'attaquer aux installations touristiques turques, exhortant les touristes étrangers à ne pas visiter ce pays.

"Les devises étrangères apportées par les touristes sont la plus grande ressource de l'Etat turc (...) pour les attaques contre le peuple kurde", affirme l'organisation dans un communiqué cité par l'agence de presse pro-kurde Firat, posté sur son site internet.

Les rebelles appellent les visiteurs étrangers à ne pas venir en Turquie ou alors subir les conséquences de leur décision.

"Nous annonçons que les hôtels, les installations de loisirs et les firmes touristiques seront nos cibles", menace TAK.

Ce n'est pas la première fois que cette organisation affirme vouloir s'en prendre aux touristes, mais cette nouvelle menace intervient dans un contexte d'émeutes de jeunes casseurs kurdes en Turquie qui ont fait 13 morts dans le sud-est anatolien, peuplé majoritairement de kurdes, et à Istanbul.

Le tourisme, qui a rapporté 18,1 milliards de dollars (14,9 mds d'euros) à la Turquie en 2005, est un secteur vital pour l'économie nationale.

La Turquie a connu une série d'attentats à la bombe depuis juillet 2005, dont plusieurs ont été attribués au TAK. Le plus sanglant d'entre eux a tué cinq personnes, dont deux touristes étrangères, dans la station balnéaire de Kusadasi, sur la côte égéenne.

Plus récemment, le TAK a revendiqué un attentat à la bombe qui a fait un mort et 11 blessés vendredi à Fatih, un quartier populaire de la rive occidentale d'Istanbul.

Le PKK rétorque que les TAK sont constitués d'éléments incontrôlés ayant quitté ses rangs.

Les forces de sécurité turques maintiennent cependant que le TAK n'est qu'un prête-nom pour le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara, Washington et l'Union européenne

---

## Douze membres d'Ansar al-Islam condamnés à mort à Erbil, en Irak



**ERBIL (Irak), 4 avr 2006 (AFP) - 17h04** - Onze membres du groupe extrémiste Ansar al-Islam et leur chef ont été condamnés à mort mardi pour de nombreuses attaques terroristes par un tribunal d'Erbil, a-t-on appris de source judiciaire dans le Kurdistan irakien.

"Le chef de la cellule, cheikh Zana Nosrat Abdel Karim Barzanji, 35 ans, et onze de ses agents ont été condamnés à mort par le tribunal criminel d'Erbil", a déclaré à l'AFP cette source sous le couvert de l'anonymat.

Le chef de la cellule est originaire de la ville d'Erbil, située à 350 km au nord de Bagdad. C'est un ingénieur en mécanique, a précisé cette source.

Selon elle, les 12 personnes ont été reconnues coupables de nombreuses attaques terroristes et exécutions de civils dans les villes kurdes d'Erbil et de Douhouk, au nord de Bagdad.

Un treizième accusé, Karzan Ismail Chamlah, a été condamné à la prison à vie, sa participation directe à ces actes n'ayant pas été établie.

Ces accusés ont été condamnés en application du code pénal irakien et non des lois de la région autonome kurde, dans le nord de l'Irak, selon la source.

Ils peuvent faire appel de leur jugement.

Les 13 membres de cette cellule ont été montrés le 13 juillet 2005 sur la télévision du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) qui contrôle les deux provinces d'Erbil et de Dohouk, faisant des aveux sur leur participation à des actes terroristes.

"Nous avons notamment égorgé plusieurs personnes qu'on attirait dans ma maison d'Erbil pour entraîner les membres de la cellule à décapiter des gens. Après, on les coupait en morceaux, on les plaçait dans des sacs en plastique et on les jetait dans des endroits déserts", avait déclaré le chef du groupe.

La télévision avait diffusé un document saisi qui montrait des membres de la cellule égorgés des victimes aux yeux bandés

## Kirkouk : découverte de huit fosses communes renfermant 1.000 corps



**BAGDAD, 6 avr 2006 (AFP) - 08h47** - Huit fosses communes renfermant les restes d'environ 1.000 corps ont été découvertes à Kirkouk (255 km au nord de Bagdad), a annoncé, jeudi, le bureau de presse de l'Union patriotique kurde (UPK) du président irakien Jalal Talabani

"Nous avons découvert huit fosses communes dans les villages de al-Asri et Toubazawa, à 25 km à l'ouest de la ville de Kirkouk", a précisé le bureau de presse dans un communiqué

"Ces fosses communes renferment les restes d'environ 1.000 corps", a-t-il ajouté

"Le bureau des droits de l'Homme de l'UPK a pris contact avec les forces américaines pour assurer la protection de ces fosses communes", a-t-il ajouté

Selon le communiqué, "la plupart des victimes étaient Kurdes, en plus de quelques Chrétiens et Turcomans, qui habitaient ces villages qui étaient majoritairement Kurdes".

Le communiqué indique, par ailleurs, que parmi les victimes figureraient aussi des chiites tués lors de la violente répression du sud en 1991 par l'ancien régime de Saddam Hussein

---

## Découverte d'un champ pétrolier à Zakho, dans le Kurdistan irakien



**ERBIL (Irak), 8 avr 2006 (AFP) - 11h42** - Les autorités irakiennes ont annoncé samedi la découverte d'un champ pétrolier dans la région de Zakho, à la frontière avec la Turquie, le premier dans le Kurdistan irakien.

Le vice-ministre irakien du Pétrole, Moatassam Akram, a annoncé lors d'une conférence de presse à Erbil, dans le nord de l'Irak, "la découverte du premier champ pétrolier à Zakho", à 470 km au nord de Bagdad, ajoutant que des puits ont été forés par la compagnie norvégienne DNO.

Le vice-ministre qui s'exprimait en présence de Sarbaz Horami, responsable de la compagnie de pétrole et de pétrochimie dans le Kurdistan irakien et d'un dirigeant de DNO, a indiqué que des quantités commercialisables ont été découvertes lors du forage, ajoutant que la capacité réelle de production de ce champ sera connue "prochainement"

Les autorités kurdes irakiennes avaient annoncé début mars que des négociations étaient en cours avec la compagnie pétrolière canadienne Western Oil Sands pour la conclusion d'un contrat d'exploration dans la région de Garmiane, à 120 km au sud de Soulaïmaniyah

La majorité des réserves de pétrole se trouvent dans les régions méridionales chiites du sud et la quasi-totalité des exportations transitent par les deux terminaux du sud. Cependant d'importants champs pétrolier se trouvent également dans le nord

L'industrie pétrolière irakienne a déploré en 2005 un manque à gagner de 6,25 milliards de dollars à cause des sabotages des infrastructures par des insurgés

---

## Douze rebelles, deux soldats tués dans des combats dans le sud-est turc



**DIYARBAKIR (Turquie), 12 avr 2006 (AFP) - 07h34** - Douze rebelles séparatistes kurdes et deux soldats turcs ont été tués dans des combats survenus mardi soir dans une zone montagneuse du sud-est de la Turquie, a-t-on indiqué mercredi de sources de sécurité locales

Les affrontements avec les rebelles du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) se sont poursuivis pendant toute la nuit dans la localité de Besta-Dereler de la province de Sînak, près de la frontière avec l'Irak, a-t-on précisé de même source.

Le PKK, qui revendique l'autonomie du sud-est de la Turquie à majorité kurde, est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne. Il a multiplié ses opérations dans la zone depuis juin 2004, date à laquelle il a mis fin à un cessez-le-feu unilatéral de cinq ans

Le sud-est anatolien a connu plusieurs jours de graves émeutes au début du mois après l'enterrement de rebelles abattus par l'armée

Douze personnes ont trouvé la mort dans la région au cours de ces heurts et trois ont péri dans une attaque au cocktail Molotov menée par des sympathisants du PKK à Istanbul (nord-ouest)

# Syria's ruling party solidifies its power

By Michael Slackman

**DAMASCUS:** Just months ago, under intense international pressure to ease its stranglehold on neighboring Lebanon, the Syrian government was talking about diluting the ruling Baath party's grip on power at home and opening the way for a multiparty system.

Things have moved in the opposite direction.

Syrian officials are aggressively silencing domestic political opposition while accommodating religious conservatives to shore up support across the country.

The security forces have detained human rights workers and opposition leaders, and in some cases their families.

They have barred travel abroad for political conferences and shut down a human rights center financed by the European Union.

And the government has delivered a stern message to the national media, demanding that it promote — not challenge — the official agenda.

The leadership's aggressive actions reflect a sense of confidence spawned by seismic shifts in the region in recent months, especially the Hamas victory in Palestinian elections, political paralysis in Lebanon and the intense difficulties facing the United States in trying to stabilize Iraq and derail Iran's drive toward nuclear power.

The detentions, press crackdowns, restrictions on travel and the overall effort to crush dissent also are a response to a fragile domestic political climate and concern over a growing opposition movement abroad.

"I may not be keen on early morning arrests, but this regime was being threatened," Deputy Prime Minister Abdullah Dardari, a London-educated technocrat charged with steering Syria's economic overhaul, said in an interview. "The survival of this regime and the stability of this country were threatened out loud and openly. There were invitations for foreign armies to come and invade Syria. So you could expect sometimes an overreaction, or a reaction, to something that is really happening."

On Tuesday, Amnesty International issued a statement that condemned the Syrian crackdown and called on Damascus to release "all of those arrested due to their beliefs."

The government has also sought to fortify its position with a nod to a reality sweeping many nations: A surge in people's religious identification and a growing desire to empower religious political movements, such as Hamas and the Muslim Brotherhood. The Brotherhood recently won 88 seats in the Egyptian Parliament, despite often-violent government efforts to block its supporters from voting.



Hussein al-Odat, an opposition leader, on Tuesday. He said he was detained last week for two hours: "They wanted to relay a message."

The Syrian government has gone further to accommodate religious conservatives than in the past, officials and religious scholars said. It has appointed a sheik — not a secular Baathist — to head the Ministry of Religious Affairs; has allowed, for the first time, religious activities to take place in the stadium at Damascus University; and has permitted a speech emphasizing religious practices and identity to be given to a military audience.

President Bashar al-Assad also has inserted references to religious identity and culture into his recent speeches.

Most striking was the government's decision to reverse itself a month after trying to limit activities at mosques. The Ministry of Religious Affairs had effectively closed mosques to all activities but prayer.

"Before, religion for the regime was like a ball of fire. Now they deal with it like it could be a ball of light," said Abdul Qader al-Kittani, a professor of Islamic studies at Fattah Islamic University here.

He added: "Two factors pushed the regime toward this direction. The first is the beat of the street. The second is external pressures on the regime."

The United Nation's Security Council suggested in a report a few months ago that the state security apparatus was behind the February 2005 assassination of Rafik Hariri, the former Lebanese prime minister, and that the Syrians had defied the Security Council by refusing to cooperate with its investigation.

But the pressure on Syria has eased and detentions have been stacking up since January, asserted human rights organizations and people who said they were arrested.

Ammar Qurabi, former spokesman for the Arab Organization for Human

Rights-Syria, was held in Damascus for four days after returning from political conferences in Washington and Paris. Samir Nashar, a businessman and opposition leader, was detained in Aleppo for three days after returning from conferences abroad.

The security forces' aim was to deliver a message, some of those arrested said: The government will not tolerate any contact between internal opposition figures and a growing opposition movement abroad, a movement that is being encouraged by a former vice president, Abdel Halim Khaddam, who recently forged an alliance with the outlawed Muslim Brotherhood.

Hussein al-Odat, an opposition leader in Damascus who said he was detained last week for two hours, said: "This time they wanted to relay a message or a warning: the Muslim Brotherhood, Khaddam and street protests are prohibited. They said it is clear and we will not be merciful."

Ibrahim Hamidi, the Damascus bureau chief for the pan-Arab newspaper Al Hayat, said the government was cracking down because of the changing regional situation. "Now they believe they can get away with it," he said.

Ayman Abdul Nour, a Baath Party member who has promoted changing the party from the inside, said he has become so disillusioned he planned to move his business — a pro-reform Web site — from Damascus to the United Arab Emirates.

He said he had been told that the party planned to expel many members under the pretext of failing to pay dues or failing to participate. In so doing, he said, the party would purge all those with reform agendas.

"They say they have a fixed time period to crack down and finish off the opposition," Abdel Nour said.

Analysts at Human Rights Watch

April 5, 2006

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

and several Syrian-based rights groups said that at least 30 people involved in politics or human rights work had been arrested since January, and that several of them have not been heard from since.

Human rights leaders in Damascus asserted that the numbers were probably higher because most families were too afraid to report the arrests to their organizations.

The novelist Sami al-Abbas and the poet Farouk Hamad were arrested on Monday for meeting with opposition leaders, said Razan Zaytouneh of the

Syrian Human Rights Information Link, a local organization.

"In these last couple of months, people are much more afraid than before," Zaytouneh said. "The court officials are telling the families of the prisoners to be silent and not talk to activists because that will have very bad consequences for the prisoner."

But Muhammad al-Habash, a member of Parliament and general manager of the Islamic Studies Center in Damascus, said that despite the restrictions, Syria is a far more relaxed place than it was five years ago, when, he said, he

would not even have been allowed to meet with a foreign reporter.

He praised the government's recent accommodations to religion saying, "They realize we need Islamic power, especially at this time," and endorsed the ban on travel to political conferences abroad.

"It is not a suitable time to allow people to travel abroad to participate in opposition conferences," he said. "We have to be real."

The New York Times

## TURQUIE

# Faudra-t-il se séparer des Kurdes pour accéder à l'UE ?

Le regain des émeutes kurdes en Turquie prouve que cette question demeure plus difficile à régler que les revendications catalanes ou corses, estime Vatan.

VATAN  
Istanbul

**L**ors d'une visite aux Etats-Unis, voici quelques mois, j'ai participé à des réunions avec certains think tanks. L'objet des discussions était généralement l'Irak, l'Irak et la Turquie. On y parlait des conséquences de la guerre, de la nouvelle Constitution irakienne et de la question de savoir si les Etats-Unis souhaiteraient l'éclatement de l'Irak. Les spécialistes américains affirmaient en général que Washington n'avait absolument aucune intention de diviser ce pays. L'un des participants a coupé court au débat en disant : "Arrêtez de vous soucier de l'intégrité territoriale de l'Irak. En réalité, ce pays est déjà divisé ! Vous [les Turcs] feriez mieux de vous préoccuper maintenant de votre Sud-Est [région à majorité kurde]. Essayez d'imaginer quelles seront les répercussions de l'autonomie du Kurdistan irakien dans votre pays."

Des réflexions similaires viennent aussi, ces derniers jours, du côté de Bruxelles. Certaines voix font savoir que "si la Turquie se séparait de son Sud-Est, elle entrerait plus facilement dans l'Union européenne". Il y en a même qui affirment : "Ce que vous devez faire, désormais, c'est effectuer une séparation pacifique, à la manière de ce qu'a fait la Tchécoslovaquie." D'autres encore nous conseillent d'appliquer le modèle du pays de Galles, ou de prendre exemple sur l'Espagne avec la région catalane... Vous me demanderez si tout le monde dans l'UE pense ainsi. Bien sûr que non. De nombreux hommes politiques ou dirigeants savent qu'il ne serait pas

juste de poser à la Turquie ce genre de conditions, et ils sont conscients que, de toute façon, ce genre de recommandations irréalistes ne seraient pas suivies.

Vous pouvez également me demander si c'est la première fois que j'entends de tels propos en Occident. Bien sûr que non ! En Turquie, à part une minorité heureuse qui fait l'autruche en prétendant qu'il ne s'agit que des fantasmes de nationalistes affligés du "syndrome de Sèvres" (traité qui, à la fin de la Première Guerre mondiale, entérina le démembrement de l'Empire ottoman), bien des gens ont déjà dû entendre de semblables suggestions de la part d'Occidentaux. Ce qui est nouveau, aujourd'hui, comme en témoignent certaines images montrant la célébration du Nevruz (fête kurde du Printemps), c'est que certains acteurs politiques de Turquie semblent avoir adopté cette vision des choses. Pendant la célébration de cette fête, on a pu voir des gens brandir la photo du plus grand terroriste du pays, Abdullah Öcalan [le leader du parti indépendantiste kurde PKK, emprisonné depuis 1999], et manifester avec, en guise de banderole, la carte du Kurdistan. On a y vu, aussi, des politiciens kurdes s'incliner pour faire le baisemain à des gens dont la seule qualité était d'être apparentés à Öcalan. On y a entendu des discours politiques visant à élever celui-ci au rang de "leader suprême", applaudis par des femmes. On a vu des enfants de 5 à 10 ans lancer des pierres aux forces de l'ordre... Il est évident que les vues exprimées à haute voix par certains spécialistes américains et par

certaines personnalités au sein des institutions de l'UE trouvent un écho favorable chez certains politiciens de Turquie. Et les événements du dernier Nevruz ont démontré qu'une partie de la population soutient ces vues et considère qu'Öcalan et ses actions terroristes font partie d'une guerre d'indépendance.

Nous, de notre côté, ne cessons de répéter que la nation turque n'est pas composée de gens appartenant à une seule race, à une seule ethnie ou à une seule religion particulière, mais qu'elle comprend tous ceux partageant un héritage commun, fait de joies et de peines. Il serait toutefois difficile d'affirmer que ce message est entendu par bon nombre de citoyens d'origine kurde, notamment par les très jeunes, dont beaucoup sont privés d'éducation et de perspectives d'avenir, ainsi que chez les femmes, illettrées, démunies, soumises à diverses oppressions. Tous ceux-là, qui n'ont même pas la perspective de perdre leurs chaînes, prêtent plus volontiers l'oreille à un autre discours concocté par des politiciens déchus dont tout le capital consiste à vénérer le PKK et exacerber le nationalisme ethnique. Dans leur rêve de se séparer de la Turquie avec le soutien américain, ils n'hésitent pas à manipuler les foules les plus défavorisées. Peu importe, pour ces marchands de sable, que les thèses juridiques ou les formules constitutionnelles qu'ils ont esquissées ne correspondent ni aux réalités historiques, ni à la situation du pays de Galles, de la Catalogne ou de la Corse qu'ils avancent en exemple.

Suireyi Salim

# Clashes Steer Kurds and Turkey Back on a Rocky Path

By IAN FISHER

DIYARBAKIR, Turkey, April 5 — Violent clashes between Kurds and security forces in Turkey over the past week have jolted memories here back to an old conflict that remains a dangerous barrier on the nation's path toward greater prosperity and democracy.

After a decade of calm, at least 15 people have been killed in protests in recent days, most in the guerrilla battleground of the Kurdish southeast, but some in cosmopolitan Istanbul. Among the dead were a 6-year-old boy and a 78-year-old man, Halit Sogut, whose relatives asked on Tuesday how such violence was still possible in a nation that considered its rightful place to be as a member of the European Union.

"In France, a million and seven hundred thousand people were in the streets," said a nephew, Devrim, 25, referring to the mass protests in France over employment contracts. "And no one got a nosebleed." He predicted that the protests here would continue until Turkey finally granted full rights to its Kurdish minority.

A guerrilla insurgency in southern Turkey over Kurdish rights killed more than 30,000 people during the 1980's. After years of relative peace, Kurds seem conflicted over whether they should return to the use of violence if continued pressure by the European Union over the prospect of Turkey's membership might bring change more peacefully.

The roots of the current protests are complicated, primed slowly by low-level incidents in the past two years after the Kurdistan Workers' Party called off a unilateral ceasefire that began in 1999. Then, last week, on Tuesday, funerals here for 14 members of the party killed in combat with Turkish soldiers the previous weekend swelled into large protests, and last Wednesday they turned violent.

"I neither want state terror, nor terror of any kind," said one of Mr. Sogut's relatives, who would not give his full name because he is a public employee, and talking politics could cause him trouble. "More than 30,000 people died. This is enough. There should be a solution."

His comments seemed to reflect a quiet questioning among many Kurds of the relevance and tactics of the Kurdistan Workers' Party, considered a terrorist group by the United States and the European Union. Some experts see the current protests as a way for the group to try to create a role for itself as political and economic changes continue in Turkey, including some concessions to Kurds.

In recent years, and largely under European pressure, the government lifted emergency rule in the southeast, began compensating Kurds for losses when Turkish troops razed villages and granted other cultural rights to the Kurds.

Many Kurds here complain, however, that this has not been enough,



The New York Times

Funerals for Kurdish rebels last week led to protests in Diyarbakir.

considering the low wages, high unemployment and lack of foreign investment in the southeast. The Kurds' frustration exploded in the protests that began here last week.

"So many promises were made and not fulfilled," said Cihan Sincar, the mayor of Kiziltepe, near the Syrian border, where two protesters were killed over the weekend.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has at least acknowledged the problems Kurds face, something that past prime ministers have been reluctant to do. In confronting the current crisis, his government's approach has been to offer hope to Kurds not eager for a resumption of the rebel group's violence.

"While they try to capitalize on hatred and enmity, we will build more roads, more hospitals, more schools and more workplaces" in Kurdish areas, Mr. Erdogan told the Parliament on Tuesday. "We will bring more freedoms, more democracy, more welfare, more rights and justice."

But a more immediate test seems to be whether the government will also engage in heavy-handed tactics against the Kurdistan Workers' Party that could endanger the nation's desire to join the European Union and return Turkey to the violence of a decade ago.

On Tuesday, the foreign minister, Abdullah Gul, talked about "a thin line" in the struggle against terrorism and the need to preserve democracy, even as he pledged to show no mercy for the rebel group.

At a minimum, there is a sense here that the gains made by Kurds in recent years may have been reversed in a few short days. "Since 1994, we haven't seen anything like this," said Tacettin Bahadiroglu, 32, the owner of a jewelry store in Kiziltepe, as tense, blue-bereted Turk-

APRIL 6, 2006 The New York Times



Photographs by Yoray Liberman for The New York Times

The graves of some of the Kurdish protesters killed recently in clashes with the police in Diyarbakir, Turkey.

ish soldiers in armored personnel carriers set up in front of the regional governor's office on Monday. "It has pushed us 12 years behind."

As the protests turned violent, shopkeepers rolled down the shutters of their shops at the urging of a Kurdish satellite station, and gangs of youths began to clash with soldiers. Three people were killed, including Mr. Sogut, whose own family could not agree if he had been a bystander or had joined in the protests.

In the following days, the protests spread to the city of Batman to the southeast, where one person was killed, and to Kiziltepe, home to tens

of thousand of Kurds displaced by the fighting a decade ago, where two others died. On Sunday, the protests ignited in Istanbul, where protesters hurled homemade firebombs at a bus, and three people were killed, apparently crushed by the bus.

By early this week, at least 9 people, and possibly 10, were dead in Diyarbakir. More than 500 people have been detained.

On Wednesday officials said five soldiers had been killed, two by a land mine while they were on patrol in the Kurdish region and three in an ambush, Agence France-Presse reported. The report said that a police

officer was killed late Tuesday when rebels opened fire on a police station.

The violence has left a wake of anger and bafflement that Kurds said would not be quickly healed.

"What is going to be our future?" asked a 27-year-old man who would give only his first name, Tolga, because he took part in the protest. He was among the mourners in Kiziltepe for Mehmet Siddik Onder, who was shot during the demonstration.

"He was only 22 years old," Tolga said. "He was just back from his military service. Where are we going?"

The regional administrator, Fecri Fikret Celik, who represents the Turkish government in Kiziltepe, said the state had not done enough for Kurds but was genuinely trying, with new roads, four new schools under construction and better services at hospitals.

He blamed the rebel group, which he contended had organized the protests for its own reasons. "What could have been the reason to provoke people?" he said.

Sezgin Tanrikulu, a human rights lawyer in Diyarbakir, said he believed that only bold action by both sides could head off more violence, though he said such steps were unlikely soon. The rebels should give up their arms, he said, and the government should develop a more aggressive plan to improve Kurds' lives. "This is not a random or one-time event," he said. "If we fail to see the graveness of the problem, we will see worse times in the future."



Turkish soldiers responded to recent Kurdish demonstrations in Kiziltepe, home to tens of thousands of Kurds displaced in the past decade.

## Two in Turkish Security Forces Are Killed After Guerrilla Assault

ISTANBUL, April 8 (Reuters) — A mine killed two members of Turkey's security forces on Saturday after soldiers killed six guerrillas fighting for Kurdish autonomy, officials said, in a further escalation of the conflict.

The car's driver and a police lieutenant colonel were killed when their car drove over the remote-controlled mine in the mainly Kurdish southeast, security officials said. A provincial commander of Turkey's paramilitary police force and a sergeant were wounded.

Security forces responded to the attack with a fresh operation against the guerrillas, army officials said.

On Friday, security forces killed six members of the Kurdistan Workers Party, known as the P.K.K., in a helicopter-backed operation in Sirnak, a mountainous province near the border with Iraq.

The operation and Saturday's at-

tack followed an escalation of bombings in Turkey — some claimed by a group with links to the P.K.K. — and the worst civil unrest in the mainly Kurdish southeast for more than a decade.

Concern is growing that violence is escalating toward levels seen in the 1990's, the peak of the rebels' campaign for a Kurdish homeland that began in 1984 and has claimed more than 30,000 lives.

A suicide bomber blew herself up near a mosque in the northern coastal city of Ordu on Friday, although there was no claim of responsibility, while three people were wounded in a bomb attack in Diyarbakir, a southeastern city, security officials said.

The state-run news agency Anadolu said earlier on Saturday that the suspected perpetrator of a minibus bombing at the tourist resort town of Kusadasi in July had been caught as he was preparing another attack. At

the time, newspapers said the Kurdistan Liberation Hawks, a group formed by former P.K.K. guerrillas that has claimed recent attacks in Istanbul, took responsibility for the bombing.

The bomber had fled to Iraq after the attack, which killed five people, but returned to take explosives to militants in Istanbul, the agency reported.

This week, the Kurdistan Liberation Hawks claimed responsibility for an attack on the governing Turkish party's headquarters in Istanbul, its second bombing in the city in a week.

The New York Times

April 8 2006

IRAN ARMEMENTS

## Téhéran teste de nouveaux missiles dans la zone du détroit d'Ormuz

LE CHOIX du lieu et du moment ne doit rien au hasard : en organisant, la semaine dernière, des manœuvres navales dans la région du détroit d'Ormuz, passage stratégique par où transite près de 20 % de la production mondiale de pétrole, Téhéran a lancé un message de défi à la communauté internationale au moment où celle-ci se mobilise contre son programme nucléaire militaire. Les responsables militaires iraniens ont exhibé plusieurs systèmes d'armes apparemment inédits, avec la volonté de souligner que l'Iran a les moyens de se défendre contre une éventuelle intervention militaire.

L'Iran a affirmé disposer d'un nouveau missile sol-sol baptisé « Fajr-3 », « indétectable par les radars, doté de capacités furtives et de têtes multiples ». Or, outre que ce sont là des caractéristiques avancées par l'Iran dans le passé à propos des missiles BM-25 achetés à la Corée du Nord, « Fajr » est le nom d'une roquette qui existe dans l'arsenal iranien, sous deux versions de 45 et 75 kilomètres de portée. Il paraît d'autant plus curieux que ce nouveau missile porte le même nom, que les vidéos d'un tir d'essai montrent un engin qui ressemble étrangement au missile balistique iranien Shahab-3 M, dont la portée est d'environ 1 400 kilomètres.

Il semble, d'autre part, peu probable

que l'Iran maîtrise la technologie de missiles pouvant atteindre plusieurs cibles simultanément, ce qui est le cas des ogives MIRV (*multiple independently targeted re-entry vehicles*) généralement montés sur des engins balistiques intercontinentaux. « *Même les Chinois, remarque Bruno Gruselle, expert à la Fondation de la recherche stratégique (FRS), qui travaillent sur le sujet depuis longtemps, n'ont pas déployé de MIRV. Alors, dans le cas, de l'Iran, c'est de la science-fiction !* »

Les affirmations iraniennes s'agissant de la mise au point d'un « missile sous-marin » invulnérable, indétectable au sonar et capable d'une vitesse de 100 mètres/seconde semblent plus crédibles. Tout laisse croire en effet qu'il s'agit de la torpille VA-111 de fabrication russe,

dont le nom de code est « *Shkval* » (« *rafale* »). Il s'agit d'une torpille sans équivalent dans les armées occidentales, capable d'atteindre une vitesse sous-marine de 360 kilomètres/heure, soit trois ou quatre fois supérieure à celle de la majorité des torpilles, grâce à un procédé unique : l'engin s'enrobe lui-même d'une enveloppe de gaz (cavitation) qui lui évite tout contact et freinage à cause de l'eau, d'où sa vitesse. Les Russes ont vendu, via le Kirghizstan, une quarantaine de VA-111 à la Chine, qui a pu les rétrocéder à l'Iran. Téhéran a commandé et reçu, de 1992 à

1996, trois sous-marins russes de type Kilo pouvant utiliser ce type de torpilles, lesquelles pourraient constituer une réelle menace pour les navires croisant dans l'océan Indien et le détroit d'Ormuz.

### Mini-satellite d'observation

La presse américaine s'est, d'autre part, livrée à un amalgame hâtif entre le programme spatial iranien et les capacités de missiles balistiques. L'Iran, rappelle Xavier Pasco, de la FRS, poursuit depuis plusieurs années un programme visant à mettre en orbite des petits satellites d'observation et de télécommunications. Le 27 octobre 2005, Téhéran a utilisé les services d'un lanceur russe, Cosmos, pour placer sur orbite un mini-satellite d'observation d'environ 160 kilos, officiellement destiné à surveiller l'évolution climatique, mais probablement configuré pour une utilisation plus stratégique.

Suivant l'exemple de la Russie, qui maîtrise cette technologie, l'Iran étudie, d'autre part, la possibilité de reconverter des missiles balistiques en lanceurs spatiaux. D'où l'idée, très théorique, évoquée par certains journaux d'outre-Atlantique, consistant à envisager que l'Iran pourrait se servir de son programme spatial pour mettre au point des missiles balistiques dotés de têtes nucléaires. ■

LAURENT ZECCHINI

LE FIGARO 10 avril 2006

## Washington préparerait une attaque contre l'Iran

■ « *La Maison-Blanche croit que le seul moyen de régler le problème est de changer la structure du pouvoir en Iran, et cela signifie la guerre* », aurait déclaré un conseiller du Pentagone à Seymour Hersh, vétéran du journalisme d'investigation. Dans un article du *New Yorker* à paraître le 17 avril, Hersh, citant un ancien haut responsable de la Défense, affirme

que les militaires américains envisagent, en cas d'échec des solutions diplomatiques, des frappes militaires contre l'Iran afin de forcer Téhéran à abandonner son programme nucléaire. Une arme nucléaire tactique « *perceuse de bunker* » pourrait même être utilisée contre la principale usine d'enrichissement d'uranium, à Natanz. Hersh affirme aussi que le gouver-

nement américain a intensifié ses activités clandestines en Iran.

Selon le conseiller du Pentagone cité dans l'article, des officiers supérieurs et de hauts responsables envisageraient de démissionner si ce projet était mené à bien.

La Maison-Blanche a réaffirmé, sans pour autant démentir ces allégations, qu'elle privilégiait

une solution diplomatique à la crise nucléaire en Iran. La réaction iranienne à ces révélations ne s'est pas fait attendre : « *Nous sommes prêts à faire face à n'importe quel scénario. Les menaces ne nous font pas peur* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, dénonçant la « *guerre psychologique* » que livrent les États-Unis à la République islamique.

LE FIGARO vendredi 7 avril 2006

# Trois ans après, l'Irak se fragmente

**GOLFE**

Le 9 avril 2003, l'armée américaine entrait dans Bagdad. Aujourd'hui, le pays est au bord de la guerre civile.

Au moins 13 personnes ont été tuées et plusieurs dizaines ont été blessées dans un attentat à la voiture piégée perpétré hier dans la ville chiite de Nadjaf, dans le centre de l'Irak. L'attaque a eu lieu près du mausolée de l'imam Ali, l'un des principaux lieux saints des chiites, qui n'a pas été endommagé. En février, la destruction à l'aide d'explosifs d'un autre lieu saint chiite, à Samarra au nord de Bagdad, avait déclenché une vague de représailles contre des sunnites, qui avait fait plusieurs centaines de morts.

DEMANDEZ à un habitant de Bagdad s'il est chiite ou sunnite, il vous répondra fièrement : « *Je suis irakien !* » Mais depuis le 22 février 2006 et l'attentat contre la mosquée de Samarra, le mythe de la grande famille irakienne s'est volatilisé. Trois ans après la chute de Bagdad aux mains de l'armée américaine, le 9 avril 2003, la mosaïque culturelle et religieuse mésopotamienne se fragmente. Au centre et au sud, le conflit entre la minorité sunnite et la majorité chiite a atteint des proportions telles que les politiciens irakiens parlent ouvertement de « *guerre civile* ». Au nord, la communauté kurde, semi-indépendante depuis le soulèvement de 1991, renforce, jour après jour, son autonomie. Trois populations distinctes revendiquent leur identité dans le chaos de l'après-Saddam, avec des convictions politiques, culturelles et religieuses différentes.

Depuis le renversement du régime, en avril 2003, assassinats

et vengeances calculées étaient fréquents. Aujourd'hui, la violence a passé un nouveau seuil. D'un côté, les insurgés sunnites, après avoir visé les forces d'occupation, s'attaquent délibérément à la communauté chiite : mosquées, pèlerins, jeunes recrues chiites de l'armée ou de la police constituent autant de cibles. De l'autre, un phénomène prend des proportions alarmantes : l'arrestation – souvent après le couvre-feu – puis le massacre de sunnites par des hommes en uniforme militaire se présentant comme des agents de sécurité du gouvernement à majorité chiite.

Depuis des siècles, sunnites et chiites ont, dans l'ensemble, coexisté de manière pacifique. Les mariages mixtes sont d'ailleurs monnaie courante en Irak. Mais aujourd'hui, dans une ambiance de psychose, un système d'auto-ségrégation s'instaure. Dans certaines écoles, les petits sunnites et chiites s'assoient sur des bancs différents. Les villes à dominante chiite se vident de leurs minorités sunnites et réciproquement.

## Chape idéologique

D'après des chiffres officiels transmis par le gouvernement irakien, plus de 30 000 personnes, toutes confessions confondues, auraient fui leur domicile depuis l'attentat de Samarra. Pour faire face à la crise, le gouvernement vient, pour la première fois, d'allouer l'équivalent de 280 000 euros à l'aide à la relocalisation des familles déplacées. La minorité chrétienne n'est pas épargnée. De nombreuses familles ont quitté le centre et le sud du pays pour se réfugier au nord, plus tranquille.

Pour le politologue Namidh Wadhmi, l'effondrement du nationalisme arabe laïc exacerbé par Saddam a fait le lit des mouvements religieux « *Que ce soit*

*du côté chiite ou du côté sunnite, ce sont aujourd'hui systématiquement les extrémistes qui s'expriment. Ils viennent remplir le vide laissé par la crise identitaire nationaliste* », dit-il. Pendant des décennies, Saddam avait recouvert l'Irak d'une chape idéologique uniforme. Partout, une seule référence iconographique : la photo du raïs. Au nom de sa politique d'arabisation, il fit assassiner des milliers de Kurdes. Il s'attaqua aux chiites parce qu'ils étaient, à ses yeux, manipulés par l'Iran. Privée de satellite et d'Internet, la population irakienne fut gavée de propagande baasiste.

L'euphorie des premières semaines qui suivirent la chute de Bagdad céda la place à des réactions identitaires. Au nord, les Kurdes, pantalons bouffants pour les hommes, robes colorées pour les femmes, transformèrent les rues en pistes de danse folklorique.

Au sud, les chiites, vêtus de chemises noires et brandissant les portraits de leurs imams, descendirent dans les rues pour se frapper la poitrine, selon un rituel religieux interdit sous Saddam. Les portraits de l'ayatollah Sistani, d'Abdelaziz al-Hakim ou de Moadada Sadr vinrent se substituer aux peintures géantes de Saddam. Au centre du pays, la minorité sunnite, attachée à un pouvoir central, contempla l'effritement d'un Irak qui lui avait donné le beau rôle. Par désespoir de cause, certains sunnites ga-

gnèrent les rangs de la guérilla menée, en partie, par Zarqoui. L'été dernier, le terroriste d'origine jordanienne lança un appel à une « *guerre totale* » contre les chiites. Très vite, les différentes composantes de la mosaïque se réorganisèrent. A chaque clan, sa milice, ses slogans, ses valeurs idéologiques.

Selon certains observateurs, l'origine des tensions remonte, en fait, à 1920, à l'époque de la création de l'Irak. Pendant des années, les colons britanniques soutinrent la monarchie arabe sunnite. Après avoir appelé au djihad et tenté une insurrection, les chiites furent rapidement réprimés. Leur condition de « *citoyens de seconde zone* » ne fit que se renforcer avec la prise du

## Les principales violences intercommunautaires

- **2 mars 2004** : plus de 170 morts lors d'attentats anti-chiites dans la ville sainte de Kerbala (centre) et dans une mosquée de Bagdad.
- **28 fév 2005** : 118 morts à Hilla (centre), attentat revendiqué par le groupe de l'islamiste jordanien Abou Moussab al-Zarqoui.
- **14 septembre** : au moins 128 morts dans des attentats à Bagdad revendiqués par al-Qaïda. Zarqoui proclame la « *guerre totale* » contre les chiites.
- **29 septembre** : triple attentat dans la ville chiite de Balad (nord de Bagdad), revendiqué par Zarqoui : 99 morts.
- **18 novembre** : attentats suicides contre deux mosquées chiites à Khaneqin (nord-est) : 78 morts.
- **5 janvier 2006** : série d'attentats (120 morts), dont un à Kerbala près du mausolée chiite de l'imam Hussein (44 morts), et un autre à Ramadi contre un centre de recrutement de la police (67 morts).
- **22 février** : le dynamitage d'un mausolée chiite à Samarra entraîne des violences intercommunautaires qui feront plusieurs centaines de morts.
- **12 mars** : 62 morts en Irak, dont 46 dans six attentats au véhicule piégé dans le quartier chiite de Sadr City à Bagdad.

(AFP)

pouvoir par le Baas. Pour le sociologue irakien Munqith Daghir, les tensions confessionnelles ont trouvé, plus récemment, leurs racines dans ce fameux quota ethnique et religieux, créé sous Paul Bremer, l'ancien proconsul américain, quand furent désignés, à l'été 2003, les membres du Conseil de gouvernement intérimaire, juste après la chute de Bagdad. « *Les Américains ont provoqué la crise* », accuse-t-il. Plus tard, la rédaction de la Constitution, puis les législatives de décembre 2005 n'ont fait que renforcer les divisions politiques entre les communautés, qui peinent toujours à s'entendre sur un « *gouvernement d'union nationale* ».

DELPHINE MINOUI

IRAK NOUVELLE JOURNÉE DE VIOLENCES

Le Monde  
Samedi 8 avril 2006

# 79 morts et 164 blessés dans un triple attentat-suicide antichiite à Bagdad

« J'AI VU une femme habillée en noir se faire exploser devant la principale entrée de la mosquée au moment où les fidèles quittaient la salle de prière, et puis l'endroit se transformer en mare de sang. » C'est en ces termes qu'un photographe collaborant avec l'Agence France-Presse (AFP) a décrit la scène de l'attentat commis, vendredi 7 avril, par trois kamikazes dans la mosquée Bouratha, au nord de Bagdad dont le bilan provisoire est de 79 morts et 164 blessés. Il était un peu plus de 14 heures.

Après la première déflagration, « une autre explosion a suivi dans la principale salle de prières pendant que les fidèles accouraient pour porter secours à d'autres », a raconté ce témoin. « Puis c'est la panique. Les gens courent dans toutes les directions, tentent d'évacuer les morts et les blessés vers les hôpitaux les plus proches. Des femmes cherchent leurs enfants au milieu des flaques de sang, les blessés hurlent de douleur. La peur saisit la foule, qui craint d'autres explosions. Mais beaucoup n'hésitent pas à porter secours aux blessés, qu'ils chargent dans des camionnettes, des ambulances et même des brouettes. La police, submergée, tente d'ouvrir la voie aux ambulances. »

### « Conflit communautaire »

L'imam de la mosquée, cheikh Jaledine Al-Saghir, a déclaré sur la chaîne de télévision Al-Arabiya qu'une femme ou un homme déguisé en femme a réussi à se faufiler jusqu'au poste de sécurité de

l'entrée réservée aux femmes et s'est fait exploser. Ce qui a provoqué la panique et permis aux deux autres kamikazes de pénétrer dans les lieux et de détoner, à leur tour, leur ceinture d'explosifs. « L'un s'est dirigé vers mon bureau et l'autre vers la principale salle de prière », a expliqué ce responsable du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), le principal parti chiïte.

Cet imam n'a pas hésité à faire porter la responsabilité de l'attaque au Comité des oulémas, la principale organisation de religieux sunnites, et notamment sur le représentant politique de cette communauté, Adnane Al-Doulaïmi. Selon le cheikh

Al-Saghir, des publications liées au Comité des oulémas avaient affirmé que sa mosquée était un « centre de détention et qu'il y avait même des fosses communes de sunnites ». Il a également accusé des prêcheurs sunnites d'avoir tenu des propos enflammés contre ce lieu de prière. « C'est ce qui a justifié l'acte des criminels contre les fidèles lors de la prière du vendredi », a-t-il dit. Mais les chiïtes ne vont pas se laisser entraîner dans un conflit confessionnel », a-t-il assuré.

Estimant que les attaques antichiïtes faisaient partie d'un « complot contre l'unité de l'Irak », le Comité des oulémas a pour sa part appelé les Irakiens à « une réaction historique contre l'occupation et ceux qui en profitent ».

Au cours de ce triple attentat, un journaliste irakien a été tué et le présentateur de la chaîne publique Irakia ainsi qu'un photographe de l'AFP ont été blessés. Il s'agit de la deuxième attaque antichiïte en 24 heures. Dix Irakiens avaient été tués et 42 autres blessés dans un attentat, jeudi, dans la ville sainte de Nadjaf. « Ils sont en train de perpétrer un génocide contre les adeptes de la maison du Prophète (les chiïtes) », a dénoncé le chef du CSRII, Abdel Aziz Hakim.

Le président Jalal Talabani a quant à lui dénoncé une « tentative pour entraver le processus politique, provoquer un conflit communautaire et faire plonger le pays dans la guerre civile ». Ces attaques

démontrent « clairement qu'il y a des forces en Irak qui sont déterminées à attiser la violence inter-religieuse », a déclaré le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Lors d'autres attentats, quatre Irakiens ont été tués. L'armée américaine a annoncé la mort de quatre de ses soldats, jeudi et vendredi, ce qui porte à 2 448 le nombre des GI tués en Irak.

Ce nouvel attentat meurtrier ainsi que les dizaines de cadavres retrouvés chaque jour dans les rues de Bagdad atteste du chaos dans lequel l'Irak plonge de plus en plus alors que les partis politiques sont incapables de s'entendre pour former un gouvernement depuis les élections du 15 décembre 2005. - (AFP, Reuters.) ■



### IRAK Un millier de corps découverts dans des fosses communes

BAGDAD. Huit fosses communes renfermant les restes d'environ 1 000 corps ont été découvertes à Kirkouk, a annoncé, jeudi 6 avril, le bureau de presse de l'Union patriotique kurde (UPK) du président irakien, Jalal Talabani. Les corps seraient ceux de Kurdes, mais aussi de chrétiens et de Turcomans, ainsi que de chiïtes tués lors de la répression menée, à partir de 1991, par le régime de Saddam Hussein. - (AFP.)

Des policiers irakiens évacuent les corps des victimes après le triple attentat qui a frappé la mosquée Bouratha, au nord de Bagdad. Ces attentats-suicides sont les plus meurtriers commis depuis novembre 2005 contre la communauté chiïte. AHMAD ROUBAYE/AFP

## Marche turque dans les rues de Lyon

Prétextant une marche de protestation contre le projet d'un mémorial dédié au génocide et sous couvert de slogans pseudo pacifistes, 3000 Turcs ont déversé leur propagande négationniste à grands renforts de moyens. Leurs slogans : *"Nous sommes fiers de notre passé"*.

Contre toute attente, et en dépit des tentatives des associations arméniennes montées au créneau pour faire interdire la manifestation d'une vingtaine d'associations turques contre la construction du mémorial lyonnais du Génocide, 3000 manifestants turcs ont bel et bien battu le pavé de la ville, le 18 mars dernier, scandant un discours clairement négationniste. Plongeant la communauté arménienne dans la consternation et la colère, et faisant réagir vivement les étudiants anti-CPE à la sortie de leur défilé du matin improvisant une contre-manifestation courageuse (voir encart). Dès 13 heures, rue de la Barre, les premiers manifestants turcs tirent des cartons des blousons jaunes flambants neufs du service de sécurité pour aller s'installer Place Bellecour au cœur de la ville. Arrivés par bus, de l'Isère, de la Drôme et de toute la région Rhône-Alpes ainsi que de l'étranger, ils rejoignent leurs compatriotes franco-turcs et se font acclamer comme des stars

### Surréaliste

Au pied de la statue de Louis XIV, un manifestant turc âgé brandit sans retenue deux pancartes sur lesquelles on peut lire : *"Il n'y a pas eu de génocide arménien"*. *"Nos ancêtres ne sont pas des bourreaux mais des victimes !"* Elles vont être immédiatement retirées par les services de police, avec lesquels les organisateurs avaient convenu via la préfecture qu'aucun slogan à caractère négationniste ne serait utilisé. Des milliers de drapeaux rouges portant l'effigie du croissant turc flottent au vent, produisant un effet saisissant et surréaliste. Les pancartes exhibées en début d'après-midi, affi-



Photo Michael Jimenez

chent des propos plus modérés, soit recadrés sur le mémorial (*"Non au Mémorial"*), soit pseudo pacifistes *"N'alimentons pas la haine et la rancune, non aux monuments d'hostilité, oui aux monuments de paix !"* Mais le signe des Loups Grns, bien visible, poing levé, ne laisse aucun doute sur la tendance profasciste de la manifestation. Les 300 CRS et policiers en civils visiblement débordés et inquiets, concentrent toute leur attention sur un cordon de sécurité séparant les Turcs et les contre-manifestants outrés, hurlant au négationnisme et au devoir de mémoire, réchauffant le cœur des quelques Arméniens présents.

Alors que des propos violents et des insultes venus

des Turcs envers les contre-manifestants se succèdent, les pancartes négationnistes réapparaissent subrepticement dans les mains des manifestants, poussant les policiers à menacer de suspendre le rassemblement.

Lorsque le cortège s'engage enfin dans les rues pour rejoindre les Terreaux, les manifestants anti-CPE tentent d'empêcher son déploiement et sont violemment pris à partie par la police. Sous couvert de solidarité franco-turque, les négationnistes ont alors tout loisir de distribuer des tracts aux passants, assénant quelques contrevérités sur le registre du «prétendu» génocide arménien. A l'instar de la jeune porte-parole des associations turques qui réclame, porte-voix en main, perchée sur la fontaine Bartoldi des Terreaux, une révision de l'Histoire, sous le prétexte bien usé que seuls les historiens arméniens ont statué sur le génocide. La manifestation se disperse vers 17h, laissant un goût amer et triste à ceux qui ont assisté à l'événement

Brigitte Kirkorian



# CAN IRAQ'S MILITIAS BE TAMED?

As the killings continue, TIME meets fighters on both sides of Iraq's sectarian divide—and finds hope that all-out civil war can be avoided

By MICHAEL WARE BAGHDAD

**A**S HE STEPS ONTO THE STREETS OF BAGHDAD'S SHI'ITE slum Sadr City, Saed Salah chambers a round into his pistol and shoves it into the back of his pants. A mid-ranking commander in the Mahdi Army, one of the most potent of the armed militias that have carved Baghdad into fiefdoms, Saed Salah has little to fear from the authorities. The whole neighborhood knows who he is. Motorists are aware that his fighters man the make-shift checkpoints that dot the neighborhood. Even though he has attacked U.S. troops countless times, no one will touch him. If the G.I.s could find him, they would slap him straight into Abu Ghraib prison. But that's not likely to happen. The American military may occupy Iraq, Saed Salah says, and an



Iraqi Prime Minister may be in power, but neither owns these streets.

He's right. Iraqi army troops set checkpoints on the main thoroughfares in and out of Sadr City, but they are powerless in the face of the Mahdi Army. "They do nothing. They can't even stop a vehicle," says a member of a separate unit of the fractious militia as he speeds past one of the checkpoints. A pickup truck overflowing with gunmen toting AK-47s roars up from behind. Their shirts are emblazoned with the name of one of the country's most formidable armed groups: MAHDI ARMY, PROTECTION COMMITTEE, 2ND BRIGADE. As they approach the army checkpoint, no one makes a move; instead of confrontation, there is acknowledgment. A militia member waves from the pickup, and a soldier sheepishly waves back. With that, the gunmen barrel through.

In Baghdad today, the militias are consolidating their power. A wave of sectarian killings since the Feb. 22 bombing of a holy

Shi'ite shrine in Samarra has left hundreds—possibly thousands—of Shi'ites and Sunnis dead across the country, with more tortured and dismembered bodies turning up each day. The U.S. military is pinning its hopes on the Iraqi army and police to stand between the two sides and bring calm to a volatile situation, but in many parts of the capital, the U.S.-backed forces wield less authority than the forces taking their orders from men like Saed Salah and his boss, the rebel anti-American cleric Muqtada al-Sadr. Many U.S. and Iraqi officials believe that hard-line Shi'ite militias are behind the daily abductions and executions of Sunnis and that they are doing as much to rile sectarian hatred as terrorists linked to Abu Mousab al-Zarqawi, the leader of al-Qaeda in Iraq.

Yet there's also evidence that the mainstream of armed fighters on both sides is loath to allow the extremists to drag them into full-scale war—for now. In more than a dozen interviews with militia leaders, insur-

gent commanders and clerics, TIME sought out the men likely to be on the front lines of a full-blown sectarian conflict. What they have to say won't necessarily bolster hopes that Iraq can avoid all-out civil war indefinitely. But few militia members interviewed by TIME believe that they are fighting one now. Their assessments largely accord with those of U.S. military intelligence: that while rival death squads roam unchecked, for now civil war is in no one's interest but al-Zarqawi's. Militants on both sides say U.S. forces remain a bigger enemy than their countrymen. "The elements for civil war are all there," says a senior U.S. military-intelligence officer, "but this society is complex, and it still hasn't generated self-sustaining sectarian strife."

What no one denies is that the violence is becoming more brutal. U.S. officials say 25 bodies are found each day, although it's unclear how many are victims of sectarian killings. Unlike the terrorist attacks commit-



#### ENFORCERS

A truck carrying members of the Mahdi Army militia patrols the streets of Baghdad's Sadr City

ted by al-Zarqawi, sectarian violence rarely bears a calling card. Shi'ite and Sunni militants interviewed by TIME say the worst killings are carried out by small, secretive death squads that the militants conveniently describe as rogue elements. Windows into the machinations of the death squads are rare, but U.S. and Iraqi forces have gained some intelligence on them. Some operations have been uncovered in Sunni-controlled areas, like those of the radical Ansar al-Sunnah group discovered in Latifiyah more than a year ago during a U.S. sweep called Operation River Walk. Execution videos, swords and instruments of torture were found by soldiers in what were deemed to be killing rooms.

A March 26 raid on a Shi'ite militia complex—believed to be a hub for a kidnapping and terrorist network—has raised suspicions that a death squad may have been run out of the complex. Shi'ite leaders claim that the 16 men who died in the raid were worshipping peacefully in what turned out to be a mosque.

But Iraqi commandos and U.S. military liaisons told TIME that the dead perished in battle with weapons in their hands. According to U.S. military officials, more than 60 reports of kidnappings or executions have been linked to the mosque, including the slayings of three Iraqi special-forces soldiers. Shi'ite leaders continue to deny the allegations.

Such discoveries lend credence to those, like former Prime Minister and chief U.S. ally Iyad Allawi, who say Iraq is already mired in civil war. Yet despite the bloodshed on both sides, the militants on the front lines don't consider themselves in outright conflict with one another. "War might be tomorrow or one year from now; it all depends on the sparks made by those seeking to inflame it," says Abu Moham-

med, a former top-ranking officer in Saddam Hussein's army and now a key Baathist insurgent strategist. Another Baathist insurgent downplays the pervasiveness of sectarian hatred: "It's true there are death squads killing Shi'ite and killing Sunni, and while they're Iraqi, they're really the instruments of foreign interests"—referring to al-Qaeda and Iran. His Shi'ite counterparts in al-Sadr's militia agree. Two mid-ranking field commanders of the Shi'ite Mahdi Army say the violence falls short of war with the Sunnis. "Sectarian violence is made by the occupation forces. There is no civil war," says Saed Salah as members of his cell nod in agreement.

Both Shi'ite and Sunni militants insist they would rather fight to rid Iraq of U.S. forces than take up arms against each other. Abu Mohammed says there's nothing to be gained by waging a costly religious fight while the U.S. remains in the country. "The Shi'ites are an inseparable part of the resistance. We have to unite our efforts against the invaders, so we must be careful to avoid a civil war that will weaken us," he says. Contact between Sunni insurgents and Shi'ite militias like al-Sadr's Mahdi Army have been under way since the battle of Fallujah in 2004, with both exchanging expertise and manpower. "We have nothing against Shi'ites ... our dead are buried with theirs, as theirs are buried with ours in Fallujah," says insurgent commander Abu Saif. It's a sentiment echoed by the Sadrists leaders, who bear scars from dueling with the U.S. "We have many relationships binding us together," says Abu Zainab.

Still, few U.S. or Iraqi officials believe Iraq can ever become a stable, functioning society as long as political parties maintain their armed wings. The U.S. would prefer that the Iraqi security forces disarm the militias, but it hasn't happened. A senior military official in Baghdad says the U.S. is deliberately avoiding confrontations with the militias. But last month alone, soldiers from the 4th Infantry Division in Baghdad have had what the official calls 19 "encounters" with militias, including a shooting incident. The danger is that the bigger the militias get, the more likely they are to intensify their clashes over turf and authority. A U.S. military-intelligence officer says there is still some reason to believe that Iraqis will put their common interests ahead of their rivalries. "In this society, there are many ties that bind—from tribe to clan to educational, social and political," he says. "I don't think the threads have been cut." If they ever are, it may prove impossible to put them back together. ■

# Is the military attack on Iran an inevitable option?

By Khalid Khayati  
Globe Political Desk

## The nuclear dilemma

The current diplomatic efforts to persuade Iran to suspend its nuclear activities are not promising. Many analysts have now started to pose following questions: what will be the next if the diplomatic commitments fail to bring about new prospects? Would the military option be on the political agenda of the US and its allies? On 29 March the UN Security Council has approved a non-binding statement on the Iranian nuclear programmes and gave the country 30 days to halt all its uranium enrichment before returning to the negotiating table. It was also admitted that in the contrary case, Iran would face isolation. The foreign ministers from the five permanent members of the Security Council - Britain, China, France, Russia and the US - together with their German counterpart have re-confirmed the deadline after a meeting that was held in

Berlin the day after the announcement of the Security Council was issued.

The American Secretary of State Condoleezza Rice considered the Berlin meeting as "a very strong signal to Iran that the international community is united". For the British Foreign Secretary Jack Straw the responsibility was now on Iran to show the international community that its nuclear programme is completely for civil purposes. He outlined further that the Security Council "might pass a legally-binding resolution if Iran did not conform, leaving a possibility of sanctions". Meanwhile, Russian Foreign Minister Sergei Lavrov recalled that his country remained opposed to such measure against Iran and once again emphasised the "sole solution" would come through the International Atomic Energy Agency IAEA who's chief Mohammad ElBaradei sees possible sanctions against the Iranian Islamic regime as a "bad idea". He will go to Tehran in coming days to discuss the Iranian nuclear

programme and to report it back to the UN Security Council at the end of April on whether Iran has complied with the demand of suspending uranium enrichment.

## The military option?

However, for the American side the Iranian nuclear programme that aims at developing atomic weapons would be "irreversible" if the diplomatic efforts to get the country to suspend it fail. The intensified verbal warfare between two opposite sides shows that at some specific stages of the conflict the military option could be inevitable. The US President George Bush has on several occasions maintained that his country "will not accept Iran as a nuclear-armed state". The US ambassador to the UN John Bolton who is one of the administration's leading hawks warned Iran recently in a speech that he made at the famous institution the American Israel Public Affairs Committee Aipac of "painful consequences" and of using "all tools at our disposal" if its nuclear programme is halted.

To which extent a limited military option or an outsized war is predictable is hard to precise. In this respect, the prominent journalist and the veteran military watcher Seymour Hersh has some interesting ideas. According to his new article that will be published in The New Yorker's coming issue, President Bush who together with the others in the White House sees the Iranian president Ahmadinejad as a new Adolf Hitler is about initiating the preparations of an in-

tensive bomb attack on Iran. Hersh argues: "The White House believes that the only way to manage the Iranian problem is to transform the power relation in the country". In other words, the military action, which according to the same source could even be realised in the form of an atomic assault on the Iranian nuclear facilities is said to bring about the destabilisation of the Islamic regime and a possible people uprising in favour of political change. Nevertheless, the Iranian side that frenetically insists on the fact that their nuclear programme is set up for a peaceful purpose is supposed to be inclined to retaliate if as a member of the parliament's National Security and Foreign Policy Commission Reza Talainik affirmed it there is a "situation of threat to Iran's security by whichever country". Recently, Iran has performed military manoeuvres in the Gulf, daily announcing tests of missiles and torpedoes. An officer in Iran's elite Revolutionary Guards who declined to be identified had previously told the BBC reporter Roxana Saberi that his country "have the ability to resist - even in the US itself and it would be able to use the foothold it has gained in surrounding countries to strike back at US troops". The surrounding foothold is an obvious allusion to the pro-Iranian

Shia Muslim groups and organisations principally in Iraq and Lebanon who might in case of a military attack on Iran retaliate against the American interests in Iraq and the Gulf. The Iranian regime might



Iranian protesters hold pictures of Iran's late leader Ayatollah Ruhollah Khomeini, Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei and President Mahmoud Ahmadinejad during a protest against negotiation with the U.S. in front of the Iran Supreme National Security Council's building in Tehran, Iran April 8, 2006. REUTERS/Morteza Nikoubazl

even use the well-prepared terror-actions with the aim to inflict the US and Israel the human casualties and material devastation all over the world. However, it is important to underline the fact the US and Iran have since many days intended to start bilateral talks with the purpose, as it was indicated to reach an agreement uniquely and exclusively on Iraq and the security issues and the formation of a government for this country. These negotiations that according to me constitute a paradoxical moment of the rivalry syndromes between the US and Iran seem to be due to the discontentment of the neighbouring Arab nations and the intensification of terrorists operations inside Iraq delayed.

### The ethno-national assertiveness among ethnic groups

When it comes to the issues, which concern the general political and social conditions inside the country we can testify the fact that the oppositional activities among diverse ethno-national populations are increasing in a continuous way. The oil-rich southwestern Iranian province

of Khuzestan, home to many of Iran's ethnic minority Arabs has been during last months the scene of erupted people riots, bombings and even the public executions of Arab youth. The Arab population accuses the Iranian Islamic regime to put into practice not only discriminatory measures against them but also a systematic persianisation campaign which has been implemented throughout the existing of the modern Iranian nation. The recent report of Amnesty International reveals some dark pages of this people when it comes to issues such maltreatment, discrimination and reprisals. Moreover, in Baluchestan, a province in the southeastern part of Iran there are detailed testimonies about many armed clashes between the local population and the Iranian security forces, which must according to the Baluchi oppositional activists be seen not only as a sign of daily protest against the oppressive policy of the Iranian Islamic regime but also as a indicator of an increasing ethno-national awareness among the Baluchi population. Today, the ethno-national assertiveness can be strongly discerned among

Azerbaijanis, Lori-Bakhtyaris, Turkmen, etc. in Iran.

### Kurds and democracy

In this respect, the Kurds have always showed an adequate level of resistance to diverse Iranian regimes that have denied and continue to deny their identity and expose them to the physical and structural violence and to the systematic ethnocide campaigns, an awful state ideology that makes Kurds remain alienated vis-à-vis the Iranian nation in a permanent way. The Iranian Islamic has its specific Kurd policy, which is principally based on the criminalisation of the identity-claims. The whole Kurdish issue as a political occurrence has been considered as a security issue, which according to the state-ideology is to be treated not by civilian administration body but by the army and the security forces. The Iranian ambassador to Ankara Firouz Dowlatabadi has in a interview with the Turkish daily Milliyet has urged Turkey, Iran and Syria to form a common policy on the Kurdish issue, saying if they did not "the US will carve pieces from us for a Kurdish state". Ibrahim Yazdi a very first Foreign Minister

of the Islamic Republic of Iran and now a legal oppositional leader has warned the Iranian people upon what he called "the social and geographical disintegration and thereby the balkanisation of Iran". The territorial integrity of Iran constitutes today the major concern of the larger part of the Iranian opposition, settled outside the country.

However, it seems that the issues of democracy and basic human rights in Iran have already begun to be a part of the American policy vis-à-vis Iran. On 4th April, the American Secretary of State Condoleezza Rice has outlined the importance of increasing the radio and TV-programmes in Persian in order to as she has stressed promote the democracy in Iran. In last February, the president George Bush has asked the American Senate to grant his administration an additional budget of 75 million dollars for the same purpose. A black scenario is not desirable in Iran. As an alternative, a democratic state with a federal system based on the "language-states principle" will benefit everyone in the country.

## Turkish deployment across Iraqi border

Special army troops of Turkish forces have started to mobilize towards the Turkish areas adjacent to the Northern Iraqi borders through the Hakari Governorate road.

"A large number of tanks and ironclads have moved to the area shortly after the arrival of Turkish special forces. This

has caused amazement among people in Yoksik Afa town, where those forces have been transferred through its roads heading toward Dorjik town on the Iraqi border," states the Turkish Yeni Shafaq newspaper, akin to the ruling Adaala Party.

The deployment, Yeni Shafaq reports, takes place following deadly



Turkish tanks on march in this file-photo.

clashes between the police and Kurdish demonstrators in a number of Turkish cities.

Meanwhile 46 European Parliament members have sent a message to

the Turkish PM regarding the violent clashes between the Turkish forces and civilians in Turkey's predominantly Kurdish populated southeast.

The Globe

# Kurds say rejection of Jaafari as Iraq PM is final



Iraqi President Jalal Talabani speaks during a joint press conference along with Prime Minister Ibrahim Jaafari and Acting Parliament Speaker Adnan al-Pachachi in Baghdad, 09 April 2006. AFP

**B**AGHDAD - Iraqi Kurdish leaders have officially informed the main Shi'ite Alliance that their rejection of Ibrahim al-Jaafari as the Alliance nomination for prime minister is final, political sources said on Sunday.

The message was delivered by Iraqi President Jalal Talabani, who is also a top Kurdish leader, to a committee from the Alliance, the sources said.

The Alliance, under growing

pressure to nominate a replacement to break a deadlock over a unity government, is expected to inform other political blocs on Monday of their final decision on Jaafari, the sources said.

The powerful Shi'ite bloc is due to meet on Monday to make a final decision and then deliver it to Kurdish and Sunni Arab blocs who accuse Jaafari of monopolising power and failing to provide strong leadership.

(Reporting by Mariam Karouny, writing by Michael Georgy)

Reuters

---

## Iraq and new realities

**Azad Aslan**  
Globe Political Editor

Last Friday Baghdad witnessed another huge explosion, killing more than 70 and injuring over hundred people who were mostly Shiites. The escalation of Sunni-Shiite conflict coupled with the failure of Iraqi politicians to set up a so-called unity government seems to be deepening the ongoing political drama in Iraq.

The insistence of diverse powers, including the US, the EU and regional neighbors, to keep Iraq intact, or as they put it, to secure the integrity of Iraq would not bring any long-term stability to Iraq in particular and to the Middle East in general. The main actors, including the Kurds, who pursue the policy of keeping Iraq unbroken, do not formulate their policies according to the needs and wishes of the people of Iraq, nor are

they influenced by the democratic principles.

It will indeed be naïve to believe that either the US or Iraqi Shiites, Sunnis or regional countries worried about the establishment of a democratic country in Iraq. Everything is a politics of interest. There is nothing wrong with that anyway. That is what politics is all about. The question here to ask is what are the main interests, or conflicting interests of ethnic, religious and other groups that constitute Iraq. The undergoing conflict of interests is so deep that it is almost impossible to bring together Iraq's breaking up constituents.

Forceful integration of these constituents would destroy any chance of democratizing the Middle East, a region of chaos, terror, and blood. The development in Iraq, the course that is set on in Iraq would, without doubt, have an enormous

impact on the region.

The groups that constitute Iraq have different orientations and aims in terms of their future and destiny. Kurdish masses made their real objective in last year's referendum which was run semi-officially along side with the January elections. Overwhelmingly majority of Kurds, almost 98% voted for independence of Kurdistan and separation from Iraq in that referendum. The young Kurdish generation who has nothing to do with the rest of Arab Iraq does not even want to consider being part of Arab ruled Iraq.

The Sunnis who ruled the country one-sidedly since the artificial establishment of Iraq in 1920s are extremely discontented with the new realities of Iraq. They do not want to conceive the idea that they are no longer able to rule as they did for decades. To keep their positions and maintain their status as a worthy partner

in Baghdad negotiations, the Sunnis resort to resistance and insurgency.

The Shiites, who exploit their numerical majority in Iraq in order to become the new leading group of the country, exercise the rhetoric of democracy which they perceive as the simple majority decisions. The practices of the Iraqi government under Ibrahim al-Jaafari is an indicator of where Shiites are heading to.

The southern Kurdish political actors who committed themselves to the unity and integration of Iraq are making grave mistakes in the face of history. The Kurdish actors must realize that their historic duty is not to sort out chaotic home of Iraq but to serve the Kurdish national interests. No one should be under the illusion of a democratic, plural and civic Iraq. This is an impossibility. The energies should not be wasted towards this illusion.

## ÉDITORIAL

### Après l'Irak, l'Iran ?

**A**près l'Irak, l'Iran ? Les Américains, sous la présidence de George W. Bush, préparent-ils sérieusement l'emploi de la force militaire pour obliger le régime des mollahs à renoncer à son programme nucléaire ? La question est posée de plus en plus ouvertement à Washington à la suite d'articles publiés par deux experts. Le premier, Joseph Cirincione, un spécialiste de la non-prolifération, prend l'hypothèse très au sérieux dans le prestigieux magazine *Foreign Policy*. Le second, Seymour Hersh, un enquêteur du *New Yorker*, auteur des révélations sur la prison d'Abou Ghraib, croit même savoir que le Pentagone a mis au point un plan de bombardements de l'Iran incluant l'usage d'armes nucléaires tactiques.

Ces spéculations ont été qualifiées de « cinglées » par le chef de la diplomatie britannique Jack Straw, tandis que les officiels américains oscillaient entre le refus de commenter et la dénégation. Quelle crédibilité faut-il donc leur accorder ?

C'est le rôle des militaires de préparer des plans pour toutes les éventualités. Il n'est donc pas anormal que des experts au Pentagone planchent sur les différentes possibilités d'intervention en Iran, pour le cas

où les efforts diplomatiques échoueraient à dissuader Téhéran de se doter de l'arme nucléaire. Rien n'indique qu'ils le fassent à la demande du pouvoir politique, a fortiori que celui-ci ait déjà envisagé une solution militaire à la crise. Ces bruits de bottes savamment orchestrés ont aussi pour but d'accroître la pression sur le président Mahmoud Ahmadinejad pour qu'il mesure la gravité de la situation. Cela ne signifie pas qu'ils seront nécessairement suivis d'effets.

Il reste que le précédent irakien doit inciter à la prudence. Saddam Hussein éliminé, l'administration Bush considère aujourd'hui l'Iran comme le principal danger pour la sécurité des Etats-Unis et de leurs alliés. La récente mouture de la doctrine stratégique américaine le déclare en toute clarté. Washington a laissé les trois Européens, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, s'épuiser dans un interminable marathon diplomatique avec Téhéran. Après l'échec des négociations directes, le dossier est maintenant au Conseil de sécurité des Nations unies, où les cinq membres permanents ont beaucoup de mal à définir une ligne commune. Les pressions diplomatiques n'ont de chances d'aboutir que si les Occidentaux peuvent compter sur le soutien de la Russie et de la Chine. Mais ce soutien ne peut être assuré qu'au prix d'un compromis.

Si l'impasse persiste, l'emploi de la force risque d'apparaître comme l'option de dernier recours, avec toutes les conséquences désastreuses qu'une telle action comporterait pour tout le Moyen-Orient. La France, qui a toujours été très impliquée dans le dossier du nucléaire iranien, aurait son mot à dire. Lequel ? ■

Le Monde  
11 AVRIL 2006

# L'option militaire contre l'Iran progresse à Washington

WASHINGTON  
CORRESPONDANTE

**L'**option militaire contre l'Iran, longtemps jugée peu praticable, est désormais ouvertement envisagée à Washington. Ceux qui n'y croyaient pas ont changé d'avis. « Jusqu'à présent, j'avais mis ces hypothèses de frappes militaires sur le compte de blogueurs ou d'adeptes des théories de la conspiration, expliquait, il y a quelques jours, l'expert Joseph Cirincione. Maintenant, mon hypothèse de travail est que certains membres de l'administration, dont le vice-président [Dick Cheney], ont décidé que l'option préférable est de frapper l'Iran, ce qui déstabilisera le régime. »

Spécialiste réputé des questions de prolifération, M. Cirincione vient de publier, dans le magazine *Foreign Policy*, un article intitulé : « Trompez-moi deux fois. » Il y fait le parallèle avec l'avant-guerre en Irak. La rhétorique officielle devient plus pressante. L'Iran est maintenant qualifié de « menace principale ». Des fuites dans la presse accréditent simultanément l'idée que le programme nucléaire iranien pourrait être beaucoup plus avancé qu'on ne le pense. « Cela me rappelle la campagne très

coordonnée que nous avons observée avant la guerre en Irak », indique-t-il.

M. Cirincione n'aura pas été rassuré par la presse du week-end. En première page, le *Washington Post* indiquait, dimanche 9 avril, que les Etats-Unis se préparent à une confrontation avec Téhéran tout en continuant à s'inscrire dans le cadre diplomatique, ce que le quotidien appelle un exercice de « diplomatie coercitive ». Aucune attaque n'est « probable à court terme », souligne-t-il, mais les cibles sont répertoriées, à commencer par l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz, même si l'ampleur des frappes n'est pas encore décidée. Dans le *New Yorker*, le journaliste Seymour Hersh affirme, lui aussi, que les préparatifs ont désormais atteint le stade opérationnel. Il mentionne surtout que le recours à des armes nucléaires tactiques n'est pas exclu pour détruire des sites dissimulés à plus de 20 mètres sous terre. Selon ce journaliste, auteur de plusieurs « scoops » dans le domaine militaire, les responsables de l'armée ont été surpris, et pour certains choqués, de s'être vu demander de conserver la possibilité de frappes nucléaires alors

qu'ils voulaient les exclure d'office. La crédibilité de telles informations est difficile à établir. Elles sont rendues publiques à un moment critique du bras de fer engagé entre l'Iran et le Conseil de sécurité.

L'ONU a donné à Téhéran jusqu'à la fin du mois d'avril pour abandonner ses activités d'enrichissement de l'uranium. Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El-Baradei, doit se rendre mercredi à Téhéran, selon des diplomates proches de l'AIEA. Comme l'a indiqué un responsable anonyme au *Washington Post*, il s'agit avant tout de convaincre les Iraniens que « tout ceci est de plus en plus sérieux ».

Le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw, a jugé « cinglée » l'hypothèse d'un recours à l'arme nucléaire. Le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères a indiqué que l'Iran n'était pas impressionné par cette « guerre psychologique » des Etats-Unis menée « par désespoir ». L'ancien rival du président Bush, le démocrate John Kerry, a parlé de « diplomatie de cow-boy ».

Les révélations ont toutefois été jugées suffisamment sérieuses pour que le

conseiller à la communication du président Bush, Dan Bartlett, fasse une mise au point dès dimanche. Les Etats-Unis conduisent « des préparatifs normaux, sur le plan militaire et du renseignement », a-t-il dit. Et la diplomatie continue d'être la « priorité » de M. Bush, a-t-il ajouté. L'option militaire gagne du terrain.

Confrontés au spectre d'une guerre civile en Irak, des responsables américains estiment qu'ils n'arriveront pas à stabiliser l'Irak ou l'Afghanistan alors que l'Irak ou la Syrie encouragent l'insurrection et le terrorisme. Autre facteur : George Bush effectue son deuxième mandat présidentiel et ne pourra donc pas se représenter

en 2008. Selon Seymour Hersh, le président Bush se considère comme le seul responsable susceptible d'avoir le « courage » d'empêcher l'Irak de se doter de l'arme atomique. ■

CORINE LESNES

## Iran starts enrichment of uranium, defying U.N.

By Carla Anne Robbins

WASHINGTON—Iran said that it has begun to enrich uranium, in direct defiance of a United Nations Security Council demand that it suspend sensitive nuclear activities.

Tehran is eager to prove that its nuclear capabilities are irreversible. In the near term, the development is likely to have more political than technical significance.

Western officials and outside experts said that Iran's quick start-up of a small assemblage of 164 centrifuges, known as a cascade, shows considerable skill, but that its scientists will have to keep the delicately balanced machines running for from six months to a year before they can be certain they have mastered the enrichment process.

Low-enriched uranium can be used to fuel nuclear-power plants, while higher enriched uranium can be used for nuclear weapons. Iran would need to continuously run sev-

eral thousand centrifuges to produce enough enriched uranium for either.

Iranian officials trumpeted the breakthrough yesterday.

President Mahmoud Ahmadinejad declared that his country "will soon join the club of countries with nuclear technology," Reuters reported. While Mr. Ahmadinejad insists his country has no weapons' ambitions, the use of the word "club" sounded ominously like the phrase "nuclear weapons club."

Former President Hashemi Rafsanjani told the Kuwait News Agency that Iran had "put into operation the first unit of 164 centrifuges ... and has reached industrial production."

Neither man said how much enriched uranium had been produced. But Mr. Rafsanjani made clear that what the country is most interested in is sending a political message about its capabilities and its future plans. Noting that the U.N.'s chief nuclear inspector is due to visit

THE WALL STREET JOURNAL.

APRIL 12, 2006

Iran this week, Mr. Rafsanjani said that "When [Mohamed] ElBaradei arrives in Iran, he will face new circumstances."

Iran broke off negotiations with Europe last summer and resumed its efforts to enrich uranium earlier this year. Since then, U.S. and other officials say the Iranians have moved at near-breakneck speed to assemble an enrichment cascade and prove their ability to run it. "They clearly want to create facts on the ground," said one foreign diplomat who follows the Iranian program closely.

The U.S. and its European allies have spent months pressing the International Atomic Energy Agency board to refer Iran's case to the Security Council and then pressing the council to call Iran to account for long deceiving the agency and for its apparent weapons ambitions.

On March 29, the Security Council issued a nonbinding presidential statement calling on Iran to freeze all enrichment-related activities by the end of this month. Mr. ElBaradei is to report to the council at that time on Iran's compliance with that demand and on its broader cooperation with agency inspectors. U.S. and European officials have said they will press for sanctions if Iran fails to comply.

The White House hasn't ruled out possible military action if Iran continues its nuclear efforts. On Monday, U.S. President George W. Bush dismissed as "wild speculation" recent news reports that the Pentagon was already planning an attack.

Mr. ElBaradei has attempted in the past to broker a compromise between Tehran and the West, and diplomats suggested yesterday that he may try again this week, arguing that now that Iran has proved its technical competence to the world it can afford to suspend enrichment and return to negotiations.



Reuters

Dancers on Tuesday celebrated the announcement that Iranian scientists had enriched uranium. They were holding up what was supposed to be samples of the uranium.

10 AVRIL 2006



## Irak : les Arabes inquiets de la mainmise chiite

Le président égyptien dénonce l'infiltration du pouvoir irakien par l'Iran.

Sur l'Irak, Hosni Mubarak a dit tout haut ce que les dirigeants arabes pensent tout bas. Dans une interview samedi à la chaîne Al-Arabiya, le Président égyptien a convenu qu'il y avait «une guerre civile» en Irak, depuis l'attentat contre le mausolée chiite de Samarra, le 22 février. Sur-tout, que ce conflit risque de profiter avant tout à l'Iran,

soupçonné d'avoir infiltré au plus haut niveau les partis chiïtes qui dirigent l'Irak. Le raïs égyptien craint par-dessus tout que le chaos ambiant ne mène à un démembrement de l'Irak, dans lequel les chiïtes, majoritaires avec 65% de la population, se tailleraient la part du lion. Or ces derniers, argumente Mubarak, «sont en général toujours loyaux à l'Iran et non aux pays dans lesquels ils vivent». Une assertion contredite par l'attitude des chiïtes d'Irak, restés loyaux à Bagdad pendant la longue guerre (1980-1988) contre Téhéran. Mais aujourd'hui, les rapports faisant état d'une influence iranienne jusqu'au sein du ministère de l'Intérieur irakien se multiplient.

Le roi Abdallah II de Jordanie avait déjà dénoncé l'émergence d'un «arc chiïte» allant de Téhéran à Beyrouth. L'Arabie Saoudite s'inquiète aussi du sort fait aux sunnites d'Irak, qui ont régné sans partage jusqu'à la chute de Saddam Hussein. Une préoccupation dictée par la crainte de voir l'Irak émerger comme la superpuissance régionale et par la présence d'une forte minorité chiïte dans la partie orientale et pétrolière du pays. Les propos maladroits du président égyptien ont suscité un tollé parmi les communautés chiïtes arabes, du Koweït au Liban. Pour une fois unis, les trois «présidents» irakiens – le Kurde Talabani, président de la République, le Premier mi-

nistre chiïte Jaafari et le président sunnite du Parlement, Pachachi – ont exprimé leur «mécontentement». Cette unanimité ne masque cependant pas les fortes dissensions autour de la personne de Jaafari, contesté par les Kurdes et par les sunnites. Depuis peu, même Washington, qui avait tout misé sur les chiïtes, exige un rééquilibrage en faveur des sunnites. «Si les Américains partent maintenant, ce serait une catastrophe», adjure Mubarak, révélant l'impuissance arabe face à l'Irak. ◀

CHRISTOPHE AYAD

## Iraq will skip talks in Cairo, Jaafari says

### Leader incensed by Mubarak's remarks

By Edward Wong

**BAGHDAD:** Incensed by anti-Shiite remarks made by the Egyptian president, the Iraqi prime minister said Tuesday that Iraq would boycott a conference of Middle Eastern foreign ministers that is scheduled to be held in Cairo on Wednesday.

The prime minister, Ibrahim al-Jaafari, who is fighting to keep his job, said at a news conference that the Egyptian president, Hosni Mubarak, had defamed Iraq and the majority Shiites there by saying in a television interview Saturday that the Shiites in Iraq are more loyal to Iran than to Iraq.

"We hope that others would remind themselves to support the Iraqi people and never spoil the Arab identity of Iraq," Jaafari said. The Shiites in Iraq are mostly Arabs, while those in Iran are primarily Persians. Many Iraqi Shiites fought against Iranians in the Iran-Iraq war, from 1980 to 1988. A million people died.

The Iranian government gave refuge to several prominent Shiite political parties during Saddam Hussein's rule. One was Jaafari's party, the Islamic Dawa Party. Another was Dawa's main rival, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, which is trying to unseat Jaafari as the prime minister.

The Arab League, headed by Egypt, has traditionally regarded itself as a protector of Sunni Arab interests in the

region, and as a counterweight to the hegemonic aspirations of Iran. In February, right after sectarian bloodletting erupted following the bombing of a revered Shiite shrine in Samarra, at least one prominent Sunni Arab cleric called on the Arab League to intervene on the side of the Sunnis. The Arab League never did anything, but its officials continue to maintain close ties with Sunni groups.

Iraqi Shiite officials said Tuesday that they still had not resolved the dispute over the post of prime minister. Talks to form a new government are deadlocked over the issue because the Sunni Arab, Kurdish and secular blocs are demanding that the Shiites withdraw the nomination of Jaafari. The biggest bloc in the 275-member Parliament, in this case the Shiites, has the constitutional right to appoint a nominee for prime minister, who then must be approved by Parliament.

Jaafari won the nomination in February after a closely contested vote within the 130-member Shiite bloc. Now, in light of opposition to Jaafari, several Shiite groups have announced they are ready to put forward their own candi-

dates. These include the Supreme Council and the Fadhila Party.

Shiite leaders met Tuesday but did not reach any agreement on the issue, said Redha Jowad Taki, a political officer for the Supreme Council.

A member of the Shiite bloc who does not belong to a party said that some Dawa officials were ready to withdraw Jaafari's nomination, but that Jaafari was insisting he keep his job. The independent legislator spoke on the condition of anonymity because of the sensitivity of the struggle over Jaafari. Further evidence of an erosion of support for Jaafari within Dawa is apparent

### Jaafari said Mubarak had defamed Iraq and the majority Shiites.

in the fact that one of Jaafari's deputies, Ali al-Adeeb, is being talked about as a possible replacement.

As the talks inch along, other Iraqi leaders are saying that the country has already spiraled into civil war. One of them is Ayad Allawi, the former prime minister and White House ally. He told Reuters on Tuesday that the "new form of terrorism" is "ideological, political and sectarian terror."

Meanwhile, a bomb hidden in a minibus exploded in the Shiite enclave of Sadr City on Tuesday afternoon, killing at least three people and wounding nine, an Interior Ministry official said. The U.S. military said three soldiers were killed in a roadside bomb explosion north of Baghdad on Tuesday, and a soldier was killed Sunday by a roadside bomb in Balad, north of the capital. At least 30 American troops have died in the first 11 days of April, compared with 31 in all of March.

The New York Times

April 12, 2006

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

## Nucléaire Le président iranien annonce que Téhéran a commencé à fabriquer de l'uranium enrichi

Le Monde  
Jeudi 13 avril 2006

### M. Ahmadinejad affirme que l'Iran dispose du nucléaire



Des danseurs brandissent des tubes-échantillons d'hexafluorure d'uranium (UF-6), composant gazeux nécessaire à la fabrication de combustible nucléaire, lors d'une cérémonie organisée, mardi 11 avril, dans la ville sainte de Machhad, en Iran. MEHR NEWS AGENCY/AP

Lors d'une cérémonie télévisée, organisée dans la ville sainte chiite de Machhad, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a annoncé, mardi 11 avril, que l'Iran avait « rejoint le club des pays disposant de la technologie nucléaire », déclenchant des applaudissements nourris de la foule, aux cris de « Allah akbar ! » (« Dieu est grand »). Avant lui, un responsable du programme nucléaire avait annoncé que les scientifiques du complexe de Natanz, au sud de Téhéran, avaient commencé à fabriquer de l'uranium enrichi, ayant réussi à connecter entre elles 164 centrifugeuses.

Ces annonces marquent une nouvelle étape dans la confrontation entre l'Iran et la communauté internationale. Fin mars, le Conseil de sécurité de l'ONU a donné jusqu'au 28 avril à l'Iran pour geler ses activités nucléaires douteuses, soupçonnées d'avoir pour but de doter le pays de la bombe atomique.

En brandissant ainsi l'accélération de son programme nucléaire, l'Iran envoie un nouveau message de défi. Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, qui devait arriver mercredi à Téhéran

pour tenter de relancer les négociations avec la République islamique, se retrouve « face à des circonstances nouvelles », a commenté l'ex-président et chef du

## Une étape essentielle pour arriver à la bombe

L'ANNONCE, mardi 11 avril, par les responsables iraniens, de l'expérimentation réussie d'une unité de 164 centrifugeuses destinées à enrichir l'uranium constitue une étape importante dans le long processus pouvant déboucher sur la fabrication d'une arme nucléaire. L'Iran, a précisé le chef du Conseil national de sécurité, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, « a fait fonctionner sa première cascade de 164 centrifugeuses, a introduit du gaz [hexafluorure d'uranium, UF-6] et a réussi à obtenir une production industrielle » d'uranium enrichi, à l'usine-pilote de Natanz.

Cette opération consiste à faire tourner des centrifugeuses à grande vitesse, ce qui sépare l'hexafluorure d'uranium 235 (qui va devenir un combustible nucléaire plus ou moins enrichi) de l'hexafluorure d'uranium 238, qui est rejeté à la périphérie.

Si ces affirmations sont confirmées, estime Bruno Tertrais, spécialiste des questions nucléaires à la Fondation pour la recherche stratégique, « les Iraniens ont franchi une étape tout à fait essentielle ». Celle-ci, depuis que l'Iran, en août 2005, a repris la production d'UF-6

dans l'usine d'Ispahan, était attendue, mais à une date plus lointaine. Fin février, une seule des six cascades de 164 centrifugeuses prévues à Natanz était prête à fonctionner. On savait que, depuis le début de l'année, l'Iran avait produit environ 85 tonnes d'UF-6 à Ispahan, ce qui – théoriquement –, permettrait de produire environ 280 kg d'uranium hautement enrichi (UHE).

Les responsables iraniens ont indiqué, mardi, avoir enrichi de l'uranium à hauteur de 3,5 %, ce qui correspond à du combustible utilisable dans une centrale nucléaire. Pour atteindre la qualité nécessaire au combustible militaire, l'uranium doit être enrichi jusqu'à 90 %. Des centrifugeuses qui fonctionnent normalement (ce qui est loin d'être acquis, car les ruptures des rotors sont fréquentes) peuvent progressivement enrichir l'uranium jusqu'à la qualité militaire, à condition qu'elles soient en nombre suffisant.

Si l'Iran a réussi à faire fonctionner une première cascade de 164 centrifugeuses, il ne faudrait sans doute pas plus de six à douze mois (si tout se passe bien), pour que les six cascades prévues

à Natanz puissent fonctionner, et sans doute le même délai pour qu'elles soient testées. Ces 984 centrifugeuses auraient alors la capacité de produire environ 100 kg d'UHE par an. Pour produire une seule bombe, 20 kg d'UHE sont nécessaires, mais un délai supplémentaire de dix-huit à vingt-quatre mois paraît indispensable.

En admettant que la bombe soit alors techniquement prête, reste la mise au point du vecteur capable de la lancer. Les Iraniens travaillent sur l'adaptation de leur missile balistique Shahab-3 M (dont la portée est de 1 400 km) en missile nucléaire, mais rien ne dit qu'ils aient maîtrisé le processus de l'usinage de l'uranium métallique. Dans le meilleur des cas, l'Iran ne serait donc pas en mesure de mettre en œuvre une bombe nucléaire avant fin 2008, début 2009. Sauf que ses scientifiques semblent progresser plus vite que prévu... ■

LAURENT ZECCHINI

Conseil national de sécurité iranien, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani.

Dans les capitales occidentales, la réaction a été plutôt retenue, dans un souci de laisser encore de la place à un éventuel retournement iranien à l'approche de la date butoir du 28 avril. L'Iran pourrait faire face à des sanctions s'il ne se conforme pas aux demandes internationales, mais tout consensus sera difficile à dégager sur cette question au Conseil de sécurité. La Russie et la Chine, liées à l'Iran par des considérations économiques et pétrolières, ont réitéré leur opposition à un tel scénario.

Les Etats-Unis ont réagi, mardi, en

déclarant que les derniers développements en Iran allaient « dans la mauvaise direction ». A Londres, le Foreign Office a estimé que l'annonce iranienne « ne facilite pas particulièrement les choses ». A Paris, le sentiment des diplomates, mardi, était qu'il fallait s'en tenir au calendrier fixé à l'ONU, et maintenir l'accent sur une résolution diplomatique de la crise. Les propos radicaux de Mahmoud Ahmadinejad pourraient être corrigés, par la suite, par d'autres initiatives iraniennes, espère-t-on.

On cherchait en outre à relativiser, côté français, les révélations faites, trois jours auparavant, par des journaux américains,

selon lesquels le Pentagone a mis au point des plans d'attaques aériennes sur des installations nucléaires en Iran. Ces informations ont été démenties, lundi, par George Bush, qui les a qualifiées de « pure spéculation ». Pour les Européens, souligne une source diplomatique, l'option militaire « n'est pas sur la table ». Pour la première fois, une réflexion a été engagée, cette semaine, au niveau des 25 pays membres de l'Union européenne, sur les mesures ciblées (interdictions de visas, restrictions sur des exportations technologiques) qui pourraient être imposées à l'Iran. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

## ÉDITORIAL

### Trafics d'influence

Les 623 pages du « rapport Volcker », du nom de l'ancien chef de la Réserve fédérale américaine chargé par l'ONU d'enquêter sur les manipulations du programme « Pétrole contre nourriture », offrent une lecture accablante pour tous ceux qui placent leur foi dans la transparence et l'efficacité des institutions onusiennes. Elles sont encore plus décevantes pour ceux qui n'ont voulu voir dans l'action de la France, lorsqu'elle a pesé pour un aménagement des sanctions et contre le déclenchement de la guerre d'Irak en 2003, qu'un modèle de diplomatie axé sur une certaine conception de la morale.

Le rapport Volcker, publié en octobre 2005, détaille comment Saddam Hussein a détourné « Pétrole contre nourriture », avec de nombreuses complicités à l'étranger, singulièrement en France. Il montre comment deux anciens diplomates français de haut rang, dont l'un avait représenté la France à l'ONU, ont gagné de l'argent grâce à ce programme.

La justice doit continuer de faire son travail sur ces deux cas, comme sur d'autres. A ce jour, douze personnes ont été mises en examen en France par le juge Philippe Courroye, qui enquête sur des détournements liés à « Pétrole contre nourriture ». Elles sont soupçonnées de « trafic d'influence » et certaines de « corruption d'agent public étranger ». Ce terme fait référence aux rétrocommissions versées à des officiels irakiens en échange de ventes de pétrole et de fournitures. Parmi elles, un ancien ministre, Charles Pasqua, des militants anti-embargo, des membres de réseaux gaullistes, des cadres de Total, des intermédiaires affairistes.

Le programme « Pétrole contre nourriture » était au départ conçu comme une « mesure temporaire destinée à couvrir les besoins humanitaires du peuple irakien », lorsque l'Irak était sous embargo. Il a fonctionné de 1996 à 2003, brassant en tout 64 milliards de dollars. La France n'est pas le seul pays dont des personnalités sont épinglées. La corruption, conçue par le régime irakien comme un moyen d'influence sur la scène internationale, avait étendu ses ramifications en Russie, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Italie, en Australie, en Inde, et au sein même des rouages de l'ONU.

### France-Irak : les réseaux « Pétrole contre nourriture »



Charles Pasqua a été mis en examen le 6 avril par le juge Philippe Courroye. Il est le douzième Français soupçonné d'avoir bénéficié de commissions dans le circuit « Pétrole contre nourriture », mis en place par l'ONU durant l'embargo international qui frappait l'Irak. *Le Monde* révèle les déclarations de deux ex-diplomates,

Serge Boidevaix et Jean-Bernard Mérimée, devant le juge. Saddam Hussein avait organisé un réseau de corruption à son profit, dont ont bénéficié de nombreux intermédiaires, surtout russes et français, qui devaient agir pour obtenir une levée des sanctions. ■

Mais la France a une responsabilité particulière. Après la Russie, elle a été le deuxième pays bénéficiaire de « Pétrole contre nourriture ». Elle est le seul pays occidental et démocratique à être à ce point mis en cause. Outre l'enquête judiciaire, un travail d'éclaircissement doit se faire. Quelles ont été les retombées du lobbying mené durant des années par les réseaux franco-irakiens, qui bénéficiaient de financements du régime de Bagdad ? Peut-on se contenter de dire, comme l'ont fait des officiels français, que les accusations de corruption ne relèvent que d'une tentative de « salir » la réputation de la diplomatie française ? ■

la Croix  
13 avril 2006

## Les émeutes sanglantes et les attentats replacent brutalement le problème kurde au cœur de l'actualité

# La Turquie empêtrée dans le conflit avec le PKK

ISTAMBOUL

De notre correspondante

Chacun vêtu d'un tee-shirt aux couleurs nationales, rouge et blanc, barré du mot «Turquie», deux hommes armés ont fait irruption dans un Burger King du centre d'Istanbul samedi dernier. La prise d'otages s'est achevée sans dommage mais ce coup de force aux accents nationalistes est révélateur du climat extrêmement tendu qui règne en Turquie depuis trois semaines. Avant de se rendre, les assaillants, deux jeunes appelés, ont crié: «*Nous sommes Turcs!*» et «*Ils tuent nos soldats*», allusion aux accrochages entre les militaires et les combattants du PKK qui se multiplient dans l'Est.

Un calme relatif est revenu dans les villes du sud-est où avaient éclaté les violentes émeutes pro-PKK qui ont fait au moins 15 morts.

Mais les attentats ou les combats mortels entre l'armée et la rébellion séparatiste kurde sont quotidiens. Lundi dernier, une bombe a été désamorcée dans un bus transportant des magistrats

à Istanbul. Et en fin de semaine dernière, deux femmes kamikazes ont fait exploser leur bombe dans les toilettes d'une école coranique pour filles, onze personnes suspectées de préparer un attentat ont été arrêtées à Istanbul, deux gendarmes et sept rebelles ont été tués.

Pour la majorité des médias, cette recrudescence d'actions terroristes et les insurrections urbaines font sans aucun doute le jeu du PKK qui se replace ainsi au centre de l'arène politique. Mais des observateurs font remarquer que la résurgence du conflit profite également au noyau dur de l'armée qui a besoin de la menace kurde pour renforcer son pouvoir. Le groupe séparatiste et les militaires partisans du tout-sécuritaire sont tous deux marginalisés par le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Bruxelles a fait part de son inquiétude devant la violence des manifestations. «*Nous attendons des autorités turques qu'elles se retiennent d'utiliser une force excessive*», a indiqué Olli Rehn, le commissaire européen à l'élargissement qui a pressé Ankara de favoriser le «*développement économique et social de la région du Sud-Est*». Mais le gouvernement

### Douze rebelles et deux soldats tués

■ Douze rebelles séparatistes kurdes et deux soldats turcs ont été tués dans des combats survenus mardi soir dans une zone montagneuse du sud-est de la Turquie, a-t-on indiqué hier de sources de sécurité locales. Les affrontements avec les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) se sont poursuivis pendant toute la nuit dans la localité de Besta-Dereler dans la province de Sirnak, près de la frontière avec l'Irak. Le même jour trois personnes ont péri dans une attaque au cocktail Molotov menée par des sympathisants du PKK à Istanbul.

dispose d'une marge de manœuvre étroite face aux nationalistes réclamant une réaction militaire

**Le règlement du problème kurde semble d'autant plus hors de portée que l'impasse politique est patente.**

et aux ultras qui prônent le retour de l'état d'urgence dans cette partie du pays. Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a donc alterné les discours de fermeté pour rassurer l'armée et

les messages d'ouverture à destination des Kurdes. S'engageant à «*plus de démocratie, plus de liberté et plus de droits*» et à construire des hôpitaux et des écoles pour faire échec au terrorisme. La population kurde, abandonnée dans la misère par le pouvoir central, n'attend plus grand-chose de ces promesses, restées lettre morte jusqu'à aujourd'hui. La frustration sociale constitue évidemment un terrain fertile pour mobiliser une jeunesse sans avenir.

Le règlement du problème kurde semble d'autant plus hors de portée



Les violentes émeutes pro-PKK du début du mois ont fait au moins 15 morts dans les villes du sud-est de la Turquie. Les attentats et les combats entre l'armée et la rébellion séparatiste kurde sont quotidiens.

que l'impasse politique est patente. Le gouvernement a refusé de rencontrer les responsables du Parti pour une Société démocratique (DTP), prokurde, tant qu'ils ne se résoudront pas à qualifier le PKK

de «terroriste». Ahmet Türk, l'un des dirigeants du parti prokurde, s'est dit consterné par cette fin de non-recevoir d'Erdogan qui «a invité le Hamas en Turquie mais refuse

de rencontrer un parti légal».

Les arrestations de responsables locaux du DTP se sont multipliées ces derniers jours. Ainsi, le maire de Diyarbakir qui avait exhorté les jeunes émeutiers à rentrer chez eux tout en saluant «leur courage» se retrouve poursuivi pour apologie du terrorisme. La voie du dialogue prônée par la tendance modérée du DTP a du mal pour le moment à se concrétiser politiquement.

Et les événements renforcent les tentations nationalistes de la population: selon un sondage publié par l'hebdomadaire *Tempo*, la moitié des personnes interrogées s'oppose à l'entrée dans l'UE car elles pensent que l'Europe représente une menace pour l'intégrité territoriale de la Turquie.

LAURE MARCHAND

## Sunnis and Kurds Stand Firm on Opposition to Jaafari as Iraqi Prime Minister

By KIRK SEMPLE

BAGHDAD, Iraq, April 10 — Sunni Arab and Kurdish political leaders on Monday rejected a last-ditch attempt by Shiite leaders to corral support for Prime Minister Ibrahim al-Jaafari and urged them to settle on another nominee to lead the next government, officials said.

Though the Shiite alliance has not officially agreed to drop Mr. Jaafari's nomination, its leaders planned to meet Tuesday to debate their next move, which could include selecting another candidate or putting the issue before the National Assembly for a vote.

"It's clear the road is blocked for Jaafari," said Jalal Aldeen al-Saghir, a member of the Shiite bloc, known as the United Iraqi Alliance.

Also on Monday, the American military announced that three more American soldiers had died in Anbar Province, where a hard-core insurgency has stymied political and infrastructure development and beleaguered American forces.

The formation of a new government has stalled on Mr. Jaafari's nomination, which faces widespread opposition among Sunni Arabs, Kurds, independents and even some members of the Shiite alliance. His opponents contend that he has failed to improve services or to contain lawlessness and violence.

He has refused to step aside, saying he was fairly chosen in a ballot among members of the alliance, which gained the constitutional right to nominate the prime minister by winning a plurality of the votes in the December legislative election.

A three-member committee from the Shiite alliance lobbied the opposition blocs on Monday, but the Kurds, and then the Sunni Arabs, firmly reiterated their resistance to Mr. Jaafari

and their unwillingness to join a new government led by him.

"We expressed our hope that they will inform us of the names of their new candidates to discuss them," Dhafir al-Ani, a spokesman for the largest Sunni Arab bloc, said in an interview.

Asked Monday whether he could predict who might emerge as a new candidate for the alliance, Adnan Pachachi, a well-respected Sunni Arab politician, sighed deeply and said, "I really can't tell because there are so many currents, so many groups fighting."

He added, "It's really an extraordinary spectacle, I must say."

American officials have been pressing Iraqi leaders to resolve the impasse and have made clear they prefer that the Shiites nominate someone other than Mr. Jaafari.

Vice President Adel Abdul Mahdi has been a preferred Shiite candidate for the Americans; he was warmly received by the Bush administration during a visit to Washington last fall.

But Mr. Mahdi's candidacy is opposed by many of Mr. Jaafari's allies, particularly loyalists of the cleric Moktada al-Sadr, who has had a long-running and sometimes violent rivalry with Mr. Mahdi's party, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq. Mr. Sadr and the Supreme Council have their own militias, which have occasionally taken up arms against each other.

This animosity could force the Shiite alliance to settle on a compromise candidate.

In recent days, the candidacies of Hussein al-Shahristani, an independent Shiite and member of the alliance, and Ali al-Adeeb, a leader of Mr. Jaafari's Dawa Party, have been gaining momentum.

Two of the soldiers whose deaths

were announced Monday were assigned to the Second Brigade Combat Team of the 28th Infantry Division, a Pennsylvania National Guard unit, according to a military statement. They were killed by insurgents

on Sunday, the military said, adding no further details.

The third, a soldier with the Marine Corps' Regimental Combat Team 7, died of combat wounds sustained on Saturday, the military said.

At least 26 American service members have been killed this month, according to the military, at least 15 of them in Anbar.

In a recent province-by-province review by the military command and the American Embassy, Anbar received the worst score of overall stability and was rated "critical."

In the southern Baghdad neighborhood of Dawra, a three-member Shiite family was killed by gunmen during a home invasion on Monday, an official at the Interior Ministry said. In another part of the neighborhood, three vendors selling tubes of cooking gas were killed in a drive-by shooting, the ministry official said.

The Health Ministry issued an updated death toll for the bombing of the Baratha Mosque last week, saying that at least 90 people had died in the attack and that at least 175 were wounded.

The New York Times

APRIL 11, 2006

# Tehran to expand nuclear program

## Thousands of centrifuges to be used; Rice urges UN to take 'strong steps'

By Nazila Fathi and Christine Hauser

**TEHRAN:** A top Iranian nuclear official reaffirmed Wednesday that Tehran planned to expand its nuclear program by installing and operating thousands of centrifuges in the coming years.

The announcement, coming a day after President Mahmoud Ahmadinejad declared that Iran had joined the group of nuclear nations, followed a wave of criticism and concern from the United States, Britain, Russia, China and other countries.

Secretary of State Condoleezza Rice called on Wednesday for "strong steps" against Iran from the United Nations Security Council.

Iran told the International Atomic Energy Agency that it would start operating 3,000 centrifuges by late 2006, with further expansion to 54,000 centrifuges, the deputy head of Iran's atomic energy organization, Muhammad Saeedi, was quoted by the news agency ISNA as saying. "We will expand uranium enrichment to industrial scale at Natanz," Saeedi said, referring to Iran's main enrichment facility.

Iran's plans for industrial enrichment facilities of about 50,000 centrifuges have been known for some time, but the timing of Saeedi's remarks Wednesday, on the heels of the Iranian president's speech, underscored Tehran's determination to pursue its long-term program despite international demands that it stop.

Rice said that Ahmadinejad's announcement would further isolate Iran and that the Security Council, when it meets again, would need to consider Iran's new move.

"It will be time when it reconvenes on this case for strong steps to make certain that we maintain the credibility of the international community on this issue," she said.

"We are consulting now, and when the Security Council reconvenes, I think it will be a good time for action. We can't let this continue."

Russia joined the international criticism of Iran, with a Foreign Ministry spokesman calling its move toward enrichment "a step in the wrong direction." The announcement appeared to scuttle Russia's proposed compromise for settling the confrontation over Iran's nuclear program: a joint-venture to enrich uranium outside of Iran, under Russian and international scrutiny.

The Russian foreign minister, Sergey

Lavrov, however, later tempered the criticism. He advised against a rush to judgment until after the director general of the UN's International Atomic Energy Agency, Mohamed ElBaradei, ended his latest round of negotiations in Iran, noting that Tehran had "never stated that it is striving to possess nuclear weapons."

Some of Iran's ruling clerics also declared Tuesday that Iran would now speed ahead to produce nuclear fuel on an industrial scale.

Altogether, Iran's recent remarks appear to be designed to convince the West that the program will not be suspended, setting the stage for scheduled talks on Thursday in Iran between Iranian officials and ElBaradei.

ElBaradei is expected to make another appeal for Iran to halt its enrichment program and avoid a confrontation with the West. He is required to report back to the Security Council by April 28 on whether Iran has agreed to the demand, made late last month, that it shut down its facilities within 30 days.

The British foreign secretary, Jack Straw, said Wednesday that Ahmadinejad's statement was "deeply unhelpful" and that after ElBaradei reports back to the Security Council, "If Iran does not comply, the Security Council will discuss further diplomatic measures."

China expressed concern Wednesday, but said it was not convinced the Security Council needed to take a tougher line on the issue.

China's ambassador to the United Nations, Wang Guangya, said in New

York that for now the atomic energy agency should remain in charge of the dispute rather than the Security Council, Reuters reported.

Wang said the five permanent members of the council, and Germany, planned to meet again "in a few days to discuss and take note of the situation," Reuters said. "I do hope the Iranians will take note of the reactions and be more cooperative with the IAEA and also with the Security Council."

The White House, which has charged that Iran is secretly trying to develop fuel for nuclear weapons, said after Ahmadinejad's remarks Tuesday that Iran was "moving in the wrong direction."

The National Security Council announced that the United States would work with the UN Security Council "to deal with the significant threat posed by the regime's efforts to acquire nuclear weapons."

On Tuesday, Ahmadinejad, in front of

a large, carefully staged and nationally televised celebration in Mashhad, announced that Iran had mastered a stage of the nuclear process.

"The nuclear fuel cycle at the laboratory level has been completed and uranium with the desired enrichment for nuclear power plants was achieved," he said.

Experts said that while the country appeared to have passed a milestone — one it has approached before with smaller-scale enrichment of uranium — the announcement may have had less to do with an engineering feat than with carefully timed political theater intended to convince the West that the program was unstoppable.

The declaration also came at a time of intense speculation in Washington that preliminary plans are advancing to take military action against Iran's nuclear sites if diplomacy fails, an idea Defense Secretary Donald Rumsfeld dismissed Tuesday as "fantasy land."

Lavrov, the Russian foreign minister, on Wednesday also firmly restated Russia's opposition to any use of force, a concern that has flared again in Russia following reports in *The Washington Post* and *The New Yorker* that the Bush administration was drawing up plans for military strikes.

"If such plans exist, and we read reports about this in the mass media, they cannot solve this problem," Lavrov said in Moscow during an appearance with the Albanian foreign minister. "This can only create another explosive hotbed in the Middle East."

Wang, the Chinese ambassador, said that talk of sanctions or military options "will not be helpful under the current circumstances," Reuters reported.

European nations have tried for three years to persuade Iran to halt its fuel production program. And on Monday, President George W. Bush repeated that his "stated goal" was that "we do not want the Iranians to have a nuclear weapon, the capacity to make a nuclear weapon, or the knowledge as to how to make a nuclear weapon."

For that reason, he has opposed allowing Iran to enrich uranium, even though Tehran has signed the Nuclear Nonproliferation Treaty and has the right to produce fuel for nuclear power reactors.

If the Iranian declaration is correct, the enrichment and what appear to be rudimentary bomb-making documents that international inspectors have found in Iran suggest that Iranians may now have most of the knowledge that Bush has sought to deny them.

At the least, they appear poised to be able eventually to expand enrichment on an industrial scale and, if they are determined to do so, enrich the uranium to levels necessary for an atomic weapon. But so far the quantities that the country has produced appear to be minuscule, and the enrichment level announced Wednesday — 3.5 percent — would work for producing power, not warheads.

The New York Times

# Les Etats-Unis évaluent l'option militaire contre l'Iran nucléaire

## LES CIBLES IRANIENNES À LA PORTÉE DES BOMBARDIERS ET DES MISSILES AMÉRICAINS



### PROLIFÉRATION

La fuite en avant du régime iranien stimule les partisans de la manière forte aux États-Unis.

De notre correspondant à Washington

LES BRUITS de bottes commencent à couvrir les voix de la diplomatie. Tandis que le président Mahmoud Ahmadinejad annonce fièrement l'entrée de l'Iran dans le club « des pays qui possèdent la technologie nucléaire », responsables politiques et stratèges à Washington passent en revue les options militaires comme si elles offraient la dernière chance d'arrêter la course à l'atome. De part et d'autre, un jeu de miroirs entre radicaux pourrait à terme renforcer le risque de passer des paroles aux actes.

En public, George W. Bush continue de prêcher un mélange de modération et de fermeté : « J'ai choisi une approche multilatérale pour envoyer un message clair aux Iraniens, a-t-il rappelé cette semaine. Nous ne voulons pas qu'ils aient l'arme nucléaire, la capacité de la fabriquer ou même le savoir-faire. (...) Mais prévention ne signifie pas nécessairement action armée. » Solidaire de la démarche engagée à l'ONU, qui a demandé à l'Iran de renoncer à l'enrichissement d'uranium d'ici au 28 avril, le président américain

écarter comme des « spéculations fantasmistes » les articles de presse évoquant la préparation de scénarios militaires. Son secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, parle « d'univers imaginaire ».

### Pas la même ardeur d'en découdre qu'avec l'Irak

La ligne officielle américaine est d'avancer vers des sanctions, à l'ONU ou via une coalition *ad hoc*. Le Conseil de sécurité est invité à « prendre des mesures plus fermes pour s'assurer que la crédibilité de la communauté internationale est préservée », a dit-hier le secrétaire d'État, Condoleezza Rice. Les sanctions économiques « sont une option possible », a renchéri le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan.

Si la dimension psychologique a un rôle en politique, George Bush n'est clairement pas tenaillé par le même désir d'en découdre militairement avec l'Iran qu'avec l'Irak de Saddam Hussein. Les mauvaises surprises de l'occupation ont apaisé les ardeurs bellicistes des « faucons » à Washington. Une invasion terrestre de l'Iran n'est envisagée par personne et, même limitée à des frappes aériennes, la partie est jugée beaucoup plus difficile par les experts. Non seulement à cause de la dispersion des cibles potentielles dans un pays immense, de leur dissimulation souterraine ou

au milieu de zones habitées, mais aussi à cause des réactions en chaîne que provoquerait toute intervention, dans la région et au-delà : agitation accrue en Irak, représailles contre Israël, réveil du Hezbollah au Liban, terrorisme...

Néanmoins, le postulat à Washington reste que l'Iran doté de la bombe atomique constitue une hypothèse « intolérable ». La nouvelle stratégie de sécurité américaine le désigne comme « le pays posant à lui seul le plus grand défi ». Le vice-président, Dick Cheney, l'a menacé de « sérieuses conséquences ». L'aile « dure » du camp conservateur, qui n'a jamais cru à la diplomatie, ne voit dorénavant de salut que dans un « changement de régime ». L'Administration a lancé un programme de 85 millions de dollars pour soutenir la « société civile » (c'est-à-dire l'opposition) dans ce but. Mais nul ne s'attend à ce que cela suffise

Les sanctions, appliquées par les États-Unis depuis 1979, ont peu de chances d'être plus efficaces, à moins d'un blocus pétrolier que la Chine et la Russie n'accepteront jamais, sans parler des réticences ailleurs.

### « Bush n'est pas encore prêt »

Bref, comment atteindre l'objectif fixé sans faire la guerre, se demandent les stratèges américains ? « L'Administration Bush est très près de ne plus avoir que l'option

militaire », estime Sam Gardiner, un colonel à la retraite spécialiste de la planification des attaques. Le Pentagone affine ses plans, « une démarche normale et de pure routine », affirme-t-on au cabinet de Rumsfeld. Mais des ►►►

►►► dissensions agiteraient l'état-major sur l'utilisation éventuelle de bombes nucléaires tactiques pour percer le blindage de bunkers souterrains, à en croire l'enquête de Seymour Hersh dans le *New Yorker*.

A ce stade, le bruit fait autour de l'option militaire est paré de vertus « diplomatiques » : « Une menace crédible est le seul moyen d'amener les Iraniens à la table de négociations », plaide Reuel Marc Gerecht de l'American Enterprise Institute, un « think-tank » néo-conservateur.

Avec le risque assumé d'une escalade : « Il est très possible, dit Patrick Clawson, du Washington Institute for Near East Policy, qu'Ahmadinejad souhaite une confrontation avec l'Occident, qu'il y voie un moyen de revigorer la révolution islamique. C'est une mauvaise nouvelle, parce que s'il continue sur cette voie, il y a une forte chance qu'il obtienne ce qu'il cherche. »

Le président aurait commencé à explorer ses options stratégiques avec quelques sénateurs triés sur le volet. « Bush n'est pas encore prêt à l'action militaire, analyse un diplomate. Mais il ne peut pas laisser comme legs la guerre civile en Irak et la bombe en Iran. »

PHILIPPE GÉLIE

LE FIGARO

13 avril 2006

# Les Iraniens applaudissent l'intransigeance du président Ahmadinejad

Beaucoup sont sensibles au statut de grande puissance donné par le nucléaire.

Téhéran

DEVANT le petit kiosque, Mohammad Amini, 25 ans, épiluche du regard la une des quotidiens iraniens, qui, tous, sans exception, mettent en exergue l'accession de l'Iran au club des pays disposant de la technologie nucléaire. « *Le rêve se réalise* », proclame la couverture du journal *Iran*. Le quotidien conservateur *Keyhan* se félicite du « *tournant historique* » qui, selon lui, propulse la République islamique au rang de « *pays le plus puissant du Moyen-Orient* ». Le sourire aux lèvres, le jeune fonctionnaire iranien n'a qu'un commentaire : « *Il aura fallu attendre l'élection d'Ahmadinejad pour que l'Iranienne tête à l'Occident !* »

En juin 2005, il n'a pourtant pas voté pour le président ultra-conservateur. Mais ce dernier

joue habilement sur la fibre nationaliste des Iraniens pour souder la population autour de la question nucléaire. Selon un sondage réalisé en mars 2006 par le Centre national de l'information auprès des professeurs d'université, près de 60 % de ceux qui ont été interrogés s'opposent à ce que l'Iran suspende ses activités d'enrichissement d'uranium. L'indépendance d'une telle enquête reste néanmoins difficile à prouver.

De façon générale, la propagande médiatique joue en faveur d'Ahmadinejad. Ces dernières semaines, la télévision et la radio d'Etat multiplient les émissions spéciales sur le recours « *indispensable* » de l'Iran à la technologie nucléaire. Cette propagande a débordé, hier, jusque dans certaines écoles, où les bambins ont été appelés à se rassembler dans la cour de récréation pour scander, en chœur : « *l'énergie nucléaire est notre droit absolu.* » Dans ce contexte, gare aux critiques et aux journalistes ira-

niens audacieux qui oseraient fragiliser ce consensus. Le ministère de la Culture a fait circuler un courrier ordonnant aux reporters locaux de ne plus écrire sur les menaces occidentales de sanctions économiques contre la République islamique, histoire de ne pas effrayer la population.

## Luttes d'intérêts internes autour du nucléaire

Pourtant, certains quotidiens réformateurs n'ont pas manqué d'évoquer hier, à mots couverts, les luttes d'intérêts internes qui tournent autour de la question nucléaire et qui révèlent la fragilité de cette unité nationale de façade. Le journal *Etemad* rappe-

lait ainsi que c'est l'ancien président Hachemi Rafsandjani, le chef du Conseil de discernement, qui a eu, à l'occasion d'un entretien donné à un journal koewïtien avant-hier, la primeur de l'annonce concernant la maîtrise par l'Iran du cycle nucléaire. Faute de pouvoir tout dire par

voie de presse, de nombreux commentateurs iraniens ont trouvé refuge sur Internet, où s'est instauré un large débat sur les retombées de l'entêtement iranien face aux pressions occidentales. Ali Khorram, ancien ambassadeur iranien aux Nations unies, s'inquiète ainsi, dans une interview avec le site privé *www.iranews.org*, du risque d'isolement de son pays. « *L'Iran, remarque-t-il, est devant une alternative : elle peut suspendre ses activités d'enrichissement avant l'échéance de l'ONU ou choisir de résister. En cas de résistance, la résolution du Conseil de sécurité pourrait autoriser le recours à une action militaire.* »

DELPHINE MINOUI

LE FIGARO

13 avril 2006

## L'hypothèse d'une opération israélienne en solitaire

Les chasseurs israéliens sont capables de mener une attaque sans l'US Air Force, mais avec une ampleur et une efficacité limitées.

SI LA DIPLOMATIE se retrouvait dans l'impasse, et si Washington calait devant l'option militaire, les Israéliens pourraient-ils s'attaquer seuls au nucléaire iranien ? Au-delà des lourdes conséquences politiques d'une telle intervention, la question technique se pose.

Le 7 juin 1981, des avions israéliens détruisaient le réacteur expérimental d'Osirak, coupant ainsi la route vers le nucléaire au régime irakien. Située près de Bagdad, la centrale irakienne était dans le rayon d'action de la chasse israélienne. Aujourd'hui, les objectifs potentiels iraniens, eux, se trouvent en limite de portée des bombardiers de Tsahal. Et,

surtout, posent le problème de la discontinuité géographique.

Les Israéliens ne disposent pas de missiles balistiques conventionnels ou de missiles de croisière capables de frapper l'Iran. Tout reposerait donc sur l'aviation. Et cette fois-ci, les chasseurs israéliens devraient survoler des pays dotés de systèmes de détection : une route aérienne de 1 500 kilomètres par la Jordanie et l'Irak, 2 000 par l'Ara-

bie saoudite, plus de 2 500 en faisant le détour par la Turquie.

### Offres de service de Tsahal

Avec l'acquisition récente des versions « longue portée » des chasseurs-bombardiers F 15 et F 16, l'armée de l'air israélienne a considérablement étendu son rayon d'action. Elle possède aussi des capacités de ravitaillement en vol. « *Mais ces moyens restent limités et ne pourraient permettre que*

*des raids de faible ampleur, estime un expert, ils ne peuvent ainsi ravitailler en même temps des bombardiers, des chasseurs de protection et des avions de guerre électronique.* »

Les Israéliens, à l'évidence, se verraient plutôt agir de concert avec l'US Air Force. Des généraux de Tsahal se sont rendus à plusieurs reprises à Washington pour faire leurs offres de service. Pour acheter, aussi, au début de l'an-

née 2005, quelque 500 bombes antibunkers. Ces emplettes ont été comprises dans la région comme un signal envoyé à l'Iran.

Des spéculations alimentées par la jolie réplique du chef d'état-major israélien. Alors qu'on lui demandait un jour jusqu'où Israël serait prêt à aller pour stopper le programme nucléaire iranien, le général Dan Halutz avait répondu : « 2 000 kilomètres. »

A. L. G.

APRIL 17, 2006

TIME



SINA GUL—ANA/BLOKUSA.COM

### Police clash with demonstrators in Istanbul last week

with pistols—the worst such clashes in more than a decade.

Last week the violence spread to Istanbul, where Kurdish groups detonated two bombs, one on a bus and another at a ruling-party headquarters. Police responded by detaining 716 people in the southeastern provinces, including more than 200 teenagers. "Police are everywhere, and the attitude of security forces has hardened," says Mahmut Vefa, a Kurdish lawyer with the Bar Association in Diyarbakir, adding that the violence has threatened to undo "real gains in this region in the last few years in terms of bringing democracy and peace." The P.K.K., which is listed as a terrorist organization by the U.S. and the E.U., may have been re-energized. It has taken advantage of the war in Iraq by using the north of that country as a refuge and even, Turkish

police say, obtaining plastic explosives from Iraq for use against Turkish forces.

The violence puts the government of Recep Tayyip Erdogan in an awkward position. The Turkish Prime Minister is committed to "zero tolerance" of the P.K.K. But he is also under pressure from the E.U. to observe European norms of police conduct and to improve conditions for ordinary Kurds in the impoverished southeastern part of the country. Last week a top European official cautioned Turkey against the use of "excessive force." Responding to reports that European parliamentarians had also dispatched a letter criticizing the government's response just one day after militants killed five police and soldiers, Erdogan fumed: "Those who write such letters should first come and experience what they [the security forces] have been going through." —By Andrew Purvis.

Reported by Pelin Turgut

## Return of the Rebellion

**W**HEN TURKISH OFFICIALS opposed the U.S.-led war on Iraq back in 2003, they warned that unrest there could have dangerous consequences for Turkey's own Kurdish minority. Ankara feared the Kurds would agitate for more autonomy if they saw their neighbors in Iraq doing the

same. That prediction may be coming true. A flare-up last month between Turkish security forces and members of the Kurdish separatist Kurdistan Workers' Party (P.K.K.) and their supporters has left at least 16 civilians dead, including 13 demonstrators (and a 3-year-old-boy) whom police fired on

## L'Iran joue la carte palestinienne

### PROCHE-ORIENT

En aidant le gouvernement palestinien, l'Iran renforce sa popularité régionale et cherche à constituer une coalition anti-occidentale.

Téhéran

APRÈS le gel des aides financières américaines et européennes au gouvernement du Hamas, l'Iran joue la carte palestinienne pour constituer un front régional contre l'Occident. « Je suis honoré d'annoncer que l'Iran a débloqué 50 millions de dollars pour venir en aide à la nation palestinienne », déclarait hier Manouchehr Mottaki, le ministre iranien des Affaires étrangères, à la fin d'une conférence de solidarité avec les Palestiniens qui s'est tenue pendant trois jours à Téhéran.

Invité d'honneur, Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas, s'en est pris à la suspension par l'Union européenne de son aide directe. Il a dénoncé « un acte immoral et inhumain qui vise à punir collectivement une nation qui a fait un choix démocratique ».

Les pays européens ont exigé des islamistes du Hamas de reconnaître Israël, d'abandonner la lutte armée et de respecter les engagements des précédents gouvernements palestiniens pour maintenir cette aide.

La conférence, qui fêtait sa troisième édition depuis 1991, a réuni des centaines de représentants de pays musulmans, ainsi que des personnalités telles que Ramadan Abdullah Shalah, chef du Jihad islamique palestinien, ou encore Cheikh Naïm Ghassem, numéro deux du Hezbollah libanais. En organisant un tel événement, la République islamique veut s'imposer comme un acteur régional incontournable. Elle rassemble, par là même, une coalition contre tous ceux qui s'opposent à son programme nucléaire. « J'ai beaucoup de respect pour le président iranien, confie Khaled Mechaal. C'est un homme de principe qui exprime ses idées et qui tient tête à l'Occident. Les Européens devraient discuter avec lui au lieu de se laisser influencer par les mensonges d'Israël. »

### Rhétorique anti-israélienne

Ces derniers mois, les diatribes anti-Israël du président Mahmoud Ahmadinejad ont renforcé sa popularité auprès des opinions publiques de la région. Lorsque, vendredi dernier, il compara Israël à « un arbre pourri et asséché, qui sera anéanti par une tempête », il suscita un nouvel émoi dans les capitales occidentales. « Ses propos rappellent ceux de Saddam et il finira comme lui », déclarait samedi l'Israélien Shimon Pérès, le numéro deux du parti Kadima. Mais, à Téhéran, c'est sous les applaudissements de ses invités musulmans que le président prononça son discours.

La rhétorique anti-israélienne fait partie du discours iranien depuis la révolution islamique de 1979. Mais depuis l'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad, elle domine plus que jamais les propos officiels. D'après le politologue iranien Ramin Jahanbegloo, « Ahmadinejad essaie d'avoir toutes les cartes dans son jeu de poker avec les Américains. Trouver des alliés en Irak et parmi les membres du Hamas et du Jihad islamique lui permet de gagner du temps politiquement et de pouvoir faire pression sur l'Europe, la Russie et les États-Unis dans le marchandage nucléaire », dit-il.

« Nous nous sentons proches de l'Iran, car nous faisons face aux mêmes défis, aux mêmes ennemis et aux mêmes menaces venant de George Bush et d'Israël », remarque sans détour Leyla Khaled, une représentante du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Objet de tous les regards, un gâteau jaune artificiel géant a dominé ce week-end le centre de la conférence. Il s'agissait d'une

référence au « yellowcake » (gâteau jaune en anglais), le nom donné par les scientifiques à l'oxyde d'uranium. A la tribune, les hommages à la « puissance nucléaire de l'Iran » se sont enchaînés. « Vous avez réussi à enrichir de l'uranium. Nous applaudissons cette victoire », s'est exclamé Cheikh Naïm Ghassem, le représentant du Hezbollah. Khaled Mechaal a, pour sa part, émis le souhait que « tous les pays musulmans suivent la voie iranienne ».

DELPHINE MINOUI

LE FIGARO

17 avril 2006

## World Bank projects in the Kurdish region

The World Bank is financing seven active projects in Iraq, some of which will be implemented in the Kurdistan Region. The Bank has also proposed several projects in the Kurdistan Region that will be put forward for the Bank board's approval.

An industrial zone that will provide infrastructure for the private sector will be built in Erbil, with some financing provided through the World Bank.

In addition, the World Bank has proposed a project to repair the hydro power stations at Dokan and Derbandikhan.

The Bank has also proposed a plan to widen and upgrade the main Erbil to Kirkuk road, and to rehabilitate up to 100 km of rural roads connecting remote villages in the Kurdistan Region.

One of the World Bank's active projects is to quickly develop Iraq's private sector,

at an estimated cost of \$55.5 million.

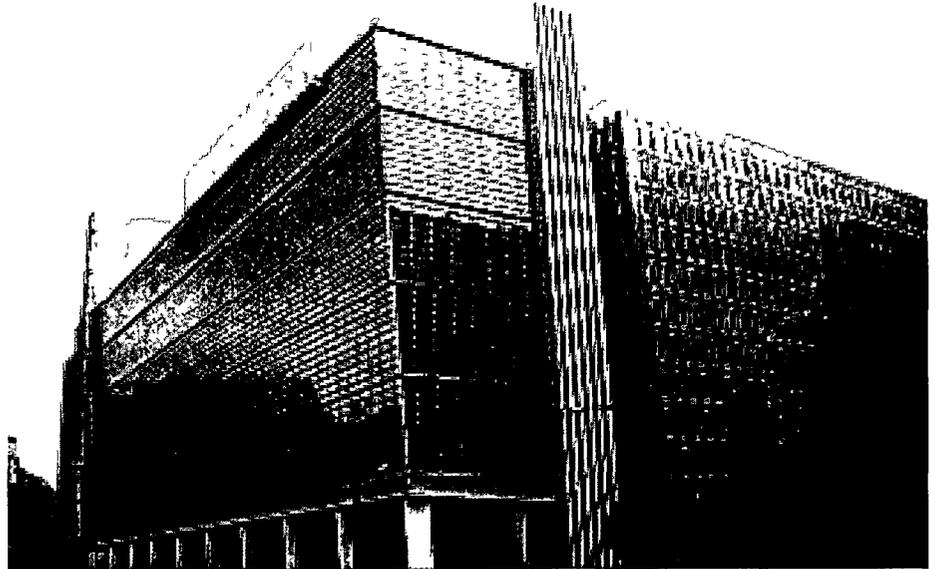
One component of the project is the creation of two industrial zones, one in Erbil and one in Basra. These industrial zones will provide much needed infrastructure to support the private sector. According to the World Bank, "Development plans for potential industrial zones will be prepared: one in Basra and the other in Arbil. These plans will examine market demand,

specification of infrastructure requirements, examination of regulatory concerns and the design of an implementation process."

Another component of the project is to build throughout Iraq a high capacity national backbone communications network capable of supporting business needs. Personnel will be trained to operate the network efficiently. The World Bank expects that "These microwave

links will provide immediate voice and data connectivity for the key cities in the districts of Baghdad, Baquba, Kirkuk, Arbil, Mousa, Sulaimaniya, Dohuk, Ramadi, Hadetha, Al-quaim, Kut, Ammara, Basra and Um Qaser, and improve national and international connectivity."

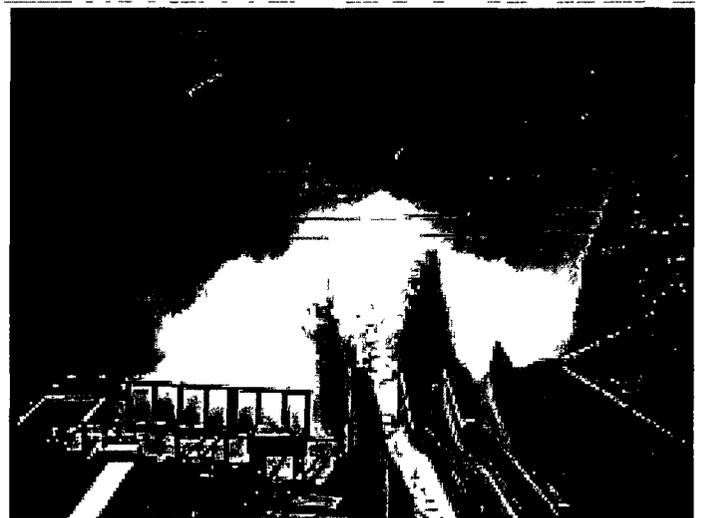
Proposed project: Dokan and Derbandikhan Emergency Hydro Power  
Among the World



The proposed project would cost an estimated US\$40 million and would be implemented by the KRG Ministry of Industry and Electricity



Repairs for Dokan (US\$10 43 million)



Repairs for Derbandikhan (US\$22 45 million)

Bank's proposed but not yet approved projects is the upgrading and repair of the Dokan and Derbandikhan hydro power stations in the Kurdistan Region. Both hydropower stations are connected to Iraq's main grid, thus benefiting both the KRG and Iraq's whole power system. The World Bank expects its board to approve the project in September 2006.

According to the World Bank, "The objective of the project is to help alleviate the current power supply shortfall

through urgent repair works, and prepare for the subsequent rehabilitation of the Dokan and Derbandikhan hydro-power plants to restore their original capacity of 400 and 249MW respectively."

The proposed project would cost an estimat-

ed US\$40 million and would be implemented by the KRG Ministry of Industry and Electricity. The federal Ministry of Finance would act as the representative of the recipient. The estimated costs of the repairs are:

- Repairs for Dokan (US\$10.43 million)

- Repairs for Derbandikhan (US\$22.45 million)

- Environmental assessment and dam safety (US\$4.6 million)

Proposed project: emergency road rehabilitation

Part of World Bank's proposed emergency road rehabilitation project in Iraq would be implemented in the Kurdistan Region. The parts of the project earmarked for Kurdistan are:

- Rehabilitation and Upgrading of the 43

km long Erbil - Al-tun Kopri Road. The project would widen and rehabilitate 43 km (about half) of the main Erbil to Kirkuk road in the Kurdistan Region, which is a priority for the Regional Government.

- Village Access Roads Pilot Program. The Project would rehabilitate up to 100 km of rural roads connecting remote villages in the Kurdistan Region. Around 30 km to 35 km of roads in each of the three northern Governorates would be upgraded.

- Road Asset Management and Road Rehabilitation Programming. This initiative would develop road rehabilitation and maintenance management strategies and establish a fully functioning road asset management

system for the northern Governorates. This would entail preparing a highway rehabilitation and maintenance program, as well as a village access road program.

- Project Management. Financial support would be provided to manage project activities and provide on the job training in project management. The Credit would finance the costs of setting up a Project Management Team (PMT) under the Ministry of Housing and Construction in the KRG, including necessary office equipment, materials, technical assistance, training, and other related costs.

KRG

## Kurdistan English university launched

Globe Correspondent

**I**rbil-Kurdistan University of Hawler, Iraqi Kurdistan's first English university, will begin running courses from the next academic year, Professor Abbas

Wali, head of the university, told reporters in a press conference last Sunday in Erbil's Sheraton Hotel.

The establishment of the university comes after the idea was initially

discussed two years ago.

Unlike other universities in Kurdistan, which are lecture-based, the new university will adopt a new approach.

"It will be a research-based university and conducting research in various fields will be one of its main priorities," Dr. Motasam Tatahi, a member of the university's administrative board, said.

The curriculum and courses will be set and accredited by a British university.

The university will teach six courses in its first year, including Economics and Finance, Business and Management, Sociology and

Social Work, Political Science and International Relations, Information Technology and Modern History.

"At first four hundred students will be admitted to the university and they will be divided between the six departments," Professor Wali stated. "The university is in its first stage. We plan to expand it in the future by opening new departments, such as scientific departments. Also we will open MA, MSc. and PhD studies."

The Kurdistan University of Hawler will be funded by the Kurdistan Regional Government, but will be administered



Kurdish scholar and founder of Kurdistan English University-Hawler, Abbas Wali, speaking in his joint press conference as Foad Hussein and Motasam Tatahi listen on. GLOBE PHOTO/by Safeen Hamed.

independently.

"The university will be an independent one, which means it controls its own works and system of study. It is independent, but financed by KRG," Professor Wali explained.

University administrators were unwilling to comment on the budget but said that it would not be a limited budget.

Students will not pay tuition fees and high school students in the

Kurdistan Region can apply to study at the univer-

sity from this week.

Candidates to study at the university must meet three requirements. The average of their high school marks must not be less than 75%, they must take an English language efficiency test and they must be interviewed.

The degrees of the university will be recognised in Britain and other European countries, Dr. Tatahi

explained. All courses will last four years, with the first year dedicated to English language and computer skills.

English will be the teaching language of the university.

"Due to many reasons, including political ones, the Kurdish language is poor for academic use," Dr. Tatahi told the Globe.

He also added that the university will try to hire professors and lecturers

who have attained their degrees from Western universities.

The university campus will be in Irbil, and is the fifth in the Kurdistan Region, after the Universities of Salahadin, Suleimaniya, Dohuk and Koya.

## US forces to stay longer

**C**oalition Forces should stay at least 3-5 more years in Kirkuk to secure stability and overcome current security challenges in Iraq, a top Iraqi military official says.

"If they (Coalition Forces) left now, a catastrophe is inevitable. These forces need to stay for an extra 3 to 5 years to secure stability. We need their support now and in the immediate future until we are capable to take over, as a child needs help with

their first steps," said Brigadier General Anwar Hama Amin, chief of the fourth brigade that is responsible for protecting the oil fields of Kirkuk.

The statements by the general came amid increasing pressure on Washington to cut down on its 130 thousand soldiers in Iraq, three years after the US-led war that toppled the former Iraqi regime of Saddam Hussein in 2003.

Meanwhile, top US military officials in Kirkuk have

said that 5 years is "unnecessarily long", describing the fourth brigade lead by Amin as a capable fighting force that had carried out two military missions with little help from the US forces.

"The concern of Amin is exaggerated," said Colonel Robert Benjamin, deputy chief of the US forces 101 Airborne Division in Kirkuk.

**"In terms of operation, they (the Iraqi forces) are ready".**

Confirming the significance of the multinational forces, General Amin said that the presence of those forces have helped in overcoming ethnic tensions within the local military units which are a mixture of Kurds, Arabs and Turkomans.

"We need to learn the professional skills from them, only then should they leave - when there are no ethnic divisions within the local forces, to avoid the repetition of what happened within the Ministry of Interior in Baghdad," Amin added.

The fourth brigade of Amin takes second place

compared to the coalition forces, meaning that it can conduct military operations on its own with the logistical support from the US forces.

"This is the reality on the ground: it all comes from the support of the coalition," said Amin, pointing to a computer set and a fax machine on his office desk.

**"The Iraqi Ministry of**

**Interior has little contact with its military divisions"**

The US colonel said that he was working with the local military leaders to demand more from the ministry "We are working with the ministry to improve the situation and we tell Amin not to take 'no' for an answer".

At present, the Iraqi Ministry of Interior provides the monthly salaries and handles the administration of food and fuel provisions

to its soldiers. The multinational forces provides military uniforms, supplies and ammunition.

**The Globe**



Kurdish youngsters stand next to US soldiers in Irbil. Unlike the rest of Iraq Coalition Forces have met more friendly hosts in the country's semi-autonomous region. GLOBE PHOTO/Safeen Hamed

# Sheikh Mahmoud's first uprising and Britain

"I had seen Sheikh Mahmoud in hospital when, with a magnificent gesture, he denied the competence of any Military Court to try him, and recited to me President Wilson's twelfth point, and the Anglo-French declaration of 8th November 1918, a translation of which in Kurdish, written on the fly-leaves of a Qur'an, was strapped like a talisman to his arm."

Arnold Wilson



Legendary Kurdish leader Sheikh Mahmoud Berzenji

By Azad Aslan  
Globe Political Editor

**S**heikh Mahmoud Berzenji was one of the greatest Kurdish nationalist leaders. He belonged to the famous Berzenji family in Southern Kurdistan, a family which came to prominence after the suppression and demise of the Baban Amirate. Sheikh Said Berzenji, the father of Mahmud Berzenji, is reported to have cured the sick but the favourite son of the Sultan Abdulhamid and thus he 'enjoyed carte blanche with local officials enriching himself at the expense of Sulaimania's citizens.' Sheikh Said, who had control over the Hamawand tribe through intermarriage, revolted against the Young Turk Constitutional government in 1908. Without sufficient troops to defeat the Sheikh Said forces, the Ot-

toman officials persuaded the Sheikh to come Mosul for negotiations. There in Mosul he and his other son, Sheikh Ahmed, were killed by a public affray, organized by the Ottoman authorities. After his death his son, Sheikh Mahmud took his place and revived the insurrection, which continued up to the outbreak of the WWI.

Despite his father's and his own revolt against the Young Turk government, ironically, during the war the Sheikh fought alongside the Ottoman army against the British forces in Shuaiba in Southern Iraq. It is also reported that he engaged

against the Russian troops in Penjuin. However following the WWI Sheikh Mahmud became one of the most distinguished Kurdish nationalist leaders in Southern Kurdistan and led a move-

ment against the British forces for independence and declared himself the King of Kurdistan.

## War time commitments

With the entry of the Ottoman Empire into the First World War alongside the Axis powers brought the Eastern Question to its final stage. The 'sick man' of Europe which survived throughout the last two centuries mainly as a result of balance in powers amongst the Great Powers, finally had to be dealt with conclusively as to what might become the Ottoman territories. Right from the beginning of the war, the three allies of Britain, France, and Russia contemplated and prepared detailed plans as to their intended share of the would-be dismembered empire should they come out victorious.

Initial British policy towards the Ottoman Empire was developed in an interdepartmental meeting in 1915. The British Cabinet decided to set up a special committee to formulate British policy in regards to the Ottoman territories. What had become known as the Bunsen Committee, provided initial guides for Britain to pursue in its war aims in the Ottoman territories. Even though the Indian Office argued for the consolidation of a whole Kurdistan,

a senior British policy makers, Sir M. Sykes argued against the idea of whole Kurdistan due to the level of Kurdish national awareness. He disputed that there is no Kurdish question similar to the Armenian, Bulgarian or Irish nationalist due to the fact that 'the Kurds have no sense of nationality of any

kind whatever. They have a subconscious sense of race and certain tribal instincts, but they are entirely uninfluenced by the idea of nationality as modern Europeans understand the word.' Sykes further claimed the lack of tradition among the Kurds in establishing a state of their own and lack of nationalist movement. 'In the present situation there are Persian Kurds, Turkish Kurds and Russian Kurds at one and the same time, besides Kurds who are subjects of all three states. As it is now so it has been in the past. It may be objected that Armenians and Jews are similarly broken up, but still have a strong sense of nationality. To this it can be answered that there is a tradition of an Armenian nation and a Jewish nation which once formed a State; this tradition the Kurds have not got. No Kurds repines over his lost Empire. The Kurdish national songs do not tell of the palmy days when Kurdistan was really Kurdistan. (...) The Kurdish "intelligentsia" is almost non-existent; a Kurd who gets educated gets engulfed in the bureaucracy and becomes a Turk. There is no class of unemployed. Doctors, dentists, lawyers, clerks, or journalists, among the Kurds, and these being wanting there is no public opinion of a nationalist kind, forming secret societies and preaching nationalist propaganda. The few Young Turk Kurds of Constantinople, such as Baban Zade and the Kurdish newspaper writers in Switzerland are entirely out of touch with the Kurdish tribes.' Sykes inferred that there is, among the Kurds, a sense of loyalty to the clan; a sense of enmity to the next tribe, whether it be Kurdish

or Arab; and a sense of vassalage to an alien Government. 'The Kurdish noble as such does not aspire to kingship. His ambition is to form a confederation, to be a great person, and to be honoured by a paramount power. He is instinctively a vassal.' Thus, argued Sykes, 'consolidated Kurdistan is impossibility. There is no reason why the distribution of the Kurds should dictate frontiers or why Kurds should be regarded as a people who require consolidation.'

The de Bunsen Committee report later provided the ba-

sis of the infamous Sykes-Picot treaty among the British, France and Russia. As far as Kurdistan was concerned, the common denominator of all these wartime commitments and agreements among the Great Powers was the division of the Ottoman Kurdistan between two powers, in effect, Russia and France. Britain in these early arrangements excluded itself from Ottoman Kurdistan, leaving Mosul province to France.

The advent of the Bolshevik revolution in Russia in 1917 altered war time arrangements between the Great Powers. The first act of the Bolsheviks, after seizing power in Russia, was to repudiate all the Tsarist international commitments. The advent of Bolshevik revolution, and consequently, Russian withdrawal from the Sykes-Picot agreement had two crucial consequences on post-war settlement. Firstly, it complicated relations among France, Britain and Italy in regards to the Ottoman areas which were initially left to Russia. The northern part of Kurdistan and Ottoman Armenia were the areas particularly proved to be more problematic as there was no power willing to control or annex the designated territories. Britain and France proposed to United States, which entered to the war in a later stage, to replace Russia and control the areas left for Russia. The US was well aware of the secret treaties between the Allies even before the Bolsheviks exposed them. Washington considered the scheme

for carving up the Ottoman territories quiet contrary to American objectives and laid plans to dissociate the US from the secret treaties. On 1 December 1917, President Wilson cabled Eduard House, the President's confidential adviser in Paris, that 'our people and Congress will not fight for any selfish aim on the part of any belligerent... least of all for divisions of territory such as have been contemplated in Asia Minor.' A speech delivered by the President to the US Congress, which was famously known as Fourteen Points dealing with the Ottoman issue, was an indication of the US policy in contrast to the Allied arrangement. Point 12 declared that 'the Turkish portion of the present Ottoman Empire be assured a secure sovereignty, but the other nationalities which are now under Turkish rule should be assured an undoubted security of life and an absolutely unmolested opportunity of autonomous development, and the Dardanelles should

be permanently opened as a free passage to the ships and commerce of all nations under international guarantees.' The US reluctance to participate in the Allies war scheme immediately was one of the main reasons that explained why the post-war settlement with the Ottoman Empire delayed from the Mudros Armistice to the Sevres Treaty for almost two years.

Secondly, as Ro'i noted 'the threat of Bolshevism was of major concern to the Western leaders not only as far as their own countries were concerned but also in their colonies and empires.' The Allies who were apprehensive about the spread of the Bolshevism in Asia as a major threat to their imperial interests concerned about containing the revolution in Russia if not destroy once and for all. Within this context, the advent of the Bolshevik revolution contributed to the strengthening of Kemalism in Anatolia. By exploiting Bolshevik weaknesses during the civil war in Russia; and the Western concerns about the spread of

revolution to Asia, Kemalists, by playing double, utilized the situation for their own benefit.

### British Policy and Southern Kurdistan

With the occupation of Mosul Vilayet towards the end of the war, Britain involved directly in the Kurdish issue as large part of the Mosul vilayet constituted Southern Kurdistan. It would be misleading to argue that British policy in regard to Kurdistan in general and Southern Kurdistan in particular was consistent and coherent. It had undergone rather great changes and confusion. What mainly concerned British policy makers, at the Foreign Office, the India Office, and high officials in Mesopotamia (Iraq), primarily were the security, stability, and viability of creating an Arab state in Iraq. The rich oil reserves in Mosul vilayet was also another reason why the British policymakers insisted to keep Mosul within the British sphere of influence. The question of the future of Southern Kurdistan had been largely discussed and contemplated by officials within the framework of British concern in Mesopotamia. A. Wilson, Civil Commissioner to Iraq wrote as early as 15 October 1918 that 'politically as well as strategically there is much to be said for adopting line of lesser Zab as the frontier of Iraq state, including the latter Altun Kupri, Sulaimania and Panjwin: the rich districts of Sulaimania and Halabja are

susceptible to great development, and their products are essential to industries and general well-being of Iraq, viz petroleum, coal, seed-wheat, gall, nuts, and tanned material and tobacco. The first two in particular, as His Majesty's Government are aware, are of great potential value. The foregoing is an assumption that arrangements made regarding Basra and Baghdad Vilayets will not hold good as regards Mosul Vilayet.'

Initial contacts with Kurdish representative took place late 1918 when British forces occupied Kifri. Two Kurdish notables, on

behalf of Sheikh Mahmoud, approached British political officer to hand a letter from the Sheikh 'earnestly appealing to His Majesty's Government not to exclude Kurdistan from list of liberated people.' The first priority for Britain was to return order and law to Kurdistan, and due to the military reasons it was recognized that 'the organisation of Kurdistan would have to be undertaken by purely political means.' For this purpose, an able British political officer, Major Noel was assigned to Sulaimania with instruction 'to arrange with local chiefs for the restoration and maintenance of order in areas outside the limits of our military occupation, for the exclusion and surrender of enemy agents and for the supply of commodities needed by our troops.' Noel was authorised 'to appoint Sheikh Mahmoud as [British] representative in Sulaimania should [he] consider this expedient and to make other appointments of this nature at Chamchamal, Halabje, etc at [his] discretion.' Tribal Chiefs with whom Major Noel established relations, were told that 'there is no intention of imposing upon them an administration foreign to their habits and desires. Tribal leaders will be encouraged to form a confederation for the settlement of their public affairs under the guidance of the British Political officers.' Major Noel was followed by the Civil Commissioner, A. Wilson who paid a visit to Sulaimania to hold a meeting with 60 leading chiefs of the region, and representatives of Kurdish tribes of Persian Kurdistan. Wilson found that 'the national movement was strong in Kurdistan... there was a general recognition of the need of British protection if they were to prosper in the future. There was, however, hesitation on the part of some of the chiefs as to the wisdom of placing Kurdistan under effective British administration, while

others claimed that Kurdistan must be separated from Iraq and be run direct from London.' After that meeting a document was drawn between Wilson and chiefs up

to the effect that 'H.B.M.'s Government having announced that their intention in the war was the liberation of the Eastern peoples from Turkish oppression and the grant of assistance to them in the establishment of their independence, the chiefs, as the representatives of the people of Kurdistan have asked H B M.'s Government to accept them also under British protection and to attach them to Iraq so that they might not be deprived of the benefits of that association, and they requested the Civil Commissioner of Mesopotamia to send them a representative with the necessary assistance to progress peacefully on civilized lines. If H.B.M.'s Government extended its assistance and protection to them they undertook to accept H.B.M.'s orders and advice.' The Civil Commissioner, in return signed a document stating 'that any Kurdish tribe from the Greater Zab to the Diyala who of their own free will accepted the leadership of Sheikh Mahmoud, would be allowed to do so, and that the latter would have our moral support in controlling the above areas on behalf of the British Government whose orders he undertook to obey.'

### Britain vs Sheikh Mahmoud

Having been appointed as Hukumdar of Sulaimania in December 1918, Sheikh Mahmoud proved to be, in Wilson's words 'our most difficult problem.' The cause of the problem, however, was the conflicting approaches to the question of the future of Kurdistan envisioned by British officials and Sheikh himself Mahmoud was not contented with the political arrangement and had a larger picture of Kurdistan in his mind than that of Sulaimania division to which the British attributed to him. In February 1919, the Sulaimania division included Kifri and Kirkuk districts and extended to beyond Rowanduz in the North. Sheikh Mahmud, as Wilson noted, 'was, however, in no way satisfied: he claimed that he had mandate from all the Kurds of the Mosul vilayet and many in

Persia and elsewhere to represent to us their desire to form a unitary autonomous state of which he was to be the head under British protection.'

Britain was not prepared to allow the Sheikh space and support for consolidation of his power in Kurdistan. On the contrary, as early as March 1919, a number of measurements were taken to curb his power. Major Noel, who was often called the 'Second Lawrence' of Kurds, was replaced by E.B. Soane as Political Officer to Sulaimania division. Soane was an open critic of Noel's

policy of creating tribal confederation in Kurdistan. He argued that 'in the beginning a system of administration, which one may call the Tribal system, was adopted. It was considered by the Political officer in charge [Major Noel] that this would best meet the national aspirations and preserves the characteristic features of Kurdistan. It was considered by Sheikh Mahmoud equally desirable to institute the tribal system as by that means he could more easily bribe or threaten the chiefs, could more readily centralize the control in himself, and more rapidly attain the position of absolute power which was his aim. The system of direct govern-

ment by officials, which naturally tends to disintegrate tribes and create a democratic and industrious homogeneous population, was by no means to his taste.' Thus 'revival of the tribal system was a retrograde movement.

Already South Kurdistan had become largely detribalised and a measure of prosperity, in consequence, had been its lot in pre-war times. Now the Political Officer, accepting the views of Sheikh Mahmoud, devoted his energies to re-tribalising. Every man who could be labelled a tribesman was placed under a tribal leader. The idea was to divide South Kurdistan into tribal areas under tribal leaders... Law was to be administered by this chief, who must only recognize Sheikh Mahmoud as Hukumdar... Ideal for the clansman but fatal for trade, civilization and tranquillity. The tribal system was an idealistic one, and like so many idealistic schemes, it broke down when brought into contact with dishonest and mundane human nature.'

New arrangements were carried out by British officials to curtail Sheikh Mahmoud's area of influence and activities. Wilson, who had a very poor opinion of Sheikh Mahmoud, stated, 'it was clear that we could not pru-

dently lend our active support to Sheikh Mahmoud's pretensions to the hegemony of any considerable group of tribes, and, this being the case, it was generally agreed that it was necessary to modify our policy in Southern Kurdistan by the introduction of some sort of administration on lines similar to those in force in Iraq.' Hilmi, in his memoirs inferred that British political officers were trying to diminish Sheikh's influence and authority among the people. Apart from that, a number of localities such as Kirkuk, Kifri, Koi Sanjak, Rowanduz, Halabje and the Jaf lands were excluded from Sheikh Mahmoud's control. Such developments

inevitably caused uneasiness for Mahmoud. British officials sensed and interpreted Sheikh's apprehensions in a different light as Soane reported 'Sheikh Mahmoud had viewed with annoyance the separation of Kifri and Kirkuk, the defection of the Jaf, his failure to impress himself on Koi and Rowanduz and now began to take active steps against the British Government... On every side he hampered just government posts; sought to believe H.B.M.'s Government and its officials by displays of personal power in directions contrary to good government... He collected round him the malcontents and ne'er-do-weels of the district and considered how he might avenge himself upon the British Government because it had detected and scotched his plans for the prostitution of the idea of a free and prosperous Kurdistan to his personal lust of power.'

### Sheikh Mahmoud vs Britain

To such British overtures, Sheikh Mahmoud responded by a revolt in May 1919. He was supported by those Kurdish tribes across the Iranian Kurdistan, especially by Hawraman tribe. He obtained control of Sulaimania, 'seized the Treasury, imprisoned all the British personal who happened to be present, and hoisted his flag, in place of Union Jack over the Po-



The de Bunsen Committee report later provided the basis of the infamous Sykes-Picot treaty among the British, France and Russia

litical Office.' He declared himself Ruler of all Kurdistan. Sheikh Mahmoud's uprising, however, short lived. After having initial military success against British forces near Chamchamal before his forces were defeated in the Bazyan Pass in mid-June. The Sheikh himself was wounded and captured.

He was brought to Baghdad for military court and sentenced to death but later pardoned for exile to India. Wilson wrote that he opposed the pardon 'on the ground that so long as Sheikh Mahmoud was alive his adherents in Southern Kurdistan would live in the hope, and his enemies in the fear, of his eventual return, and that his death would contribute more than any other single factor to the restoration of tranquillity.'

This first Kurdish uprising against British forces was important as it indicated a number of points with regard to British politics and the weakness of Kurdish nationalism in Kurdistan. McDowall argued that 'trouble might well have arisen with another Kurd in his place. For behind the clash of personality, lay conflicting systems and expectations. There was a fundamental conflict between institutionalized government on the one hand, in which officials were appointed on merit and owed their loyalty to an abstract idea - the state, the administration, the Crown or whatever- and, on the other hand, the highly personalized form of government based on patronage'. This view had been put forward in a different way by Soane who wrote, 'it is well to note that had Sheikh Mahmoud not precipitated matters, a breach would as inevitably have occurred, for corruption and speculation were, under his guardianship, growing so rife that whatever representative of H.B.M.'s Government might have been present, would have been forced to an issue with Sheikh Mahmoud on the point.' Such reasoning as to the conflict between Sheikh Mahmoud and the British forces was not only retrospective; but

at the same time highly Eurocentric. It is true that Kurdish society was tribal and fragmented and had always been subjected direct or indirect control of imperial powers. A native central administration after the destruction of Amirate system by the Ottomans in the first half of the 19th century in Kurdistan never occurred or allowed. Should Britain had had a clear policy in Southern Kurdistan to create a native central administration; Sheikh Mahmoud could have managed to create one with the support of British officers. The fact that Kurdish tribes and chiefs initially backed Sheikh Mahmoud with the knowledge that he was appointed by Britain indicates that. Soon after British officers made it explicit that tribes and other towns and districts are free not to be ruled under Sheikh Mahmoud his prestige and authority reduced considerably. The fact that not only in Kurdistan, but in most of the Ottoman-run Arab regions too, there was not any institutionalized government and central administration the same way that existed in Western Europe. This was something unique to Europe with the advent of capitalism and industry. To expect such system established in a short period in a fragmented society like that of the Kurds is unrealistic. The clash was rather due to conflict of interests of the British ambiguous policy and the Kurdish nationalist aspiration.

The uprising caused the British officials to contemplate the withdrawal of British officials from Kurdistan. The reason that British extended their influence in Southern Kurdistan, argued the Secretary of State, was 'because they believed that inhabitants themselves welcomed it... It will now appear that belief was misplaced, and that inhabitants, so far from welcoming British influence, are so actively hostile that strategic railways

are required to keep them in check In these circumstances might it not be the better course to withdraw our political officers & and leave Kurds to their own devices.'

It must be remembered that the Kurds asked, indeed, the extension of British influence in the Kurdish areas but with a view to establish a Kurdish self-government not to be subjected to other forces, especially to the Arabs. Wilson in his reply stated that the situation in Sulaimania was quiet and the rebellion was not widely supported. For Wilson 'idea embodied in President Wilson's 14 points and confirmed in Anglo-French declaration of 8th November of substituting nationality, religion or race on basis of Government in Middle East in lieu of "ability and power to govern" has aroused dormant animosities of past hundred years'. The political dissensions that had been taking place in Syria, Palestine and Kurdistan, thus, for Wilson was the reaction to such discourse. However, Wilson argued, 'tide has already turned' in Sulaimania. 'After a brief taste of anarchy they have no desire to try it again'. He further disputed that Sulaimania 'has always been regarded by Turks as part of Mesopotamia, it was so classified in the Sykes-Picot Agreement, and geographically and strategically it belongs to Mesopotamia not to Kurdistan.' This is an undeniably interesting comment from someone who himself initiated to set up Sulaimania as one of the fringes of Kurdish states.

Despite the British officials' interpretations, Sheikh Mahmoud was mainly motivated with nationalist ideas. This can be clearly seen in Wilson's own writing when he visited Sheikh in a hospital in Baghdad: 'I had seen him in hospital when, with a magnificent gesture, he denied the competence of any Military Court to try him, and recited to me President Wilson's twelfth point, and the Anglo-French declaration of 8th November 1918, a translation of which in Kurdish, written on the fly-leaves of a Qur'an, was strapped like a talisman to his arm.'

The Sheikh Mahmoud movement was a corner stone in the Kurdish nationalist movement, as a matter of fact it was the first genu-

ine nationalist movement as the first time Kurds raised for self-rule. The experience of the movement indicates the unreliability of Great Powers in their promises. Despite the well wishes of some of the British officers such as Major Noel, what determined the British policy in Kurdistan was ultimately the British imperial interests rather than any principles which they announced in so many memorandums.

-----  
*The writer is a PhD candidate in history at the University of London-Britain.*

INTERNATIONAL  
Herald Tribune April 19, 2006



Thaier Al-Sudani/Reuters

Iraqis assessing the damage Tuesday after a bomb went off, killing four and wounding 22, in a mostly Sunni area of Baghdad.

## Iraqi troops meet Sunni resistance

By Kirk Semple

**BAGHDAD:** Iraqi troops faced sporadic small arms fire for the second consecutive day as they pushed block by block through the predominantly Sunni Arab neighborhood of Adhamiya on Tuesday and sought to tame a local show of armed force and resistance.

Residents of the area in northeastern Baghdad hunkered indoors for most of the day and the neighborhood, a bastion for some hard-line Sunnis hostile to the Shiite-led national government and their U.S. counterparts, remained sealed by Iraqi and American forces.

Iraqi and American officials said the clashes, which began early Monday, were a violent expression of the amorphous anti-government insurgency. But on Tuesday, the origins of the unrest remained unclear.

Some neighborhood accounts held that a Shiite militia, with some members wearing the uniforms of Interior Ministry commandos, had threatened to attack the Abu Hanifa mosque, a revered landmark in the neighborhood. Armed locals repelled them, residents said, then turned their weapons on army troops that responded to the clashes.

Government security forces, especially the feared commando brigades, have been accused of abetting, and in

### Mistrust escalates in sealed-off quarter

some cases harboring, Shiite death squads. The suspicions have engendered widespread mistrust of the forces, especially among Sunnis.

A spokesman for the Defense Ministry, Muhammad al-Askari, said that Iraqi troops had killed a man who had attacked them Tuesday and that a total of four gunmen had been killed and five detained since Monday morning. The Iraqi Council for National Dialogue, a Sunni Arab party, said in a statement that eight residents had been killed and 30 wounded.

Adhamiya remained quiet most of the night, but residents awoke shortly after dawn Tuesday to muezzins' cries for help. "Allahu akbar!" they called through the loudspeakers on the minarets of neighborhood mosques. "God is great!"

The phrase has become a code in some Sunni neighborhoods for young men to take up arms against an enemy attack.

Gunfire sounded as Iraqi Army troops pressed in from their perimeter positions around the neighborhood. Some of the shooting was from nervous residents firing into the air. The shoot-

ing quieted down by early afternoon, residents said, yet the streets remained empty as people stayed behind locked doors.

In Ramadi, insurgents launched coordinated attacks Monday including one against the city's government center, using car bombs, rocket-propelled grenades, mortars and machine guns, the American military command announced Tuesday.

In one attack, according to the military, insurgents holed up in a mosque fired at the government center, a bullet-riddled compound in central Ramadi that frequently comes under attack.

In the eastern Baghdad neighborhood of Qahera, a homemade bomb exploded near a passing police patrol on Tuesday, killing four civilians and wounding 22, including two policemen, according to an official in the Interior Ministry. In addition, the official said, 15 bodies were discovered dumped at various places around Baghdad.

Colonel Yadgar Abullah of the Iraqi Army said gunmen killed an army officer near Hawija in northern Iraq. The officer was serving in a security force that had been ordered to protect oil export pipelines.

The New York Times

Ali Adeeb contribute reporting from Baghdad for this article

# L'IRAN BOMBE LE TORSE NUCLEAIRE

Le régime iranien se prépare à une confrontation avec les Etats-Unis, même si l'unanimité au sein des cercles du pouvoir n'est qu'une façade.

«Comme l'a dit l'imam Khomeiny, Israël doit être rayé de la carte.»

Mahmoud Ahmadinejad, le 26 octobre

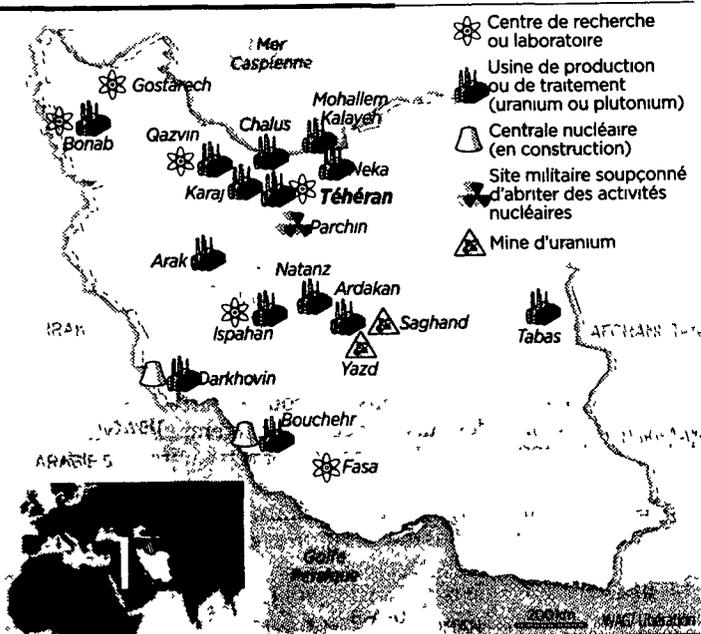
«Nous ne permettrons pas à l'Iran d'avoir des armes nucléaires.»

Dick Cheney, vice-président des Etats-Unis



Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, sur le site nucléaire de Bouchehr, à 1200 kilomètres au sud de Téhéran, le 1<sup>er</sup> février.

## Les sites nucléaires iraniens



Entre Téhéran et Washington, le bras de fer sur le nucléaire a commencé, et le régime iranien a montré qu'il s'y préparait. Hier, la visite au Koweït, l'un des plus proches alliés des Etats-Unis dans la région, de l'ex-président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a témoigné du souci de l'Iran de ne pas se couper

des pays arabes. «Nous sommes certains que les pays du Golfe n'appuieront pas l'Amérique dans le lancement d'une attaque contre l'Iran», a-t-il estimé. La veille, le dignitaire iranien, qui dirige le Conseil de discernement – la plus haute instance d'arbitrage politique du régime –, était à Damas pour préparer avec le gouvernement syrien des ac-

tions communes dans la perspective d'une confrontation avec les Etats-Unis.

«Guerre psychologique». Après avoir dénoncé «la guerre psychologique» que lui livre d'ores et déjà Washington, Rafsandjani a fait savoir que son pays «n'exclut pas la possibilité d'une agression américaine», tout en soulignant que «les Etats-Unis ne prendront pas le risque d'user de la force». Les principales composantes du camp radical ont fait chorus, notamment lors d'une conférence sur la Palestine qui se tient actuellement à Téhéran. Ramadan Chalah, le chef du Jihad islamique, a ainsi fait savoir que sa formation se tiendrait aux côtés de l'Iran en cas d'attaque américaine. De son côté, le chef des Gardiens

de la révolution, le général Yahya Rahim Safavi, faisant sans doute référence à l'Irak, a averti que les forces américaines étaient «vulnérables»: «Vous pouvez commencer une guerre, mais ce n'est pas vous qui la terminerez.» Autre signe de défi: un groupe radical iranien a affirmé avoir déjà réussi à enrôler 55 000 personnes prêtes à prendre part à des attentats-suicides contre Israël et les puissances occidentales. **Luttes intestines.** En apparence, le régime parle d'une seule voix sur la question nucléaire pour expliquer que l'enrichissement de l'uranium est «le droit absolu» des Iraniens. En fait, cette question intervient sur fond de luttes intestines, notamment dans la perspective du remplacement de l'ayatollah Ali Mechkini, le président malade de l'Assemblée des experts, un organe élu composé de religieux. D'où une surenchère dans les déclarations des dirigeants, en particulier de Rafsandjani, qui convoite cette présidence.

Aussi a-t-il annoncé le premier que son pays avait réussi à enrichir de l'uranium, coupant l'herbe sous les pieds du président Ahmadinejad qui se préparait à annoncer en grande pompe au peuple iranien cette «très bonne nouvelle». Aujourd'hui, deux lignes se devinent au sein du régime. L'une est incarnée par Ahmadinejad, qui, à coups de déclarations jusqu'au-boutistes et provocatrices, semble rechercher une certaine confrontation avec les pays occidentaux. L'autre est représentée par Ali Larjani, en charge des négociations sur le nucléaire et l'establishment politico-religieux: elle est favorable à des discussions avec la communauté internationale et même avec les Etats-Unis, ce qui naguère était un tabou absolu. Ainsi, quand le premier affirme que l'Iran mène des activités de recherche sur des «centrifugeuses P2 – dont la capacité est quatre fois supérieure» aux centrifugeuses P1 utilisées actuellement –, suscitant l'inquiétude des experts occidentaux, le second ne peut que les confirmer pour ne pas être accusé de s'écarter de la ligne officielle. Mais il prend soin de les nuancer, en indiquant que ces recherches se font «dans le cadre de l'AIEA».

**Pressions et censures.** Dès lors, sous un apparent unanimisme des dirigeants iraniens, la question nucléaire demeure un sujet de conflit interne. Pour les journalistes et intellectuels, cela s'est traduit par l'exacerbation des pressions, de la censure sur la question du nucléaire.

La crise est aussi au sein du Conseil de sécurité dont les 5 membres permanents plus l'Allemagne se réuniront aujourd'hui à Moscou. ◀

JEAN-PIERRE PERRIN

# Appel à des négociations directes avec Téhéran

Washington ne devrait pas se contenter du seul travail de l'ONU, selon un ténor républicain américain.

New York de notre correspondant

Les Etats-Unis ne savent plus par quel bout prendre le dossier du nucléaire iranien. Le gouvernement continue officiellement de s'appuyer sur l'ONU pour trouver une solution diplomatique. Mais Richard Lugar, le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, a appelé ce week-end à des négociations directes avec l'Iran. Parallèlement, à en croire deux enquêtes publiées la semaine passée par le *Washington Post* et le *New Yorker*, l'administration Bush envisagerait des attaques aériennes sur les installations nucléaires iraniennes si Téhéran n'accepte pas de suspendre son programme (lire page 3).

«Utiles». Au moment où le Président et son ministre de la Défense, Donald Rumsfeld, démentaient un tel scénario, le président iranien annonçait que son pays avait réussi à enrichir de l'uranium. Dès lors, Richard Lugar estime que les Etats-Unis ne peuvent plus se contenter de sous-traiter les négociations à d'autres pays. Des échanges directs seraient «utiles», a estimé Lugar, interrogé dimanche sur la chaîne de télévision ABC, rejoint par le sénateur démocrate

Christopher Dodd du Connecticut sur Fox News. Selon Dodd, les Etats-Unis ont trop longtemps laissé l'Europe agir seule dans ce dossier.

«Ces discussions seraient faites pour améliorer et soutenir les négociations sous l'égide de l'ONU», précise Andy Fisher, le porte-parole de Richard Lugar. Le Conseil de sécurité a donné à Téhéran jusqu'au 28 avril pour geler son programme. La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a in-

diqué la semaine dernière que «toutes les options disponibles» seraient examinées pour réagir au «défi» de l'Iran. «Active et secrète». Parallèlement, explique un diplomate français, le mois d'avril est mis à profit par les pays occidentaux, la Russie et la Chine pour offrir à Téhéran des incitations. «Il s'agit de travailler à la fois sur l'amélioration de l'offre et sur les mesures de sanctions», explique-t-il. «C'est une période de diplomatie active et secrète pour voir si on peut monter ça.» En cas de persistance du refus iranien se posera donc la question des sanctions, auxquelles la Russie et la Chine s'opposent pour l'instant. «De telles sanctions, pour être sérieuses, ne doivent pas seulement comporter les pistaches,



Ali Larijani, chef des négociateurs iraniens sur le nucléaire, à Teheran, le 16 mars

les tapis et les voyages des leaders iraniens contents de rester chez eux, mais les exportations de pétrole, dont dépend l'économie de l'Iran», explique Michael O'Hanlon et David Sandalow, deux experts de la Brookings Institution (un centre de recherche indépendant), dans une tribune publiée par le *Washington Times* en janvier. Or, une interruption des fournitures de brut iranien pourrait pousser le prix du baril au-delà de 100 dollars. De quoi «affaiblir la détermination» des gouvernements occidentaux, qui se retrouveraient sanctionnés par leurs sanctions.

Reste, pour les Etats-Unis,

l'option des frappes aériennes. Après avoir misé sur les pressions diplomatiques, l'administration Bush «espère que des menaces militaires pourraient faire ciller» Téhéran, explique Ray Takeyh, spécialiste de l'Iran au Council on Foreign Relations, un centre d'études indépendant. Mais, selon lui, il ne peut s'agir que d'une menace. «Ya-t-il un plan B? Je ne pense pas», répond l'expert sur le site Web de l'organisme, dénonçant une «pauvreté intellectuelle dans l'approche de l'Iran» qui n'a d'égalé que celle «dans la préparation de la guerre en Irak». ◆

LAURENT MAURIAC

18 AVRIL 2006



Moncef Kaabi, économiste spécialiste des matières premières au sein du groupe Caisse d'épargne:

## En cas de crise, «le baril de pétrole pourrait atteindre les 85 dollars»

Conséquence du bras de fer entre l'Iran et la communauté internationale: la flambée du baril autour de 70 dollars. Téhéran n'a cessé de souffler le chaud et le froid, affirmant un jour sa volonté d'être un fournisseur fiable, évoquant le lendemain la menace d'une paralysie du détroit d'Ormuz qu'il contrôle en partie. Moncef Kaabi, éco-

nomiste spécialiste des matières premières chez CDC Ixis (groupe Caisse d'épargne), détaille les conséquences possibles de la crise

«L'Iran produit 4 millions de

barils par jour, ce qui représente 4,7% de la production mondiale, et en exporte plus de la moitié, en particulier vers l'Asie (1,4 million de baril par jour) et l'Europe (0,8 million).

L'arrêt des exportations toucherait donc de plein fouet ces deux régions du monde, mais aussi les autres pays, comme les Etats-Unis, en raison de la hausse des prix. Certes, à la fin de l'hiver, la demande de pétrole ralentit, mais, en cas de suspension de ses exportations, il pourrait manquer aux alentours d'un million de barils par jour sur le marché. D'après nos

calculs, si les 2,6 millions de barils iraniens venaient à manquer, le prix du brut pourrait grimper, presque mécaniquement, à plus de 80 dollars le baril, peut-être même 85 dollars.

«Les pays de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ont actuellement des capacités de production disponibles: 1,5 million de barils par jour pourraient être produits

au bout d'un mois et demi. Seulement, rien ne dit que l'Opep souhaitera relever ses quotas. Ce qui est sûr, c'est que le blocage du détroit d'Ormuz, sur lequel l'Iran a déjà laissé planer

la menace et qu'il est tout à fait capable de réaliser, serait une catastrophe totale. Ce sont entre 15 et 16 millions de barils qui transitent par ce détroit tous les jours, sur les 84 mil-

lions produits dans le monde. 20% de la production mondiale, notamment en provenance de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de l'Irak et des pays du Golfe, serait bloquée par l'Iran. Fermer le détroit d'Ormuz, c'est aussi condamner tous ces pays, et je ne sais pas si l'Iran est prêt à s'y risquer en cas d'escalade militaire.» ◆

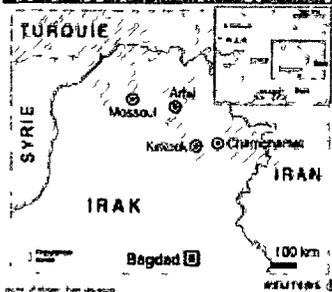
Recueilli par DAMIEN DUBUC

## L'Irak bombarde des positions kurdes en Irak

REUTERS  
vendredi 21 avril 2006

ZAKHU, Irak - Les forces iraniennes ont pilonné des positions de rebelles kurdes iraniens dans les montagnes du nord de l'Irak pour repousser une attaque, blessant au moins quatre civils, déclare un responsable kurde irakien.

### BOMBARDEMENT IRANIEN PRES D'ERBIL



"Ce matin, des combattants kurdes iraniens ont franchi la frontière iranienne et l'armée iranienne a bombardé la zone et les a repoussés. Les pilonnages ont frappé des terres irakiennes à Sidakan", a déclaré Saadi Pira, un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan, une formation kurde irakienne.

Selon le gouverneur de la région d'Erbil, Nawzad Hadî, quatre civils ont été blessés au cours de cette attaque mais on ne dispose d'aucun bilan officiel sur d'éventuelles victimes dans les rangs des rebelles kurdes iraniens du Parti de la Vie libre du Kurdistan (PJAK).

Le site internet Firat, favorable au séparatisme kurde, et un porte-parole des rebelles kurdes ont rapporté que six soldats iraniens et cinq rebelles avaient péri dans les affrontements. Cela n'a pu être confirmé de source indépendante.

Sidakan se trouve une dizaine de kilomètres à l'intérieur de l'Irak, à 80 km de la ville d'Erbil.

La nouvelle de cet incident frontalier risque quoi qu'il en soit d'alimenter les tensions en Irak, où les dirigeants des partis et milices sunnites accusent l'Irak chiite de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays.

Selon des experts militaires, le PJAK est une ramification iranienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte dans le sud-est de la Turquie contre le pouvoir d'Ankara.

La Turquie a bombardé à plusieurs reprises les bases arrières du PKK dans le nord de l'Irak avant l'invasion américaine en mars 2003.

Un responsable militaire turc a affirmé jeudi qu'Ankara avait décidé d'envoyer 40.000 soldats supplémentaires dans le sud du pays où près de 250.000 soldats sont déjà déployés, en prévision d'une augmentation des incursions kurdes venant du nord de l'Irak.

Selon le quotidien turc Aksam, 50.000 soldats seraient actuellement déployés aux frontières de l'Irak et de l'Irak et l'armée turque souhaiterait mener des attaques contre le PKK à l'extérieur de ses frontières.

Mais un autre responsable militaire turc basé dans le sud-est du pays a déclaré que de telles attaques n'étaient pas au programme. "Nous avons mené des opérations près de la frontière irakienne quelques fois mais (en ce moment) nous n'en menons aucune", a-t-il déclaré.

Les Etats-Unis se sont clairement opposés à des opérations de ce type, menées au-delà des frontières.

---

## La Turquie prépare une intervention contre le PKK en Irak



ANKARA, 22 avr 2006 (AFP) - 15h50 - L'armée turque prépare une intervention dans le nord de l'Irak pour pourchasser les militants kurdes, a affirmé samedi le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) par la voix de son aile politique

Le PKK a mis en garde Ankara contre les risques d'une telle opération. Pour sa part, la presse turque a fait état de l'envoi de renforts de 10 000 militaires dans le sud-est du pays pour intensifier les opérations contre la rébellion kurde qui infiltre de manière croissante la région à partir du nord de l'Irak

"Nous pensons que ces préparatifs visent une opération de l'autre côté de la frontière, dans le nord de l'Irak", a déclaré à l'AFP Zubeyir Aydar, le leader de l'aile politique du PKK, le KONGRA-GEL, dans une interview donnée par téléphone de Bruxelles

"La guérilla compte seulement quelques milliers d'hommes dans le sud-est de la Turquie. Cela n'aurait aucun sens de déplacer autant de troupes dans la région pour eux", a-t-il ajouté

La Turquie estime que 5.000 rebelles du PKK ont trouvé refuge dans les montagnes du nord de l'Irak depuis 1999, date d'une trêve unilatérale des séparatistes

Les violences en Turquie, principalement dans le sud-est, connaissent une recrudescence marquée depuis la rupture de la trêve en juin 2004 et depuis que les rebelles ont commencé à franchir la frontière entre l'Irak et la Turquie pour commettre des attentats sur le sol turc

Vendredi, des journaux turcs ont fait état du déploiement par l'armée d'environ 10.000 soldats dans le sud-est, portant à 50.000 le nombre d'hommes dans la région. Les renforts ont été déployés dans des zones le long des frontières communes avec l'Iran et l'Irak.

M. Aydar a souligné que les rebelles du PKK étaient bien préparés et allaient "continuer leur combat sur la base de la légitime défense" contre une éventuelle opération hors de Turquie: "La Turquie va souffrir d'une telle opération. Cela va seulement apporter plus de morts et plus de souffrances".

Avant la guerre en Irak, l'armée turque procédait à de fréquentes opérations dans le nord de l'Irak contre le PKK.

Depuis la guerre en Irak, Ankara a demandé aux Etats-Unis d'écraser les bases du PKK dans le nord de l'Irak, mais Washington répond que ses troupes ont trop à faire ailleurs.

Plus de 37 000 personnes ont été tuées depuis que le PKK, considéré comme un groupe terroriste par les Etats-Unis, l'UE et la Turquie, a pris les armes en 1984.

---

## PKK: Rice s'oppose à une action militaire unilatérale turque en Irak



**ANKARA, 25 avr 2006 (AFP) - 17h03** - La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a exhorté mardi la Turquie à ne pas s'engager dans une action militaire unilatérale contre les rebelles séparatistes kurdes basés dans le nord de l'Irak, appelant plutôt à une coopération trilatérale pour lutter contre cette menace.

"Nous sommes d'accord sur le fait qu'il est de notre intérêt de faire en sorte que les frontières de l'Irak soient le plus sûres possible (.) d'assurer que le territoire irakien ne soit pas utilisé comme une base pour le terrorisme", a-t-elle dit devant la presse au terme d'une rencontre avec son homologue turc Abdullah Gul.

Mme Rice, arrivée à Ankara mardi après-midi pour une visite de moins de 24 heures, a souligné qu'ils étaient convenus avec M. Gul de réactiver un mécanisme de sécurité entre Washington, Ankara et Bagdad visant à discuter et mettre en oeuvre des mesures contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une fois que le nouveau gouvernement irakien entrera en fonction.

"Nous partageons des informations et nous continuerons d'être actifs dans l'avenir au sujet du PKK, mais évidemment nous souhaitons que tout ce que nous faisons contribue à la stabilité de l'Irak et (..) ne rende encore plus difficile la situation" actuelle, a-t-elle dit.

Les déclarations de Mme Rice interviennent alors que La Turquie a envoyé récemment d'importants renforts militaires dans le sud-est de la Turquie, région où les rebelles kurdes ont intensifié leurs actions.

Des milliers de rebelles du PKK, considéré comme un groupe terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, ont trouvé refuge dans les montagnes du nord de l'Irak, d'où ils s'infiltrèrent en Turquie voisine.

Ankara, à de nombreuses reprises, pressé les Etats-Unis d'agir contre les bases du PKK dans la région contrôlée par les Kurdes en Irak, mais Washington fait valoir que ses troupes sont trop occupées à lutter contre la violence dans d'autres parties du pays.

---

## Trois rebelles kurdes, un soldat tués dans des heurts dans le Sud-Est turc



**DIYARBAKIR (Turquie), 24 avr 2006 (AFP) - 06h58** - Trois rebelles séparatistes kurdes et un soldat ont été tués dans des accrochages survenus dimanche dans une zone montagneuse du Sud-Est de la Turquie, a-t-on indiqué lundi de source officielle.

Les combats se sont produits près de la localité de Bestler-Dereler de la province de Sîrnak, précise un communiqué du gouvernorat de cette province frontalière avec la Syrie et l'Irak.

Des opérations de l'armée se poursuivent dans la zone, ajoute le document.

Les affrontements entre l'armée et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont multipliés ces derniers mois, durant lesquelles de violentes émeutes ont secoué le Sud-Est à majorité kurde et plusieurs attentats à la bombe imputés au PKK ont été commis dans l'ouest.

Ces violences ont mis un terme à une période de calme relatif dans la région où, selon des analystes, le PKK tente de reprendre pied après avoir décrété en juin 2004 la fin d'un cessez-le-feu unilatéral de cinq ans.

Le chef de l'armée turque, le général Hilmi Ozkok, a confirmé dimanche l'envoi récent d'importants renforts militaires dans le Sud-Est pour contrer le PKK.

**Turkey**



**LOUD** Kurdish protests risk a crackdown

# Sliding Backward

An ugly nationalist mood is brewing in Ankara, stalling once hailed reforms.

BY OWEN MATTHEWS

**W**HATEVER HAPPENED to Recep Tayyip Erdogan, the outspoken prime minister whose bold reforms brought Turkey to the very threshold of Europe? He was a rebel who loosened the Turkish military's stranglehold on political power. He brought cultural rights to the country's Kurdish minority and overhauled a quasi-totalitarian legal system. But these days? He sounds more and more like the reactionary old guard he came to power vowing to overturn.

Consider some contrasts. Last August

Erdogan electrified crowds in the largely Kurdish city of Diyarbakir by telling them they were citizens with equal rights. But earlier this month, after a week of rioting, he warned Kurdish protesters, "Don't you dare test the power of the state." Last year Erdogan defied nationalists at home by agreeing to open Turkish ports and airports to Greek Cypriot vessels and aircraft, the price the European Union demanded for starting EU accession talks. Now he's backpedaling. Erdogan came to power preaching tolerance and human rights. Now he's repeatedly sued cartoonists who lampoon him.

At home and abroad, Erdogan and his Justice and Development Party, or AKP,

have taken a sharp lurch toward old-fashioned Turkish nationalism—with potentially dramatic implications for Ankara's EU bid as well as Turkey's place in the world. Why? Erdogan's a politician. Elections are looming, perhaps as soon as this November. If his mildly Islamic party is to do well, it must stay in tune with the voters—and they seem to be shifting. Long friendly toward the United States and hungry to join Europe, young Turks in particular now seem to be turning toward parties critical of U.S. policy in the region and EU interference at home. Last month researchers surveying Turkey's 4.5 million 17- to 19-year-olds found that fully 20 per-



## Erdoğan has given Kurds more rights than they've had in generations, yet for his pains he has a revolt on his hands.

cent said they'd vote for the far-right Nationalist Action Party. At a recent congress, NEWSWEEK has learned, Erdoğan instructed party elders to play up nationalism to get those voters back. "The party's religious credentials will never be questioned, but their nationalist ones can be," says an AKP source not authorized to speak on the record.

The recent unrest in the largely Kurdish southeast—which left at least 15 protesters dead, including four children—has been a turning point. Revolutionary reforms pushed through by Erdoğan (backed by strong EU pressure) have given Turkey's Kurds more rights than they've had in generations, including the opportunity to broadcast and teach in their own language. Yet for his pains, Erdoğan has a revolt on his hands that bears uncomfortable similarities to the Palestinian *intifada*: crowds of children, their faces covered with scarves, throwing stones at soldiers, as well as a female suicide bomber who blew herself up in the northern town of Ordu. Erdoğan's reaction was quick and unequivocal. Security forces wouldn't hes-

itate to act against women and children, he warned, if they allowed themselves to be used as "pawns of terrorism."

A crackdown on the Kurds would be the death knell for Turkey's EU aspirations. But growing numbers of Turks don't seem to care. Indeed, many blame the EU for encouraging dangerous Kurdish national aspirations. According to a recent poll conducted by Istanbul's Bilgi University, the proportion of Turks in favor of joining the EU has fallen from 75 percent in 2004 to 63 percent today. Other surveys put the figure closer to 50 percent. Turks also blame the United States for failing to close down military camps of the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK, in northern Iraq. "You tell the world that you have a war on terror and yet you haven't touched the PKK, despite all the troops you have in the country?" says Kemal Koprulu, the U.S.-educated founder of the ARI think tank in Istanbul.

Cyprus is another flash point. In a nod to Europe, the Turks last year agreed to open Turkish ports to Cyprus on the understanding that the EU would open up

ports in Northern Cyprus as well. No go, EU Enlargement Commissioner Olli Rehn now says. Turkey must open its ports before this coming October's EU progress report or the whole process will turn into a "train wreck." Trouble is, the Turks are so determined not to back down on Cyprus that Ankara's already talking about suspending further EU negotiations.

Unfortunately for Turkey, there's no shortage of Europeans who would like to see just that. German Chancellor Angela Merkel is far less friendly toward Turkish membership than her predecessor, Gerhard Schröder, was. Greece, once an ardent champion, is turning cooler too. Athens' new foreign minister, Dora Bakoyannis, warned earlier this month that "Turkey's EU process is not a certain path."

Faced with a chill in Brussels, Erdoğan has focused his energies on developing Turkey's ties to the Islamic world. Last month he made a keynote speech at the Arab League

conference in Khartoum, and his foreign minister, Abdullah Gül, hosted Hamas's Khaled Mashal and Iran's Foreign Minister Kamal Kharrazi for talks. There have been numerous high-level visits by Syrian and Iranian officials. To Washington's chagrin, Ankara has even flirted with inviting the hard-line Iraqi Shiite leader Moqtada al-Sadr as part of what Erdoğan's chief foreign-affairs adviser, Ahmed Davutoglu, calls Turkey's "zero problems with our neighbors" policy.

Erdoğan isn't about to abandon his drive to modernize Turkey, by any means, and preparing the country for EU membership is part and parcel of that effort. Indeed, joining Europe remains the Justice Party's best defense against military hawks opposed to its efforts to dismantle the more repressive apparatus of the state. Yet Erdoğan is playing a dangerous game. Perhaps he can balance the dictates of liberal economics, progressive politics and old-time nationalism. But there are plenty of enemies, both at home and in Europe, who would like to see him fail.

With SAMI KOHEN in Istanbul

**Mahmood Sariolghalam**

# Cutting a Deal With Tehran

**R**ICHARD NIXON DESERVES MORE CREDIT. HIS HISTORIC 1972 trip to China was indeed, as the president himself called it, “the week that changed the world.” His bold gambit broke two decades of silence between seemingly implacable cold-war enemies. From that day on, relations went from guarded to normal to, at times, almost friendly. And if China today is no democracy, it is globalized

and free-market—with every prospect that prosperity will sooner or later cause its autocratic leadership to wither away.

The time is ripe for another Nixon-style strategic initiative—toward Iran. President Mahmoud Ahmadinejad last week jubilantly announced his country’s membership in the world’s nuclear club. The claim may be premature, but it was a clear sign of Tehran’s intent. The defiant rhetoric was matched in Washington, where senior Bush-administration officials called for U.N. sanctions and muttered darkly about the need for “regime change,” beyond merely halting Iran’s nuclear ambitions. Despite loose talk of a military strike, possibly deploying U.S. tactical nukes, conflict is not imminent. But it may be inevitable—unless a deal is done.

That’s the bad news. The good news is that a diplomatic settlement—one as dramatic as Nixon’s—may indeed be possible. To achieve it, it’s essential to accept several givens:

First, we must understand why, precisely, the Iranian government insists on independent and domestic uranium enrichment. Iranians feel they are destined to become a (and perhaps *the*) regional player in the Middle East. Power and recognition is the cornerstone of Tehran’s security and foreign policy. As the Iranian leadership sees it, a nuclear capability is Iran’s only security guarantee in a troubled and unstable neighborhood—a conviction that is only heightened by American saber rattling. To this must be added an economic justification. By 2018, according to demographic estimates, Iran’s population will exceed 100 million, two thirds of them younger than 30. Simply to satisfy surging domestic energy needs and maintain growth, Iran will need dependable sources of power beyond oil. Weaponized or not, Iran must go nuclear.

A second reality: surrounded by U.S.

90 percent of industrial activity is controlled by the state? Democracy requires a space between the state and the society, a characteristic lacking throughout the Middle East.

Recognition of these elements suggests a solution, short of an otherwise likely war. It is summed up in the famous

Shanghai communiqué signed between Nixon and Chinese Prime Minister Zhou Enlai, which acknowledged “essential differences ... in [the] social systems and foreign policies” of China and the United States. Despite these, the two sides agreed to “conduct their relations on the principles of respect for the sovereignty and territorial integrity of all states, non-aggression against other states, non-interference in the internal affairs of other



**PAST AS PRESENT:** The paranoia from 1979 lives today

## Washington should leave its ambitions for regime change to developments within Iran—namely, prosperity and a sense of security.

forces in Iraq, Afghanistan and the Persian Gulf, Iran feels threatened by America. The sense of confrontation and paranoia that began with the Iranian revolution of 1979 lives today. Iran’s leaders thus concentrate on security planning rather than pursuing, say, a Malaysian or Turkish model of economic development. Yet they must justify this trade-off (guns against butter) to a people interested in economic progress and an improvement in ordinary life. And that, in turn, requires confrontation with an outside enemy—the United States. Without it, the government itself would be threatened, as would the sustaining ideology of the revolution.

Third, and last: the problem with regime change is what would replace it. Though America often pretends differently, genuine democracy is more than elections. It is civil society—fully formed and empowered institutions based on the rule of law and, preferably, free markets. Is democracy even possible in Iran, where

states, equality and mutual benefit, and peaceful coexistence.”

This does not mean that George W. Bush should rush to Tehran. To the contrary, it suggests only that Washington leave its ambitions for regime change to developments within Iran itself—namely the prosperity and sense of internal security that, in itself, will eventually lead to a new generation of leadership. As for the technology of uranium enrichment, Tehran has already achieved that. Good diplomacy could restrict it to a pilot scientific project, adequate for producing nuclear fuel but insufficient for a weapons program. For their own security, Iran’s leaders are probably ready to accept that. But do not expect an end to tensions and confrontation, as ensued upon Nixon’s visit. To survive, Iran’s leaders need that, too.

SARIOGLHALAM is an associate professor of international relations at the National University of Iran.

**IRAK COMBATS**

## La guérilla sunnite attaque à Bagdad et à Ramadi

Le Monde  
19 avril 2006

À BAGDAD, une cinquantaine de rebelles sunnites irakiens ont mené, lundi 17 avril, une attaque contre les forces de sécurité irakiennes, en plein cœur du quartier sunnite d'Adhamiya, provoquant l'intervention des militaires américains et irakiens.

Les affrontements ont commencé durant la nuit de dimanche à lundi, avec l'attaque d'un commissariat de police, et se sont

poursuivis « *durant sept heures* », selon un porte-parole de l'armée américaine. Les forces irakiennes étaient épaulées, durant les combats, par des miliciens chiïtes, selon des sources proches de la police. Des habitants d'Adhamiya auraient pris les armes pour empêcher ces miliciens de pénétrer dans le quartier. Cinq rebelles ont été tués et un soldat des forces irakiennes blessé, selon l'ar-

mée américaine.

La première attaque, de type « militaire », de la guérilla visant Bagdad remonte à juillet 2004. Le quartier visé avait été celui de la rue Haïfa, près de la « zone verte », puis celui d'Adhamiya, à l'automne. Et, depuis qu'un climat de guerre civile a embrasé l'Irak ces dernières semaines, le quartier d'Adhamiya est encore davantage devenu un bastion sunnite, où les rebelles opèrent à leur guise.

### Tirs de mortier

Lundi, la guérilla sunnite irakienne a également attaqué les troupes américaines stationnées à Ramadi, dans la province d'Al-

Anbar, à l'ouest de Bagdad. Les combattants ont notamment visé une mosquée et, pour la seconde fois en dix jours, un complexe gouvernemental. Deux voitures piégées ont été détruites par les soldats américains devant l'entrée du bâtiment.

Puis les insurgés ont bombardé le complexe, combinant « *tirs de mortiers, grenades, mitrailleuses lourdes et tirs à l'arme légère* », selon l'armée américaine, qui précise que ces attaques « *semblaient extrêmement coordonnées* ». - (AP, Reuters.) ■

**IRAN NUCLÉAIRE**

## Washington invite les Européens à sanctionner l'Iran hors du cadre de l'ONU

Le Monde  
24 avril 2006

WASHINGTON  
CORRESPONDANTE

Le président chinois Hu Jintao n'avait pas encore terminé sa visite aux États-Unis que l'administration Bush a appelé, vendredi 21 avril, l'Europe et la Russie à se préparer à appliquer des sanctions unilatérales contre l'Iran, comme si elle avait déjà tiré les conséquences des réticences chinoises. « *Si le Conseil de sécurité [de l'ONU] ne parvient pas à passer à l'action dans une période de temps raisonnable, ce sera le*

*moment pour certains groupes de pays de s'organiser ensemble dans le but d'isoler les Iraniens sur le plan diplomatique et économique* », a déclaré le numéro trois du département d'État, Nicholas Burns, lors d'une conférence de presse à Washington.

Le diplomate, qui représentait les États-Unis, le 18 avril à Moscou, lors de la réunion consacrée à l'Iran par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne, a donné des précisions sur les prochaines échéances. Le 2 mai, le « groupe des Cinq » se réunira à Paris pour examiner le rapport qu'aura fait l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) sur le programme nucléaire iranien. La France et la Grande-Bretagne devraient ensuite introduire « *dans la première partie* » du mois de mai un projet de résolution devant le Conseil de sécurité demandant à l'Iran de suspendre ses activités nucléaires. Le projet de résolution serait placé sous le chapitre VII de la charte de l'ONU qui autorise le

recours à la force. Selon M. Burns, le dossier iranien sera la principale question à l'ordre du jour du sommet du G8 au niveau des chefs d'État, à la mi-juillet à Saint-Petersbourg. Les États-Unis, qui appliquent des sanctions contre l'Iran depuis vingt-six ans, comptent sur les nations qui ont « *des moyens de pression* » pour en faire usage, a espéré M. Burns. Le responsable a appelé à un embargo sur les armes. Il a déploré que la Russie ait confirmé son intention de vendre des missiles antiaériens TOR-M1 à l'Iran, mais Washington n'a pas désespéré de la faire changer d'avis, a-t-il dit.

Les capitales européennes préféreraient une solution multilatérale. Elles estiment que le message envoyé à la population iranienne serait beaucoup plus fort que dans le cas d'une « *coalition de volontaires* » agissant en dehors de l'ONU. ■

CORINE LESNES

## Turk loses post for remark on general

Reuters

**ANKARA:** A prosecutor lost his job on Thursday for "dishonoring" his office after he accused a general of trying to foment Kurdish unrest in Turkey, an accusation that had sparked tensions between the military and the government.

The move underlined how risky it can be to criticize Turkey's revered armed forces, despite European Union-linked reforms aimed at curbing the generals' influence.

The High Board of Judges and Prosecutors suspended Ferhat Sarikaya, a public prosecutor in the eastern town of Van, under a law that says a judge or prosecutor can be removed from office if he harms the credibility and honor of his profession.

Sarikaya outraged the military and embarrassed the government earlier this year when he charged General Yasar Buyukanit with trying to foment unrest in Turkey's mainly Kurdish southeast and harm Turkey's bid to join the EU.

Sarikaya's indictment against Buyukanit, who served in southeastern Turkey between 1997 and 2000, accused the general of setting up an illegal group that, among other things, planned the bombing of a bookshop in the town of Semdinli last November in which one person died. The armed forces have denied all accusations.

Buyukanit, head of the land forces, is expected to take over the general staff when General Hilmi Ozkok retires in August.

Ozkok refused Sarikaya's request to question Buyukanit and relayed the

general staff's anger to President Ahmet Necdet Sezer and Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

### ■ Kurdish militants urge attack

A radical militant group is calling on Turkish Kurds to foment "fear and chaos" and has posted instructions for homemade bombs and detonators on its Web site, The Associated Press reported from Diyarbakir, Turkey.

In the past three months, the Marxist-inspired Kurdistan Freedom Falcons have claimed responsibility for at least eight bomb attacks in Istanbul and elsewhere that have left two people dead and 47 people wounded.

April 21, 2006  
INTERNATIONAL  
Herald Tribune

Réputé sectaire, le nouveau Premier ministre nommé samedi, un chiite, devra faire avec un président tenace, un Kurde, et un chef du Parlement salafiste.

# Un Irak à trois têtes

L'Irak s'est doté, ce week-end, d'une nouvelle troïka. Le nouvel homme fort du pays, le Premier ministre chiite Jawad al-Maliki, dispose d'un mois pour former un gouvernement le plus large possible, qui aura pour mission d'enrayer l'engrenage des violences intercommunautaires qui ensanglantent le pays depuis le dynamitage du mausolée chiite de Samarra, le 22 février.

## Jawad al-Maliki, un sectaire chargé de rassembler

Relativement mal connu, le nouveau Premier ministre, Jawad al-Maliki, est souvent décrit comme un homme à poigne. Là où son prédécesseur (et chef de son parti) Ibrahim al-Jaafari apparaissait comme un intellectuel volontiers austère, émaillant ses propos de métaphores et de références religieuses, Jawad al-Maliki s'est imposé, ces deux dernières années, comme le héraut de la communauté chiite, dénonçant sans mâcher ses mots les attentats et les violences dont elle a été la cible de la part des extrémistes sunnites. A la tête de la Commission de la sécurité du Parlement transitoire, élu le 30 janvier 2005, il a été l'instigateur d'une loi antiterroriste particulièrement répressive. En 2003-2004, il avait siégé comme adjoint au comité chargé de purger l'administration des baasistes. C'est cet organisme qui avait entériné la dissolution de l'armée irakienne, donnant un essor décisif à la rébellion armée.

Jawad al-Maliki - Nouri Kamel de son vrai prénom - n'est rentré en Irak qu'en 2003, après la chute de Saddam Hussein. Il était parti en exil en Syrie puis en Iran au début des années 80, lorsque Saddam Hussein avait décimé les rangs du parti Dawa. Ce père de cinq enfants, titulaire d'un doctorat de littérature arabe, est originaire de la région de Hilla, à l'entrée du «pays chiite», au sud de Bagdad.

C'est cet homme souvent accusé de sectarisme qui va devoir incarner l'union nationale, au moment où le pays est plus que jamais menacé par une guerre civile et confessionnelle entre chiïtes et sunnites. Dès sa nomination, Jawad al-Maliki a averti que les ministres de son futur gouvernement devraient être des technocrates forts et «capables de relever les défis». «Ils doivent servir le peuple», a-t-il martelé, affirmant qu'il n'accepterait pas que les ministères soient gérés sur des bases confessionnelles ou ethniques. Il a enfin promis d'intégrer les



**Samedi, les trois hommes forts** lors de la session du Parlement irakien: Jawad al-Maliki (en haut), le président Jalal Talabani (à g.) et Mahmoud Machhadani (à d.), ultrareligieux inconnu jusqu'alors.

«onze milices armées appartenant à des partis politiques» dans les forces de sécurité. Un programme qui risque fort de heurter les partis chiïtes qui l'ont porté au pouvoir. Sans compter la mise en garde du président de la République, le Kurde Jalal Talabani, qui a précisé, hier, que les peshmergas (les combattants kurdes) n'étaient pas une milice mais une «force régulière».

## Mahmoud Machhadani, un sunnite salafiste au Parlement

Inconnu du grand public, Mahmoud Machhadani, le nouveau président du Parlement, est un médecin sunnite, aux convictions religieuses ultraconservatrices. Originaire de Bagdad, il avait été emprisonné à deux reprises sous Saddam Hussein en raison de ses «idées salafistes». Il a été élu député sur la liste sunnite du Front de la concorde, qui a obtenu 44 sièges. Ses deux adjoints sont le cheikh chiïte Khaled al-Attiya, universitaire et professeur en religion, affilié à l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak d'Abdel Aziz al-Hakim, et le Kurde Aref Tayfour, un ex-peshmerga du PDK de Massoud Barzani.

## Jalal Talabani, le premier président kurde d'Irak

Reconduit à la tête de l'Etat, Jalal Talabani s'est imposé comme l'un des acteurs clés de l'après-Saddam Hussein. Bien qu'il occupe une fonction surtout honorifique, ce dirigeant de 73 ans tout en rondure a joué un rôle décisif dans la démission d'Ibrahim al-Jaafari et les efforts pour associer les sunnites au gouvernement. Cet ex-peshmerga a rompu en 1974 avec

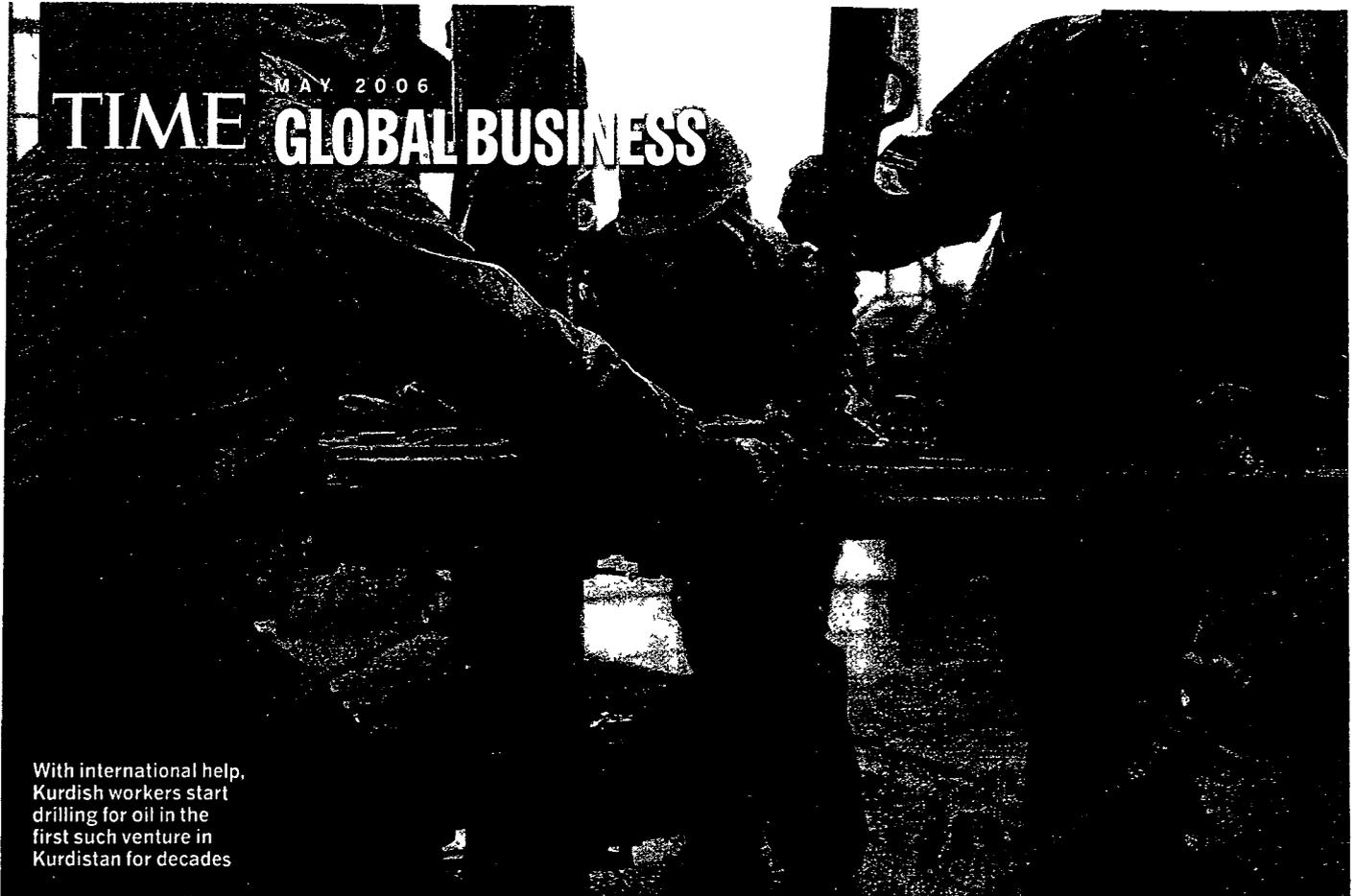
Moustafa Barzani, fondateur du nationalisme kurde, dont il contestait le pouvoir tribal, et a créé un mouvement teinté de socialisme, l'Union patriotique du Kurdistan. Après des affrontements parfois sanglants, il est parvenu à surmonter sa vieille rivalité avec Massoud Barzani, successeur de son père à la tête du Parti démocratique du Kurdistan. Devenu le premier président non arabe d'un pays arabe, il a cédé à Barzani la direction du Kurdistan autonome. Cette alliance a permis aux Kurdes de s'imposer comme la deuxième force politique d'Irak, après les chiïtes. ◆

CHRISTOPHE AYAD et CHRISTOPHE BOLTANSKI



24 AVRIL 2006

TIME APRIL 24, 2006



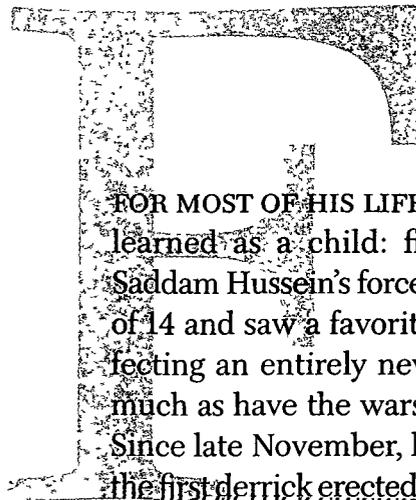
MAY 2006  
TIME GLOBAL BUSINESS

With international help, Kurdish workers start drilling for oil in the first such venture in Kurdistan for decades

# The Race to Tap The Next Gusher

Kurdistan is rich in oil resources, and the Kurds are **READY TO DEAL.** But global oil giants have been aced out by a small Norwegian outfit

PHOTOGRAPHS FOR TIME BY ANTHONY SUQU



BY VIVIENNE WALT TAWKE

FOR MOST OF HIS LIFE, KHADIR HONED THE OCCUPATION HE learned as a child: fighting in the Kurdish militia against Saddam Hussein's forces. He was jailed seven times since the age of 14 and saw a favorite uncle executed. Now, at 32, he is perfecting an entirely new skill that could change this region as much as have the wars in which he has fought: drilling for oil. Since late November, he has toiled about 9 m aboveground on the first derrick erected in Kurdistan in decades—by a Norwegian

TIME GLOBAL BUSINESS

outfit using a Chinese rig, of all things. From the top, there is a panoramic view of the hills around his tiny village of Tawke, where 30 families eke out a meager living herding sheep. It hardly looks like the location for a major economic boom. "We are poor," he says, sitting on his bunk during a break between shifts in January, when TIME was invited for a rare visit to the oil operation. "We have nothing."

But that could soon change—perhaps dramatically, according to oil engineers. Last week, Kurdish officials announced that the rig outside Tawke would begin producing oil early next year—Iraq's first new foreign oil production since the U.S. invasion three years ago. Turkish, British and Canadian oil companies have been negotiating with Kurdish officials in recent months to revive old oil fields and drill new ones. "There's a race on to get fields into production," says a Western consultant in Kurdistan, too fearful for his safety to be named. "People are very, very optimistic." Because Kurdistan—the region that comprises the three northernmost provinces of Iraq—is seeing little of the deadly mayhem evident around Baghdad, its economy has the potential for sharp growth. But its very success, as sectarian killings are pushing other parts of Iraq toward civil war, could jolt the country's precarious ethnic and political balance by injecting sizable revenues and foreign investment into an area which already has strong desires for independence.

Ironically, the first winner isn't an oil giant from the "coalition of the willing" but DNO ASA, a small company traded on the Oslo Stock Exchange. DNO in early 2004 negotiated the rights to drill in about 3,900 sq km, inking the contract in the final week before Iraq's interim government took over from the U.S.-



## Foreign oil companies are negotiating with Kurdish officials to revive long-dormant

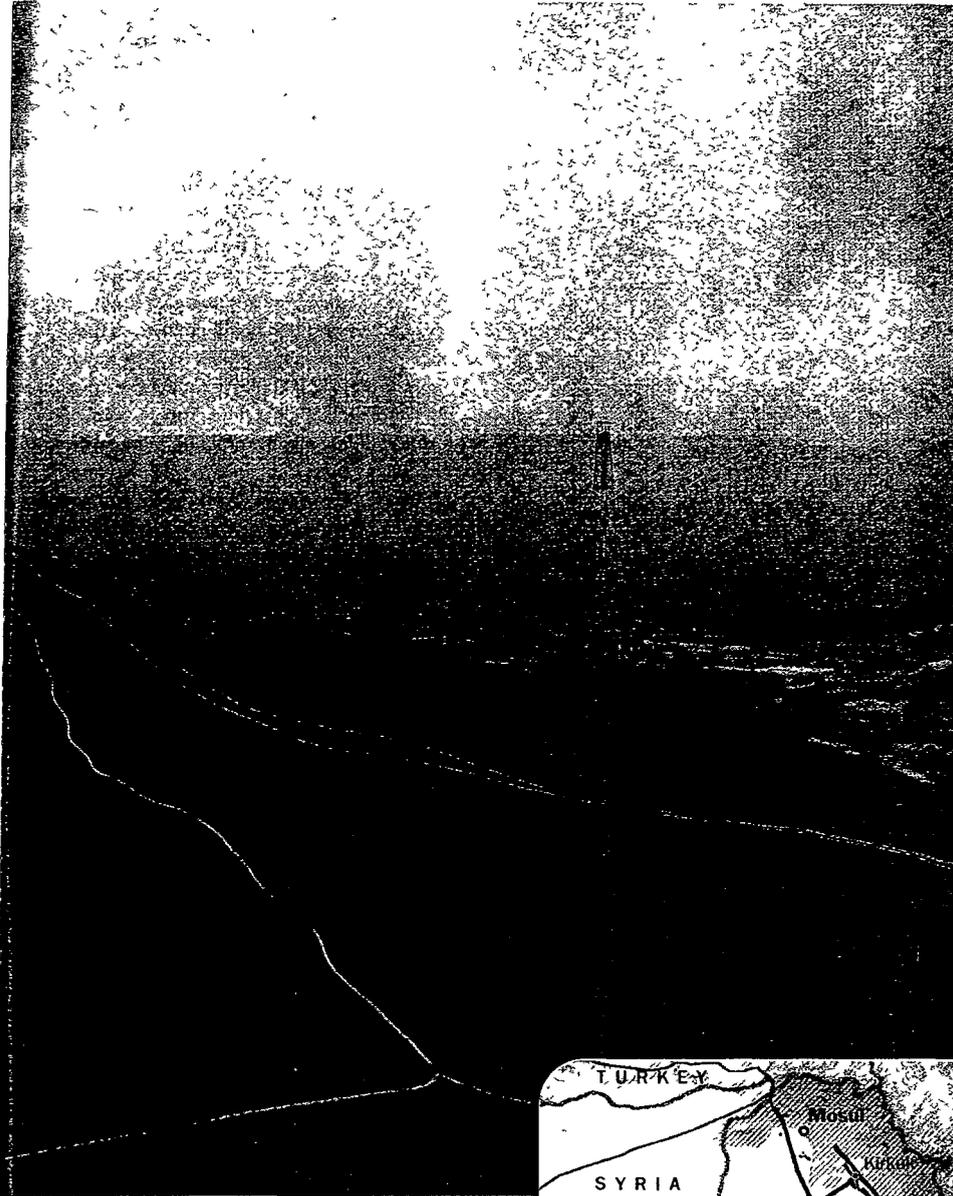
dominated Coalition Provisional Authority. DNO's managing director, Helge Eide, said he felt he "had to do it before the interim government came in," fearing Iraq's new rulers might strip the Kurds of rights to negotiate their own energy deals. It was a highly risky move. Iraqi politicians remain bitterly divided over who will ultimately control the country's massive oil resources under its new constitution. Yet as that argument raged, DNO quietly hired the seismic company Terra Seis (Malta) Ltd. to survey its area. The results were stunningly clear. "We could tell very quickly that there was structure containing hydrocarbons," says Kevin Plintz, a Canadian geophysicist who owns Terra Seis.

That wasn't too surprising in Tawke, where generations have watched oil seep out on the surrounding hills and turn to a slick black film in the gnawing winter cold. Sitting cross-legged on his living-room carpet over a lunch of mutton, village chief Tahir

Ezeer Omar remembers that when he was 10, a German visitor told his grandfather that the oil in the hills "was like gold, that it would someday create wealth for us." The locals were unimpressed. "All we knew was that the sheep and cows kept getting stuck in the stuff," Omar says.

So far the Norwegians' political gamble seems to have paid off. Last October Iraqis ratified a constitution giving each region the right to cut oil deals—the most bitterly fought-over item during months of wrangling—while allowing Baghdad to divide the revenues equitably between regions. Kurds will get 17%, their estimated portion of Iraq's population. As Iraqis voted, DNO had a 55-m rig driven across the Turkish border in about 100 trucks and then assembled it a few kilometers inside Iraq, near Tawke. The rig—owned and operated by the Great Wall Drilling Co., a subsidiary of China's state-owned National Petroleum Corp., has hit

(iraq)



◀ The region's first new oil operation since 2003 is run by DNO, a Norwegian company, and guarded by locals

to discuss deals. Terra Seis now has 12 seismic machines in Kurdistan working for five oil companies, with a list of others waiting for its services. In the 40-year-old Taq Taq field east of Arbil, two Turkish firms are producing oil for local consumption, and one is drilling three new wells. Last September Canada's Heritage Oil signed an exploration deal. "There were always plans to produce oil in Kurdistan, but there were always objections" from Baghdad, says George Yacu, a Kurd who served in Saddam's Ministry of Oil for 30 years until 1999 and is now oil-and-gas adviser to Kurdistan's regional government.

Kurdish officials estimate their unexplored oil reserves at about 45 billion bbl. If that's accurate, Kurdistan's power could soar within Iraq, which depends almost completely on oil for its exports. Some researchers believe the Kurds' oil estimates are unrealistic, but geologist Plintz says his research suggests that unexplored reserves "could be among the biggest in the world." In addition, more than 10 billion bbl. of proven reserves lie underneath the city of Kirkuk, which is situated outside Kurdistan but whose political status is still disputed by Kurds. Though Kirkuk's oil production has plummeted because of repeated insurgent attacks, Kirkuk, like Kurdish fields, would

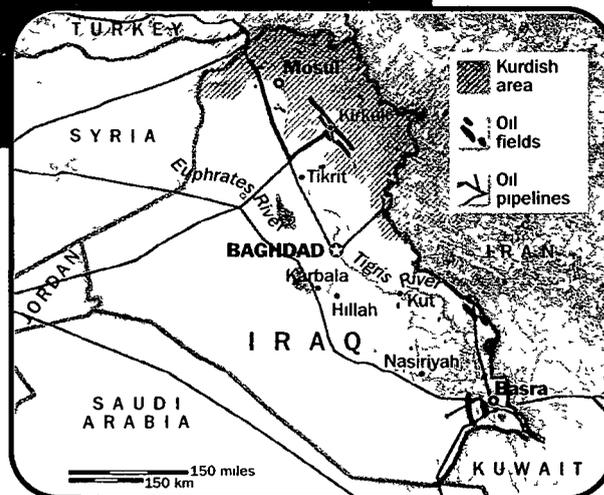
have huge advantages over other Iraqi sites: its output could be piped a short distance to Turkish refineries without passing through any war zones.

Whether the gushers come in or not, Kurdistan is already booming. On the border with Turkey, about a half-hour drive from the DNO rig, it's clear Kurdistan has become Europe's gateway to Iraq. Trucks from Turkey, Austria, Bulgaria, Germany and the Netherlands are backed up for

## oil fields and drill new ones

several potential deposits of oil more than 3,000 m underground. And a second DNO rig is planned to go up nearby in June. DNO has tried to tamp down soaring expectations. Eide says that although there is "movable oil, we still don't know how much."

Such measured comments have not stopped the excitement whipping across Kurdistan. "For us, new wells are very, very important," says Falah Mustafa Bakir, senior aide to Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani, over coffee in Kurdistan's capital, Arbil. "It is the future, our means of prosperity." Sarbez Hawrami, CEO of Kurdistan's government-run Oil & Gas Petrochemical Establishment, says "about seven British companies" have approached him



many kilometers. Sea cargo from Dubai is diverted through Jordan, Syria and Turkey before reaching Kurdistan, where it is transferred to Iraqi trucks before proceeding to Baghdad. That route is the only choice: driving north through Iraq from the Persian Gulf is too dangerous.



◀ Kurdistan is Europe's gateway to Iraq and is driving the economy. Here, gas trucks wait at the border

right." Last November a television campaign funded by the Kurdistan Development Corp. was launched on U.S. networks showing serene rural scenes, using the slogan THE OTHER IRAQ. Still, that message has not translated for some. "People in the States think I'm living in the desert, one step ahead of someone who wants to put me in an orange jumpsuit," says Harry Schute, a consultant to Kurdistan's Interior Ministry who was deployed to Iraq in 2003 as a U.S. Army reservist.

Yet keeping Kurdistan

## Far from the mayhem in Baghdad, Kurdistan is showing signs of growth

As one flies into Arbil, the sole sign of war is the airport's heavy security. Kurdish soldiers—or *peshmerga*, as they are known—sit in tall watchtowers along the perimeter, and civilian vehicles may not enter the airport gates, where baggage searchers wear ski masks to hide their faces. Flights from the new Kurdistan Airlines and other carriers arrive directly from Istanbul, Frankfurt, Dubai and Beirut. Austrian Airlines officials have agreed the company will be the first European airline to fly to Arbil, with three Vienna flights a week scheduled to start sometime this year.

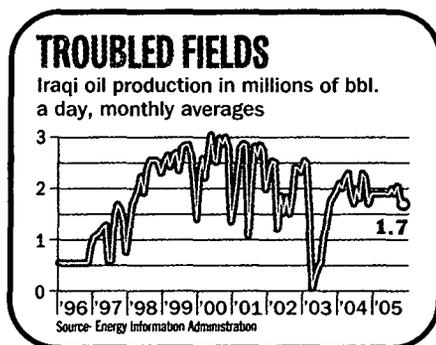
That's just the start. A sprawling \$200 million airport is being built on the existing grounds and is scheduled to open next year. Its 4.8-km runway will be wide enough to land the new Airbus 380—or, for that matter, the space shuttle, boasts Zaid Zwain, Kurdistan's director of civil aviation. "Imagine, people used to fear the sound of jets because of the bombing," he says, standing on the vast, still unpaved runway.

Indeed, the sensation of not being in Iraq is a key factor in Kurdistan's boom. Almost no Iraqi flag flies, and fewer than 1,000 U.S. soldiers are deployed in the territory. In the lobby of Arbil's only five-star hotel, filled with American and European businessmen discussing prospects, the buzz in the crowd has one persistent theme: in the world's most dangerous country, foreign businesses can work safely by basing their Iraq operations in Kurdistan rather than 320 km south in Baghdad. "For anybody wanting to do anything in Iraq today, the entry point is Kurdistan," says Magne Normann, DNO's senior vice president and Iraq project director. "It's a stepping-stone for moving into the rest of Iraq when the time is

calm requires a heavy military force. TIME traveled four hours north from Arbil to DNO's rig in an armored vehicle, on a road marked by several *peshmerga* checkpoints. DNO asked TIME not to publish its Kurdish employees' real names for fear they would be attacked for working for a foreign oil company. (Khadir is not the oil worker's real name.) Kurdistan's fragile peace could end quickly if Baghdad's government tries to curb the Kurds' growing economic clout and political autonomy. Most Kurds don't seem to want any part of a greater Iraq—especially while ethnic violence continues in Baghdad. Large oil finds in the territory "would bolster the sense on the street that the Kurds can survive on their own," says the Western consultant who did not want to be named.

Tawke's residents are focused on more basic problems these days. Over the mutton, Normann asks Omar, the chief, and the rig's star worker, Khadir, how the company can help the villagers. Omar says they need a water well and 50 desks for the tiny village school. Away from the chief, Normann says he knows that such goodwill can help secure the rig's safety from possible attack.

Insurgents last year launched more than 200 attacks on Iraq's oil facilities, and have made more than 30 already this year. But Khadir, who earns \$500 a month as an oil-rig roughneck—in a village of poor sheep farmers—says an attack against DNO would surely fail. "Everyone in the village would protect the company, even the kids, because this oil is our future," he says. And while DNO waits for the oil to flow, it seems likely that Tawke's children may soon sit in class at desks. ■



# Talabani wins second term

## A sworn enemy

**J**alal Talabani, the first Kurdish president in Iraq's history, has been reelected, cementing his people's powerful role on the national stage after suffering years as second-class citizens.

A sworn enemy of Saddam Hussein, the 72-year-old former outlaw was picked for a second term on Saturday in a testament to his deft manoeuvres since becoming head of state in April 2005.

Known for his lifetime struggle championing Kurdish rights, Talabani's first year in office saw the former guerrilla fighter lead the resistance to outgoing Shiite premier Ibrahim Jafaari's bid for a second term.

Miffed at Jaafari for his failure to squelch a rise in sectarian violence, Talabani forged an alliance with Sunni politicians to

effectively shut down the selection process for the next government until the Shiite prime minister agreed to step down on Thursday.

## Known as Uncle

Talabani, married and a father of two, has dominated Kurdish political life along with his rival Massoud Barzani, with whom he cut a deal to become Iraq's president. In his mountainous northern fiefdom of Suleimaniya, Talabani is known simply as Uncle (Mam) Jalal.

Born in 1933 in the rustic Kalkan village in the depths of northern Iraq, as a young man he was quickly seduced by the Kurdish struggle for a homeland to unite a people scattered across Iraq, Iran, Turkey and Syria.

Today impeccably dressed in Western suits, he has an unaffected manner and a sense of humour, and is known to ask Iraqi journalists

to give him the word on the street. His preferred catchphrase is: "My door is open to all Iraqis".

## Joining Mustafa Barzani

After studying law at Baghdad University and doing a stint in the army, Talabani joined the Kurdistan Democratic Party of Mullah Mustafa Barzani and took to the hills in a first uprising against the Iraqi government in 1961.

But he famously fell out with Barzani, who sued for peace with Baghdad -- the start of a long and costly internecine feud among Iraqi Kurds.

## The break-up in 1975

Talabani joined a Kurdish Democratic Party splinter faction in 1964 and fled to neighbouring Iran with his future father-in-law, Ahmed Ibrahim, in protest.

He formalised the break-up in 1975 by establishing his Patriotic Union of Kurdistan after Barzani's forces, abandoned by their Iranian, US and Israeli allies, were routed by Saddam Hussein's army.

Talabani's long career in troubled modern Iraq has also witnessed some of the lowest moments in Kurdish history.

A renewed uprising in the 1980s against the Saddam regime sparked the notorious Anfal campaign of 1988 in which the army razed hundreds of Kurdish villages and gassed thousands of people.

Kurds were driven from

their homes across north-central Iraq, particularly around the oil city of Kirkuk, as Saddam set out to Arabise the region.

## KDP-PUK Rivalry

Worse was to come in the aftermath of the 1991 Gulf war, when the Kurdish uprising collapsed, prompting hundreds of thousands to seek refuge on the mountainous borders with Iran and Turkey in the heart of winter.

Western intervention allowed the Kurds to re-establish control over the three most northerly provinces of Iraq but the rebel enclave fell far short of Kurdish claims for full independence.

The rivalry between Talabani and the Barzanis, led by Mullah Mustafa's son Massoud, degenerated to all-out war in 1993.

True rapprochement came only in 2002, when it became clear that Washington intended to topple Saddam. Since then Talabani and Barzani have sought to set

aside their rivalries and unite to safeguard their hard-won gains.

Even today, the two men control separate fiefdoms -- Talabani's in Suleimaniya province and Barzani's in Arbil and Dohuk to the northwest. As part of the deal giving him the presidency, Talabani agreed Barzani would be president of Kurdistan's regional government, grouping both men's fiefdoms.

AFP



Re-elected Iraqi President Jalal Talabani addresses parliamentarians during a parliament (representatives council) session, held under tight security in Baghdad's heavily fortified Green Zone, 22 April 2006. AFP PHOTO/POULALI HAIDAR

## Political monopolizing and code-copying of Turkish nationalism in North



Behrooz Shojai  
Globe Political Desk

Despite capturing of its leadership, the organization is still ruled by orders from Imrali Island. I simply cannot imagine that a leader who receives information from his own lawyers four times a month, can make any logical and trustworthy decisions about the fate of a nation, writes Globe's Behrooz Shojai.

facet of the code-copying from the Turkish nationalism we are dealing with an intolerant and totalitarian mentality among almost all Kurdish organizations in North.

PKK's monopolist stance concerning the Kurdish issue in North has marginalized all other Kurdish currents; these currents on the other hand put a great effort on the denial of PKK as part of the Kurdish question. For many of these organizations, as they often express it, the main obstacle seems to be PKK rather than the Turkish state.

They openly advocate the demise of the PKK as

called deep-state in Turkey.

This Stalinist paranoia originates from the same political spectrum from which PKK once upon a time emerged from. True, that PKK's political discourse, since the capturing of its leader, is shaped within the frameworks of the so called official ideology of the Turkish state, to wit the unitary nature of the [Turkish] state. Advocating cultural and some loose linguistic rights for Kurds in North reduce the Kurdish national identity to peripheral minority rights. As it has been emphasized many times before, the Kurdish national identity in North, and elsewhere in Kurdistan, should be associated with the notion of sovereignty, whereas Kurds enjoy territorial continuity geographical. federalism can be a realistic option, and whereas they constitute a minority, in many western Turkish cities for instance, they should enjoy some kind of administrative federal system. The non-PKK Kurdish currents in North should, therefore, concentrate on the expression of this right for their nation, rather than putting all their energy on defaming of PKK. The Kurdish national movement in North needs internal democratization and in doing that it has to get rid of its code-copying nature.

PKK on the other hand, besides the democratizing of its organization, needs to transform its leadership from pure charismatic to a transformational one. Despite capturing of its leader a solution for the Kurdish

question in North. In doing so they invent various conspiracy theories about PKK's emergence and its alleged ties with the so

ership, the organization is still ruled by orders from Imrali Island. Let alone the political reason, the common sense tells us that a captive leader, in the hand of the enemy, can possibly lead an organization. By this I do not even mean that the authorities can have impacts on his decisions. I simply cannot imagine that a leader who gets information from his own lawyers four times a month, if not less, under a period of 10 minutes – that is the extension of the time that lawyers use to inform him about the situation – can make any logical and trustworthy decisions about the fate of a nation. Therefore, it is rather rational that the process of decision-making moves out of Imrali Island. By this I don't mean that they should abandon their leader. As a Kurdish prisoner and a Kurdish leader, it is quite natural that the organization should and must advocate his relief from the prison. Recommendations from Imrali have only created confusion and muddled the demands of the organization.

Making speculations about the origin of these recommendations in accordance with conspiracy theories is counter-productive and puts PKK in a defensive position. It is PKK's political discourse that should be redefined and therefore criticism should be directed on the frameworks of PKK's political course. Only in such circumstances we will see more Kurdish flags than PKK's flags in Amed.



Turkish riot police officers detain a demonstrator after a protest in Istanbul April 2, 2006. Riots in the mainly Kurdish region erupted on Tuesday after the funerals of 14 members of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) killed in clashes with the military last weekend. REUTERS/Stringer

## Barzani : « Pour les Kurdes irakiens, le fédéralisme n'est pas négociable »

L'Orient  
LE JOUR

27 Avril 2006 | 5:00 |

Beyrouth

ERBIL, de notre envoyée spéciale Émilie SUEUR

Dans le cadre d'une rencontre avec les journalistes à Erbil, le président du gouvernement kurde et leader du Parti démocratique pour le Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, a opéré un tour d'horizon des questions centrales relatives au Kurdistan irakien. La région, rappelle-t-on, est largement autonome, et ce statut a été consacré par la nouvelle Constitution. Les Kurdes y tiennent énormément, et Barzani l'a réaffirmé : « Pour les Kurdes irakiens, le fédéralisme n'est pas négociable. » Cependant, l'indépendance n'est pas une revendication à l'ordre du jour, même si c'est « une requête légitime de la part du peuple kurde ». « Aujourd'hui, nous n'avons pas l'intention de nous séparer du reste de l'Irak », a ainsi assuré Massoud Barzani.

Par ailleurs, Condoleezza Rice et Donald Rumsfeld ont effectué une visite surprise à Bagdad, afin de soutenir le futur Premier ministre désigné, Jawad Maliki.

---

## Attaque de rebelles kurdes: Deux soldats tués, un autre blessé



DIYARBAKIR (Turquie), 27 avr 2006 (AFP) - 06h08 - Deux militaires turcs ont été tués et un autre a été blessés tard mercredi lors d'une attaque des rebelles séparatistes kurdes dans l'est de la Turquie, a-t-on indiqué jeudi de source de sécurité locale à Diyarbakir, principale ville du sud-est, à majorité kurde.

L'assaut des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a visé un poste de gendarmerie du village de Karsilar, dans la province de Tunceli, a-t-on précisé de même source.

Des opérations de l'armée se poursuivent dans la zone.

Les affrontements entre l'armée et les rebelles du PKK se sont multipliés ces derniers mois.

Ces violences ont mis un terme à une période de calme relatif dans la région où, selon des analystes, le PKK tente de reprendre pied après avoir décrété en juin 2004 la fin d'un cessez-le-feu unilatéral de cinq ans.

L'armée turque a dépêché des renforts dans le sud-est pour contrer le PKK.

Le déploiement militaire a été effectué le long des frontières avec l'Irak et l'Iran, par lesquelles les infiltrations de rebelles du PKK s'accroissent habituellement avec l'arrivée du printemps.

---

## L'Irak demande des explications à la Turquie sur des mouvements de troupes



ANKARA, 26 avr 2006 (AFP) - 15h07 - L'ambassadeur d'Irak en Turquie s'est rendu mercredi au ministère turc des Affaires étrangères pour demander des explications sur un récent déploiement de troupes à la frontière irakienne dans le cadre de la lutte contre les rebelles kurdes, a affirmé un diplomate turc.

"Il nous a remis une note officielle demandant des informations sur la nature des mesures prises à la frontière", a déclaré à l'AFP cette source, parlant sous le couvert de l'anonymat.

Le diplomate a affirmé que la note n'incluait pas de protestation contre de supposées opérations menées par des commandos turcs par delà la frontière irakienne, démentant ainsi des informations avancées par les médias turcs.

"Il n'y a pas d'opérations de ce genre et la note ne contenait pas une telle protestation", a-t-il dit.

Les diplomates de l'ambassade irakienne n'étaient pas disponibles pour commenter l'information.

Plusieurs milliers de rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont établis dans le nord de l'Irak et les autorités turques affirment que leurs infiltrations en Anatolie se sont multipliées au cours des dernières semaines.

Le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül a déclaré mardi, après un entretien avec la Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, que la Turquie ne prévoyait pas d'opérations transfrontalières, tout en exprimant l'inconfort d'Ankara face au manque d'empressement de Washington et de Bagdad dans la lutte contre le PKK.

Tour d'horizon des dossiers kurdes avec le chef du PDK

## Les peshmergas ne sont pas une milice, affirme Barzani

De notre envoyée spéciale à Erbil, Émilie SUEUR

27 Avril 2006 | 5:00 | Beyrouth

L'Orient  
LE JOUR

Dans le cadre de la quatrième conférence sur la culture arabe organisée par le journal irakien al-Mada, à Erbil, au Kurdistan irakien, le président du gouvernement kurde et leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, a reçu une délégation de journalistes. Une rencontre au cours de laquelle il a opéré un tour d'horizon des questions centrales relatives au Kurdistan irakien.

Victimes des exactions du régime de Saddam Hussein, les Kurdes d'Irak bénéficient d'une autonomie de facto depuis 1991. Un statut qui a été renforcé dans la nouvelle Constitution irakienne. Si les Kurdes se satisfont, aujourd'hui, de cette autonomie, leurs rêves d'indépendance sont-ils enterrés pour autant ? « L'indépendance est une requête légitime de la part du peuple kurde. Aujourd'hui, nous n'avons toutefois pas l'intention de nous séparer du reste de l'Irak. Nous voulons rester dans un Irak démocratique et fédéral », assure Massoud Barzani, revêtu du costume traditionnel kurde kaki. Si le Kurdistan irakien se caractérise, par rapport au reste du pays, par une situation sécuritaire correcte, plusieurs sujets sensibles sont toujours d'actualité qui pourraient menacer cette stabilité. Le statut de Kirkouk est l'un d'entre eux. Sous Saddam Hussein, cette ville riche en ressources pétrolières a été le théâtre d'un processus d'arabisation. Aujourd'hui, les Kurdes veulent récupérer la ville, véritable manne économique, et y réinstaller les populations kurdes déplacées. « En 1963 et 1975, les Kurdes ont été expulsés de Kirkouk, souligne M. Barzani. Historiquement, Kirkouk est une ville kurde, et nous réclamons son rattachement au Kurdistan. Cette revendication n'est pas motivée par des raisons pétrolières. Nous voulons simplement corriger une erreur historique. Par ailleurs, nous voulons faire de Kirkouk un modèle de coexistence entre les ethnies et les religions. » Un discours aujourd'hui mesuré, alors qu'en 2004, M. Barzani déclarait dans une interview à l'AFP être prêt à combattre pour les droits des Kurdes.

Aujourd'hui, Kirkouk est toujours une véritable poudrière et le théâtre de heurts intenses entre factions rivales. Trouver une solution de compromis sur le rattachement de cette ville s'annonce comme une mission particulièrement délicate et essentielle. La question des peshmergas, ces combattants kurdes, pourrait également être la source de tensions entre le pouvoir kurde et le pouvoir central à Bagdad. Lors de sa prise de fonctions, le nouveau président du Parlement, Jawad el-Maliki, a en effet souligné que toutes les milices irakiennes devaient être désarmées ou intégrées aux forces armées. Interrogé par L'Orient-Le.Jour sur ce point, M. Barzani s'est montré catégorique : « Les peshmergas ne sont pas une milice. Ils font partie d'une force armée qui a joué un rôle dans la libération de l'Irak. Les autres groupes armés, à travers l'Irak, sont en revanche effectivement des milices et doivent être intégrés aux forces armées. »

### Voisinage

Le développement et l'autonomie du Kurdistan irakien ne sont pas sans inquiéter les pays voisins de l'Irak qui accueillent également des populations kurdes. « Le Kurdistan est une nation unifiée, et nous soutenons les aspirations démocratiques des autres mouvements kurdes établis dans les pays frontaliers. Mais nous n'opérons pas d'interférence avec ces mouvements », assure M. Barzani.

Quant aux relations avec les Arabes du reste de l'Irak, M. Barzani se montre ouvert en affirmant que la langue arabe est enseignée au Kurdistan et que le Kurde devrait être enseigné, de par la Constitution, dans certaines provinces arabes. Il souligne toutefois que le fédéralisme, en ce qui concerne la région kurde, est un acquis qui n'est pas négociable. Sur le plan économique, M. Barzani souligne que la région est en développement. Il relativise le délabrement de certaines rues d'Erbil et le fait que l'approvisionnement en électricité, par exemple, ne soit pas régulier, en rappelant que le Kurdistan revient de loin. « Il faut se souvenir que des milliers de villages ont été détruits par les forces de Saddam Hussein, que ce dernier n'a jamais proposé le moindre plan de développement pour le Kurdistan, que le pétrole de Kirkouk était utilisé pour acheter des armes utilisées contre nous. Mais aujourd'hui, nous pouvons travailler sur un plan de développement ambitieux », assure-t-il. Le Kurdistan se pose enfin en poste avancé du processus de démocratisation en Irak. Une opinion qui n'est pas partagée par tous, loin s'en faut. Parmi les critiques, figure le Dr Kamel Sayid Qadir. En novembre dernier, cet Irakien kurde de nationalité autrichienne avait accusé M. Barzani de corruption et d'abus de pouvoir. Pour ces déclarations, il avait été condamné par la Cour de sûreté de l'État à 30 ans de prison. Après que plusieurs organisations de défense des droits de l'homme se furent emparées du cas Qader, la sentence a été ramenée à un an et demi, avant que ce dernier ne soit tout simplement relâché.

Interrogé sur ce point, M. Barzani a proposé sa lecture du dossier : « M. Qader n'est pas un opposant, c'est un homme qui, tout simplement, m'a insulté. Quand l'affaire a éclaté, j'étais à Washington et un juge s'est occupé de l'affaire. À mon retour, j'ai demandé au juge de réouvrir le dossier puis le retrait de la plainte. Ce processus a pris un peu de temps, voilà tout. Aujourd'hui, M. Qader est libre de faire ce qu'il veut. »

## L'Irak s'inquiète du renforcement des troupes turques à sa frontière

ISTANBUL

CORRESPONDANCE

Après avoir réprimé les émeutes kurdes, qui ont secoué à la fin du mois de mars le sud-est du pays, la Turquie a fortement renforcé sa présence militaire près de la frontière irakienne, ce qui laisse planer la menace d'incursions contre les camps du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en territoire irakien, où sont réfugiés les rebelles kurdes de Turquie.

Le ministre turc des affaires étrangères, Abdullah Gül, a voulu répondre, jeudi 27 avril, à l'inquiétude de l'Irak en assurant que « ces opérations militaires n'ont qu'un but : prévenir l'infiltration en Turquie d'une organisation terroriste ». Les affrontements entre le PKK et l'armée turque, dans le Sud-Est, sont devenus en effet quasi quotidiens. Deux militaires turcs ont été tués et un autre blessé, mercredi, lors d'un assaut contre un poste de gendarmerie. Les attentats à la bombe dans les villes de l'ouest se sont multipliés.

Cela a suffi pour que la presse turque tire les conclusions de cette concentration de 200 000 hommes face à l'Irak, pour affirmer que l'objectif était d'aller attaquer les bases du PKK. Mercredi, l'ambassadeur d'Irak en Turquie s'est rendu au ministère turc des affaires étrangères pour demander des explications sur ce déploiement de troupes.

Cependant, les dirigeants turcs restent ambigus. Ils assurent qu'ils ont un droit de poursuite légitime mais que ce n'est pas actuellement dans leurs plans. Toutefois, ils assurent qu'ils prendront seuls leurs décisions, et que si des renforts ont été envoyés à la frontière, c'est, « comme chaque année, à cause de la fonte des neiges, propice aux infiltrations »...

Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat américaine, de passage à Ankara, mercredi 26 avril, a rappelé la position américaine. Pas question d'une intervention turque au Kurdistan d'Irak, car elle déstabiliserait cette région, l'une des plus

calmes du pays, et mettrait dans l'embarras les dirigeants kurdes irakiens soutenus par les Améri-

cains. Il faut « contribuer à la stabilité de l'Irak et éviter de faire empirer une situation difficile », a précisé la secrétaire d'Etat. C'est pour quoi, à la Turquie qui réclame toujours une aide américaine « opérationnelle » pour lutter contre le PKK, M<sup>me</sup> Rice a seulement promis « un effort commun » sous forme de partage de renseignements et de « relance du mécanisme trilatéral entre la Turquie, les Etats-Unis et l'Irak dès qu'il y aura un gouvernement irakien ». Dans ce « mécanisme », le président du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani, n'est pas pris en compte. Il est pourtant le plus à même d'influer sur l'attitude du PKK.

**Mise en garde**

Ankara évite toujours tout contact officiel avec le président Barzani, car ce serait en quelque sorte reconnaître l'autonomie

dont jouit le Kurdistan irakien, ce qui risquerait de créer un précédent pour les Kurdes de Turquie. D'ores et déjà, le président irakien, Jalal Talabani, a mis en garde contre d'éventuelles interventions de l'armée kurde au Kurdistan irakien. « L'Irak souverain ne laissera pas d'autres nations interférer dans ses affaires », a-t-il prévenu, dimanche 23 avril. « Et je ne pense pas que les Etats-Unis l'accepteront » a-t-il ajouté.

Lundi, l'ex-député kurde Leïla Zana, lauréate du prix européen Sakharov et notamment proche du chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, a commencé une visite au Kurdistan irakien. « Tout le monde a maintenant compris qu'on ne peut rien obtenir par les fusils », lui a affirmé M. Barzani. Mais Ankara refuse toujours de négocier avec les représentants politiques du PKK tant que ceux-ci n'auront pas condamné les actions de la branche militaire, qualifiées de « terroristes ». « Si les Irakiens n'ont pas la capacité adéquate pour combattre le terrorisme, ils devraient être contents des mesures que nous prenons », a déclaré, jeudi, Abdullah Gül à Edirne. « Ils devraient même nous aider dans nos activités », a-t-il ajouté. ■

SOPHIE SHIHAB

**Bagdad accuse l'Iran d'avoir bombardé des bases du PKK en Irak**

**BAGDAD, 30 avr 2006 (AFP) - 10h29** - Les autorités irakiennes ont accusé dimanche l'Iran d'avoir bombardé des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à 5 km à l'intérieur du territoire irakien, dans le nord du pays

Selon un communiqué du ministère de la Défense, "les forces iraniennes ont bombardé au cours des dernières 24 heures les positions du PKK près de Haj Omran, dans la province d'Erbil"

"Plus de 180 obus d'artillerie lourde ont touché le territoire irakien", a précisé le ministère de la Défense

"Des unités iraniennes ont pénétré de 5 km à l'intérieur du territoire irakien à l'occasion de ces attaques", a-t-il ajouté.

Quatre soldats iraniens ont été tués dans la région de Mahabad, à la frontière avec l'Irak et la Turquie, lors d'affrontements avec des "forces contre-révolutionnaires", a indiqué dimanche le quotidien iranien Kayhan

Le groupe kurde iranien Pejak (Parti pour une vie libre, lié au PKK), apparu au début des années 2000, a aussi affirmé dimanche avoir tué vendredi quatre soldats iraniens et en avoir blessé quatre autres, à l'intérieur des frontières iraniennes, dans un communiqué

En 2005, des responsables iraniens locaux avaient fait état d'au moins 120 policiers tués et de dizaines de blessés, principalement dans des attaques du Pejak.

Des membres du PKK avaient affirmé samedi qu'une de leurs positions avait été pilonnée par les Iraniens le 20 avril, un bombardement qui avait fait deux morts et 10 blessés dans ses rangs.

Téhéran et Ankara ont passé un accord appelant l'Iran à combattre le PKK et la Turquie à lutter contre les Moudjahidine du peuple, un groupe armé d'opposition irakien basé en Irak